

COLLECTION « SISYPHE »
dirigée par Jean-Claude Michéa

Le terme de « mondialisation » – le plus souvent comme mot d'ordre et incantation – est désormais entré dans le langage courant pour désigner la soumission sans précédent de nos vies à l'emprise des marchés. Mais derrière des apparences nouvelles, symbolisées par l'essor de technologies spectaculaires – telles les autoroutes de l'information – on retrouve le mouvement qui, depuis plusieurs siècles, travaille à occidentaliser et uniformiser la planète.

Afin de prendre la mesure des défis auxquels est confrontée l'humanité à l'aube du XXI^e siècle, Serge Latouche interroge ici la nature exacte de ce processus et l'ambivalence profonde de son principal agent historique : l'Occident.

Celui-ci ne détruit-il pas *le reste du monde* autant par ce qu'il lui donne que par ce qu'il lui prend ? Et n'est-il pas urgent de distinguer le combat légitime pour des valeurs universelles, c'est-à-dire réellement humaines, de cette volonté d'uniformiser la vie par le marché-roi, qui menace, à terme, de déconstruire les fondements mêmes de l'ordre humain ?

Serge Latouche procède à une analyse lucide des illusions et impasses de la modernité. Tout en indiquant, au-delà du pessimisme de son constat, à quelles conditions et avec quels moyens, il demeure possible de résister à cet *Ordre nouveau* qui étend son ombre sur la planète.

J.C. Michéa

Serge Latouche, membre du comité de rédaction de la revue du MAUSS, est docteur en philosophie et professeur de sciences économiques. Enseignant à l'université de Paris-Sud et à l'IEDES, il est spécialiste des rapports économiques et culturels Nord/Sud et de l'épistémologie des sciences sociales.

Serge Latouche

LA PLANÈTE UNIFORME



Climats



9 782841 581627

ISBN 2 84158 162 4

100 F 15,40 €

Serge Latouche

**LA PLANÈTE
UNIFORME**

CLIMATS

Avant-propos de la présente édition

Ce livre résulte d'une commande de la maison d'édition italienne Paravia, spécialisée dans les manuels scolaires¹. En Italie, en effet, les programmes de terminale prévoient un cours important confié à des philosophes historiens (ou historiens philosophes) sur les grandes questions du monde contemporain. Des opuscules, abondamment illustrés, traitant de manière simple et pédagogique de tous les problèmes du jour, des biotechnologies à la décolonisation en passant par l'écroulement de l'empire soviétique, l'émigration et la drogue, sont proposés en appui aux enseignants et aux élèves. Publié dans ce cadre, pour la première fois en 1997, ce texte tente une synthèse d'analyses antérieures qu'on trouvera, en particulier, dans les trois livres suivants: *La Mégamachine. Raison techno scientifique, raison économique et mythe du progrès*, Éditions La Découverte, 1995, *La Planète des Naufragés. – Essai sur l'Après-Développement*, Éditions La Découverte, 1991, *L'Occidentalisation du Monde. – Essai sur la signification, la portée et les limites de l'uniformisation planétaire*, La Découverte, « coll. Agalma », 1989.

N'ayant pas été publié en France à défaut d'une collection adéquate, j'ai réutilisé en partie l'introduction dans le livre *Les Dangers du marché planétaire* (Presses des Sciences politiques, Paris 1998) ainsi que certains passages dans *L'autre Afrique entre don et marché* (Albin Michel, Paris 1998). L'ensemble n'en conserve

1. *Il pianeta uniforme. Significato, portata e limiti dell'occidentalizzazione del mondo*, Paravia, Torino, 1997.

pas moins son unité, son originalité et sa cohérence (du moins je le pense...).

Le problème traité, celui d'une disparition des différences et d'une homogénéisation croissante des façons de vivre sur la planète est plus que jamais d'actualité. Aussi les éditions Climats ont-elles trouvé intéressant de publier l'ouvrage dans sa version intégrale; la version italienne s'adressant à des collégiens avait été allégée des développements plus *techniques* et comportait des illustrations qui n'ont pas été reprises.

Certes, depuis la rédaction, en 1995-1996, deux pas supplémentaires au moins ont été accomplis dans la voie analysée, celui de l'extraordinaire explosion de la « net-économie » et celui de la percée des biotechnologies. La résistance à la marchandisation du monde a mis en échec la conférence de l'Organisation Mondiale du Commerce à Seattle en 1999, et continue à marquer des points. Toutefois, elle contribue aussi, à son corps défendant, au processus d'unification de la planète. Les contestataires se connectent à travers internet; il leur faut agir globalement pour pouvoir continuer à penser aussi localement. Il leur faut donc trouver un langage commun et des formes communes de lutte. Si les résistances permettent aux dissidences de se maintenir et de se propager, les différences pour persister doivent évoluer. Elles ne seront jamais plus comme avant. Un décloisonnement des cultures dans un monde pluriel serait l'heureuse issue du processus.

INTRODUCTION

Mondialisation, uniformisation et occidentalisation.

La mondialisation, ou *globalisation* comme disent les Anglo-Saxons, est un concept à la mode. Les évolutions récentes l'imposent; il fait partie de l'esprit du temps. En quelques années, sinon en quelques mois, tous les problèmes sont devenus *globaux*: la finance et les échanges économiques, bien sûr, mais aussi l'environnement, la technique, la communication, la publicité, la culture et même la politique. Aux États-Unis surtout, l'adjectif global s'est retrouvé accolé à tous ces domaines. On parle des pollutions globales, de la télévision globale, de la globalisation de l'espace politique, de la société civile globale, de la *gouvernance* globale, du *technoglobalisme*, etc. Sans doute, le phénomène qui se cache derrière les mots n'est pas si nouveau. Des voix prophétiques annonçaient depuis plusieurs décennies l'avènement d'un « village planétaire », des spécialistes parlaient d'occidentalisation, d'uniformisation ou de modernisation du monde, et les historiens en décelaient tous les symptômes dans des évolutions de longue durée.

La mondialisation, sous l'apparence d'un constat de fait neutre, est aussi un slogan qui incite à agir dans le sens d'une transformation souhaitable pour tous. Le mot d'ordre a été lancé par les firmes transnationales et par le gouvernement américain. Le vocable est loin d'être innocent, il laisse entendre qu'on serait en face d'un processus anonyme et universel bénéfique pour l'humanité et non entraîné dans une entreprise souhaitée par certains et à leur profit, présentant des risques énormes et des dangers considérables.

La mondialisation, c'est, bien sûr, la mondialisation des marchés. Toutefois, la mondialisation trouve ses racines dans le projet même de la modernité de construire une société rationnelle. Ses formes économiques ne sont pas les seules, elles ne sont peut-être pas les plus décisives. La mondialisation technique, la mondialisation culturelle sont au moins aussi importantes. Toutes les formes sont complémentaires et interdépendantes. Pas d'interconnexion des bourses de valeurs, et donc pas de marché financier mondial sans satellites de télécommunication, pas de réseau mondial de transport sans système de commande par ordinateur. Le projet de GII, *global information infrastructure*, impulsé par les États-Unis, consistant à développer des « autoroutes de l'information » (un « réseau de réseaux ») vise explicitement à la création d'un marché mondial plus généralisé, plus instantané. Pas de mondialisation économique sans mondialisation technologique et sans « culture » mondialisée (les ordinateurs, par exemple, fonctionnent en anglais international...). Tous ces phénomènes concourent à la mise sur orbite d'une organisation techno-économique d'essence occidentale.

« Il nous appartient de construire une communauté mondiale dans laquelle les citoyens de pays voisins se regarderaient non comme des ennemis potentiels, mais comme des partenaires potentiels, tous membres d'une grande famille humaine reliés par une chaîne aux maillons de plus en plus nombreux. (...) Elle rendra possible la création d'un marché mondial de l'information, où les consommateurs pourront acheter et vendre. (...) La croissance mondiale peut s'enrichir de plusieurs centaines de milliards de dollars si nous nous engageons sur la voie de la GII. »

Discours du vice-président Al Gore à l'International Télécommunication Union, Buenos Aires, le 21 mars 1994. Extraits tirés de « Multimédia et communication à usage humain », *Dossier pour un débat* n° 56, Fondation pour le progrès de l'homme, 1996, pp. 78-87.

L'effondrement des systèmes économiques planifiés et la dérégulation dans les pays capitalistes ont entraîné une mondialisation sans précédent des marchés. Toutefois, la mondialisation de l'économie ne se réalise pleinement qu'avec sa réciproque, *l'économicisation* du monde, c'est-à-dire la transformation de tous les aspects de la vie en questions économiques, sinon en marchandises. Sous cette forme plus significative, en étant économique, la mondialisation est de fait technologique et culturelle, et recouvre bien la totalité de la vie de la planète.

La *planétarisation* du marché n'est nouvelle que par l'élargissement de son champ, raison pour laquelle les anglo-saxons ont créé le néologisme de *globalisation*. On s'avance ainsi vers une *marchandisation* intégrale. Pourtant, l'idée et une certaine réalité du marché mondial font partie intrinsèque du capitalisme.

Dès l'origine, le fonctionnement du marché est un fonctionnement transnational, voire mondial. La ligue hanséatique, les places financières de Gênes, de Lyon et Besançon, les opérations commerciales de Venise et de l'Europe du Nord, sans parler des grandes foires (Troyes), sont internationales, sinon mondiales dès les XII^e-XIII^e siècles.

Le triomphe récent du marché, ce qu'on a pu appeler une « nouvelle mondialisation » recouvre en fait trois phénomènes liés qui sont, par ordre d'importance, la transnationalisation des firmes, l'affaiblissement des régulations étatiques à l'Ouest et l'effondrement de la planification à l'Est. Il en faut dire quelques mots pour saisir ce qui est en jeu.

Les firmes transnationales, aussi, comme le marché, existent dès la fin du Moyen âge. Jacques Cœur, les Fugger, la Banque des Médicis, les Grandes Compagnies des Indes, pour ne citer que les exemples les plus célèbres, sont des maisons de commerce implantées sur plusieurs continents et dont le trafic a le monde pour horizon. Est nouveau aujourd'hui le fait que non seulement

le capital commercial et bancaire se mondialise systématiquement mais aussi le capital industriel. Renault fait fabriquer ses moteurs en Espagne. Les *computers* IBM sont usinés en Indonésie, montés à Saint-Omer, vendus aux États-Unis, etc. La division du travail s'est internationalisée. Les entreprises se sont totalement transnationalisées. L'ensemble interconnecté de la mondialisation du commerce, de la mondialisation de la finance et de la mondialisation de l'industrie suscite l'émergence de places « offshore » (déterritorialisées), sans attache ni historique, ni culturelle avec les territoires sur lesquelles elles sont implantées. Les délocalisations massives, les réseaux de sous-traitance, les *joint-ventures* (entreprises conjointes), jusqu'à la dématérialisation de la production et la montée des services, accélèrent le phénomène. L'un des enjeux de Maastricht est non seulement de pousser plus avant cette transnationalisation au sein de l'Union européenne, mais aussi de permettre aux firmes japonaises, américaines, etc., de coloniser l'espace du marché commun et d'accroître la fluidité des échanges économiques, c'est-à-dire d'obéir aux lois de l'économie. Le principal objectif de l'Uruguay Round, la dernière négociation du GATT (*General agreement on tariffs and trade*) a été d'étendre cette libéralisation des échanges à l'agriculture et aux services. Un système économique universel complètement déraciné, n'ayant plus d'attaches privilégiées en un lieu particulier, mais poussant des antennes partout est déjà plus ou moins en place. Cette sphère economico-financière vivant *hors sol*, « câblée » en permanence par les Bourses, les ordinateurs, les banques de données, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, plus ou moins régulée (et dérégulée) par le FMI (Fonds monétaire international), l'O.M.C. (l'Organisation mondiale du commerce) et la Chambre de Commerce Internationale, mais aussi le G7, voire le forum de Davos (réunion informelle des responsables économiques et politiques de la planète), et agissant à travers ces institutions sur les États et sur les sociétés, est sans doute ce qui correspond le mieux au marché abstrait

des économistes dont le centre est partout et la circonférence nulle part.

L'affaissement des régulations nationales-étatiques est à la fois cause et conséquence de cette transnationalisation. Le compromis entre l'État et le Marché qui s'est solidifié sous la forme la plus forte avec le phénomène des économies nationales comme ensembles interdépendants de branches industrielles et commerciales, a connu ses plus beaux jours avec les « trente glorieuses » (1945-1975) et l'État-providence.

La dynamique du marché qui décloisonne les économies locales et régionales ne s'arrête pas éternellement aux frontières du territoire de la nation. La mondialisation est une extension géographique inéluctable d'une économie systématiquement *désenchâssée* du social depuis le XVIII^e siècle. Cette évolution a été accélérée et voulue par les « maîtres du monde » (ces 2 000 *global leaders* qui se retrouvent à Davos) qui prônent inlassablement les trois « D » : déréglementation, désintermédiation, décloisonnement.

L'effondrement des économies socialistes a accéléré et renforcé encore le processus. La planification a eu finalement pour rôle historique d'uniformiser l'espace à l'Est et de détruire toute spécificité culturelle qui pourrait faire obstacle au libre jeu des « forces de marché ». Il y avait des échanges, il n'y avait pas la possibilité de déployer un calcul mettant en relation les ressources naturelles d'un immense territoire, et des millions d'hommes, dans toutes les branches, pour tous les produits. Il n'était pas possible d'acheter, de fabriquer, de vendre librement ni de semer la ruine ou la prospérité en fonction d'une marge de profit parfois dérisoire. Le socialisme réel signifiait la pénurie, la médiocrité et la morosité. Par contraste, l'économie de marché paraissait synonyme d'abondance et d'efficacité. De là est née cette fascination pour le modèle et la volonté de s'insérer à tout prix dans le marché mondial.

Pour autant, cette mondialisation sans précédent des marchés ne réalise pas encore le Marché intégral. On désigne ainsi le grand mécanisme autorégulateur prenant en charge la totalité du lien social de la naissance à la mort des atomes individuels. Selon les économistes ultra-libéraux : « Tout ce qui fait l'objet d'un désir humain est candidat à l'échange. Autrement dit, la théorie économique en tant que telle ne fixe aucune borne à l'empire du marché¹ ». La *marchandisation* doit donc pénétrer tous les recoins de la vie. Le triomphe de la liberté, le libre accord des individus obéissant à leur calcul d'optimisation, faisant de tout un chacun un entrepreneur et un marchand, est en passe de devenir la loi, la seule loi, d'un *anarcho-capitalisme* (terme choisi par certains idéologues pour désigner ce rêve d'une économie sans État) total et idéal.

La *globalisation* désigne aussi cette avancée inouïe dans l'*omni-marchandisation* du monde. Les biens et les services, le travail, la terre et, demain, le corps, les organes, le sang, le sperme, la location d'utérus entrent dans le circuit marchand. D'ores et déjà avec les services, la banque, la médecine, le tourisme, les médias, l'enseignement, la justice deviennent transnationaux. Instruction est donnée aux représentants des pouvoirs publics américains, partout dans le monde, dans le fil des grandes manœuvres pour le contrôle du marché des autoroutes de l'information, de prêter main forte aux géants du multimédia en exigeant que les « produits » culturels soient traités comme des marchandises « comme les autres » et les exceptions culturelles comme un banal et nuisible protectionnisme.

Le marché mondial actuel, à la différence des « places de marché » anciennes, ces lieux concrets des villes et des villages où s'échangeaient les marchandises traditionnelles, réalise une interdépendance des divers marchés. Il met en communication plus ou moins étroite les marchés des biens, les marchés des services producteurs et les marchés de capitaux.

1. « Baby Market », *Le Monde* du 7 juillet 1988.

Seulement, au lieu d'engendrer un équilibre harmonieux pour le plus grand bonheur du plus grand nombre, comme le postulent les libéraux, ce marché total ne peut éviter ni en théorie, ni en pratique des instabilités dangereuses. Les marchés financiers en particulier, dominant de plus en plus les marchés de biens et services. Or, ils obéissent avant tout aux prophéties auto-réalisatrices et s'épanouissent en bulles spéculatives qui peuvent atteindre des dimensions monstrueuses. Les montants des spéculations financières sont sans commune mesure avec les activités productives. La dérégulation, le développement des marchés à terme et l'explosion des produits dérivés font que les changes journaliers dépassent les 1 500 milliards de dollars, soit le double des réserves monétaires (plus que le produit intérieur brut de la France!). Les mouvements financiers représentaient environ 150 000 milliards de dollars en 1993, soit de 50 à 100 fois ceux des mouvements commerciaux annuels. Les économies, et tout spécialement celles du tiers-monde, sont à la merci des fluctuations de ces marchés financiers. L'éclatement de ces bulles spéculatives ébranle le système mondial tout entier, comme on l'a vu avec le Krach de 1987 ou la crise mexicaine. Un *gamin* de 25 ans en pianotant sur son portable peut mettre en faillite la plus ancienne et la plus respectable banque de la *city*, la banque Barings. Encore ne s'agissait-il là que de crises mineures ou localisées!

Derrière ces phénomènes nouveaux, on trouve à l'œuvre des logiques, des processus et des tendances fort anciens. Modernité, Occident, Grande société, mais aussi Développement, Progrès, Rationalité, Technique, autant de maîtres mots qui se renvoient les uns aux autres et peuvent se substituer pour désigner le même complexe de forces. La rationalité économique est au fondement de la recherche techno-scientifique. Le Progrès est la condition, mais aussi le résultat de l'*économisation* du monde et de l'accumulation illimitée de capital, de marchandises et de biens matériels et immatériels. La technique est la condition de la croissance

et du développement, mais aussi, dans une certaine mesure, son résultat et son moteur. La mondialisation est bien un autre nom pour désigner l'occidentalisation et l'uniformisation planétaire. On pourrait lui ajouter tous les maîtres mots cités comme qualificatifs, multipliant ainsi les connotations tout en dénotant toujours la même chose. La mondialisation est tout aussi bien moderne, occidentale, développementiste, progressiste, rationnelle et techno-scientifique.

« Le processus qu'on appelle souvent l'occidentalisation de la planète et qui est en fait la technicisation, l'extension du technocosme, ne serait donc pas un accident, une erreur politique réparable mais l'expression d'une nécessité directement issue de l'essence même de la technique et des principes de la techno-évolution... »

Gilbert Hottois, *Le signe et la technique. La philosophie à l'épreuve de la technique*, Paris, Aubier, 1984, p. 200.

Reste que pour comprendre la signification, la portée et les limites du phénomène, il faut prendre la mesure du processus d'uniformisation planétaire, s'interroger sur la nature de l'Occident qui reste l'acteur clef de cette évolution, cerner les dynamiques complexes à l'œuvre, en analyser les échecs et s'interroger sur ce qui pourrait advenir après.

Il n'y a nulle fatalité pour que l'histoire s'achève en catastrophe. L'avenir étant encore ouvert, les évolutions en cours peuvent être infléchies par l'action de chacun et de tous. Il importe avant tout de briser la prétention des experts à monopoliser les décisions qui nous concernent et qui, de ce fait, incombent à tous. Le présent ouvrage s'efforce de donner une présentation sommaire aussi simple et claire que possible de tous les aspects de la question pour permettre à chacun de se faire son opinion et d'agir en conséquence. Il aura pleinement réalisé son objectif, s'il contribue un tant soit peu à éveiller, avertir et sensibiliser le lecteur sur les enjeux de la dynamique planétaire que nous vivons.

Chapitre 1

L'uniformisation planétaire.

1- Le monde entier regarde « Dallas »

À un malade sur le point d'être opéré dans un hôpital africain, on propose une anesthésie locale. Le patient réagit vivement : « S'il vous plaît, docteur, pas une anesthésie locale, j'ai les moyens, je paierai, faites-moi une anesthésie importée ».

Vraie ou imaginée, cette anecdote racontée au Maghreb et en Afrique noire est très révélatrice de la dépréciation des productions locales dans les pays non développés. Les marques, les modes, tout ce qui est étiqueté d'un label étranger est à tort ou à raison préféré aux produits du cru quand ceux-ci existent. Ainsi en est-il de la bière, des cigarettes, des pagnes, mais aussi des films, des émissions de radio et de télévision. Pour le meilleur et pour le pire, Dallas, la fameuse série américaine, a été vue par la quasi-totalité de la planète. Tout le monde, et en particulier les jeunes, veut vivre dans l'univers frelaté de J.R.

« Aujourd'hui, les jeunes chiliens s'habillent avec les mêmes vêtements Benetton que leurs pairs dans plus de 70 pays. Ils mangent des hamburgers Big Mac dans le Mac Donald's de l'avenue Kennedy tout comme les Russes le font sur la Place Rouge de Moscou (...) Nous suivons la série Dallas avec le même enthousiasme que les habitants de quelque 98 autres pays, de même que les programmes de Mickey Mouse qui sont vus toutes les semaines en Chine avec un doublage en mandarin. »

Andrès Benitez, *Chile al ataque*, Zig-Zag, Santiago de Chile, 1991.

On se flatte en singeant les manières extérieures, en consommant plus moderne et, en imitant les modes de vie américains, de se hausser au statut des héros et des stars de cinéma. Les jeunes surtout, y compris dans la vieille Europe, sont un puissant levier de ce phénomène de mimétisme. Ils tentent ainsi de s'affirmer face à leurs parents. Ils pensent trouver dans les modèles *transnationaux* une manière d'échapper aux façons de vivre et de penser, jugées « vieux jeu », des anciens. Ils veulent entrer en communion, par-delà les frontières, avec les jeunes du monde entier par ces consommations étrangères à la tradition locale. Ce souci n'est pas illégitime et témoigne d'une ouverture et d'une générosité qui font souvent défaut aux adultes. Toutefois, ce faisant, ils obéissent largement aux sollicitations du *matraquage* publicitaire qu'ils subissent. En limitant leur originalité à la consommation *passive* des modes et des *gadgets* étrangers, ils abdiquent une large part de leur créativité. À leur décharge, il faut dire que leurs aînés ont souvent montré la voie et continuent de le faire. Seuls diffèrent les biens consommés, dans un même souci ostentatoire : voitures et magnétoscopes japonais, ordinateurs américains, branchement sur Internet, pour les parents, Disneyland et Mcdo pour les enfants. Certains adultes en rajoutent même dans un mimétisme au deuxième degré, en voulant « faire jeune ».

L'effet immédiat de ce type de comportement est la disparition des différences à travers le monde. Une homogénéisation des façons de vivre et même parfois des manières de penser tend à se réaliser à travers la planète qui ne formerait plus qu'un *village mondial*.

« D'un aéroport à l'autre, d'un hôtel Hilton à l'autre, vous pouvez déjà parcourir le monde de l'est à l'ouest et du sud au nord sans vous sentir jamais étranger nulle part, sans faire une seule fois l'expérience d'un véritable dépaysement. Ce sont partout les mêmes architectures de verre et d'acier, les mêmes autoroutes, les mêmes

encombrements. Les mêmes plastiques, les mêmes postes de télévision, les mêmes stades. Et les mêmes bouteilles de Coca-Cola. Jusqu'aux souvenirs exotiques, qui sont maintenant fabriqués pour le monde entier dans les mêmes usines. »

Gerard Bonnot, *La vie c'est autre chose*, Belfond, Paris, 1976, p. 156.

À terme, le résultat de ce processus est un *surdéveloppement* économique pour la puissance séductrice et un sous-développement plus ou moins prononcé pour la population séduite. L'impact économique est d'autant plus négatif que l'écart des niveaux de développement de départ est élevé. Les pays d'Afrique ont peu de chance dans un tel jeu de trouver des *créneaux* porteurs pour compenser leurs pertes. Le fossé s'accroît toujours plus entre leur consommation réelle et rêvée et leur capacité de production.

Ce processus d'uniformisation a démarré depuis fort longtemps. Pascal le dénonçait déjà au XVII^e siècle en des termes qui s'appliquent encore aujourd'hui.

« Nous avons fait l'uniformité de la diversité, car nous sommes tous uniformes, en ce que nous sommes tous devenus uniformes. »

Blaise Pascal, *Pensées*, n° 770, édition Laffont, 1992. p. 582.

Le processus prend même parfois l'allure d'une loi biologique. Ainsi, en ce qui concerne la disparition des langues humaines et des variétés végétales et animales. On dirait un prolongement de la sélection naturelle des espèces et de la lutte pour la vie, conformément à la théorie de l'évolution de Charles Darwin. Il resterait environ 6 000 langues sur les 20 000 parlées par l'humanité à l'époque néolithique et on estime que la moitié en aura disparu d'ici un siècle. Rien qu'en Amérique, une langue meurt chaque année. Le *catawba* de Caroline du Sud vient de disparaître avec la mort de son dernier locuteur, « Nuage rouge d'orage ». Son chien est le seul être vivant à comprendre encore cette langue... Une centaine d'idiomes ne sont plus parlés que par quelques

vieillards. Ailleurs, ce n'est guère plus brillant. *Laore* ne survit que dans la bouche d'un seul habitant du Vanuatu, le *sireneski* n'est plus parlé qu'entre deux vieilles femmes de Sibérie extrême orientale, *l'émololo* n'est connu que de six éthiopiens. Les 180 langues indiennes d'Amazonie se répartissent entre moins de 200 000 locuteurs. À l'opposé, 5 langues, le chinois, l'anglais, le russe, l'espagnol et l'hindi, sont parlées par plus de la moitié de l'humanité, et moins de 100 langues se partagent plus de 95 % de la planète¹. La biodiversité se restreint de la même façon. Une espèce végétale ou animale disparaît toutes les heures. Nous demandons notre alimentation à un nombre toujours plus restreint de plantes et d'animaux, et aux seules variétés très productives, alors que les populations traditionnelles connaissaient des milliers d'espèces. Nos grand-pères, encore, cultivaient deux mille variétés de pommes. Nous ne mangeons plus guère que des golden...

Cette uniformisation est à l'œuvre en Europe depuis les débuts des temps modernes, c'est-à-dire depuis la Renaissance. En voulant construire la société humaine sur la base de la raison, et d'elle seule, en rejetant comme irrationnelles, les traditions et les coutumes, en combattant les croyances non scientifiques comme autant de préjugés, les philosophes des Lumières, au XVIII^e siècle, ont été les prophètes d'une cité universelle et uniforme. Il est vrai, à leur décharge, qu'ils rêvaient de cette cité comme fraternelle et non comme un monde ravagé par les inégalités, les injustices et les conflits.

D'abord, les différences locales et régionales, comme les parlers et les mœurs, se fondent au sein des ensembles nationaux. La raison d'État se fait l'instrument de la Raison tout court. Les Droits de l'Homme proclament même une citoyenneté mondiale. Napoléon a été, en Europe, un puissant propagateur de l'uniformité, introduisant le système métrique et le code civil au gré des avancées de ses armées.

1. Aux pays des langues disparues, *Libération* du 27. 2. 96.

« Le grand mot aujourd'hui c'est l'uniformité... (Le même code, les mêmes mesures, les mêmes règlements, et si l'on peut y parvenir graduellement, la même langue, voilà ce qu'on proclame la perfection de toute organisation sociale...). C'est dommage que l'on ne puisse abattre toutes les villes pour les rebâtir toutes sur le même plan, niveler toutes les montagnes pour que le terrain soit partout égal! Et je m'étonne qu'on n'ait pas ordonné à tous les habitants de porter le même costume, afin que le maître ne rencontrât plus de bigarrure irrégulière et de choquante variété. »

Benjamin Constant, *De l'esprit de conquête*, (1813) Librairie de Medicis, Paris, 1947, pp. 53-54.

Au XIX^e siècle, le grand sociologue français, Alexis de Tocqueville analyse la montée de ce qu'il appelle « l'égalité des conditions ». Il juge ce mouvement, lié à l'imaginaire démocratique des temps modernes, absolument irrésistible. Il voit dans la démocratie des États-Unis d'Amérique le prototype achevé des sociétés de l'avenir.

« La variété disparaît au sein de l'espèce humaine. Les mêmes manières d'agir, de penser et de sentir se retrouvent dans les quatre coins du monde. Ils [les peuples] deviennent semblables quoiqu'ils ne se soient pas imités. »

Alexis de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique*, (1840) Gallimard, 1968, p. 266.

L'uniformisation est parfois même programmée. La chaîne Novotel aménage les chambres de ses hôtels à travers le monde de manière strictement identique afin, précisément, que ses clients ne souffrent pas du dépaysement!

Cette uniformisation est-elle un simple processus *d'américanisation* du monde consécutif à l'hégémonie des États-Unis et à leur situation particulière de creuset des cultures? La standardisation de l'imaginaire, à laquelle on assiste, laisse-t-elle encore une place à la diversité, et si oui, laquelle? Assiste-t-on enfin à cet avènement

d'une cité universelle et fraternelle dont ont rêvé bien des utopistes ou à un processus de déracinement planétaire?

2 - L'américanisation du quotidien

Au XX^e siècle, l'uniformisation du monde se fait sous le signe de l'*american way of life*. La plupart des signes extérieurs de la citoyenneté mondiale sont *made in USA*. Les hamburgers délivrés dans les Macdo et autres fast food sont devenus l'aliment favori du citoyen moyen anonyme et transnational. Une boisson règne sur le monde et abreuve la planète: le *coke* (coca-cola). Un vêtement triomphe: le *jeans*. La musique est aussi devenue largement américaine tandis qu'Hollywood impose sa loi au cinéma mondial.

Des flux *culturels* à sens unique partent des États-Unis et à un moindre degré des autres pays développés et inondent la planète; images, mots, valeurs morales, normes juridiques, codes politiques, critères de compétence se déversent des unités créatrices vers le reste du monde par les médias (journaux, radios, télévisions, films, livres, disques, vidéo, et maintenant les réseaux informatiques). L'essentiel de la production mondiale de *signes* se concentre au Nord (ainsi, 70 % de la production mondiale de journaux et 73 % de la production de livres), ou se fabrique dans les officines contrôlées par lui, selon ses normes et ses modes. Outre l'implantation de la quasi totalité des industries culturelles, le Nord bénéficie du quasi-monopole des patrimoines accumulés par les vieux États-nations, y compris grâce au pillage des richesses mondiales, à travers les musées, les bibliothèques, les banques de données. Une poignée de pays riches et développés constitue un *Centre* dont les États-Unis sont le cœur, tout le reste forme une vaste *périphérie*.

Il existe plus de 100 agences d'information à travers le monde, cependant cinq agences transnationales contrôlent désormais à

elles seules 96 % des flux d'information mondiaux. Toutes les radios, toutes les chaînes de télévision, tous les journaux de la planète sont abonnés à ces agences. 65 % des informations mondiales partent des États-Unis. 30 à 70 % des émissions de télévision sont importées du Centre. Toutefois, le tiers-monde consomme 5 fois moins de cinéma, 8 fois moins de radio, 15 fois moins de télévision, 16 fois moins de papier journal que les pays développés¹.

Ces flux d'information ne peuvent pas ne pas « informer » les désirs et les besoins, les formes de comportement, les mentalités, les systèmes d'éducation, les modes de vie des récepteurs. La « mise en conserve » de la culture avec l'avènement du CD-Rom interactif représente un gigantesque marché que se disputent les géants du multimédia. L'émergence des autoroutes de l'information et des réseaux renforcent encore la suprématie des groupes médiatiques transnationaux principalement à dominante américaine. On peut donc parler d'une véritable invasion culturelle des États-Unis avec ça et là l'apport complémentaire d'un pays ou un autre du Nord.

« Nous sommes à la tête d'un système économique qui a définitivement sonné le glas de toute autre forme de production et de distribution – laissant dans son sillon de formidables richesses, mais parfois aussi de gigantesques ruines. Nous diffusons une culture fondée sur le divertissement de masse et la satisfaction des masses, qui prône l'hédonisme et l'accumulation même lorsqu'elle parle d'individualisme et d'abondance. Les messages culturels que nous disséminons par le biais d'Hollywood et de McDonald's se répandent dans le monde pour séduire, mais aussi pour miner d'autres sociétés.

Contrairement aux conquérants traditionnels, nous ne nous contentons pas d'assujettir les autres: nous tenons à nous faire aimer. Tout cela, bien entendu, pour leur plus grand bien. Notre prosélytisme

1. Armand Mattelard, *Multinationales et systèmes de communication*, Anthropos, Paris, 1976. « Multimédia et communication à usage humain », *Dossier pour un débat* n° 56, Fondation pour le progrès de l'homme, Paris, 1996.

me est le plus impitoyable du monde. (...) Pas étonnant que beaucoup de gens se sentent menacés par ce que nous représentons. »

Ronald Steel, *The New York Times*, repris dans *Courrier International*, n° 300 du 1^{er} au 21 août 1996.

Le plus important est sans doute le fait que l'anglo-américain est en passe de devenir la langue mondiale de communication. De même que les dialectes locaux ont quasiment disparu au profit des langues nationales, de même celles-ci à leur tour seraient en train de céder la place à un parler universel. Dans son roman de fiction *1984*, George Orwell imaginait le triomphe d'une langue artificielle et purement fonctionnelle, la *novlangue*, qui remplaçait la langue de Shakespeare. Cette novlangue est déjà celle de nos ordinateurs, des aéroports internationaux, des colloques scientifiques et des négociations diplomatiques. Elle est en train de devenir aussi le moyen obligé des produits intellectuels et esthétiques fabriqués par les nouvelles industries culturelles : CD-Rom, vidéodisques, jeux électroniques, etc.

Si la culture *marchandisée* donne lieu à d'après marchandages financiers (redevances, paiement de droits de propriété) entre les pays riches, elle est souvent diffusée *généreusement* vers le tiers-monde, *via* les centres culturels. Cette propagande insidieuse prend alors la forme d'un « don » irrésistible qui témoigne de la vitalité débordante des sociétés hyperdéveloppées, mais qui asphyxie toute créativité culturelle chez les capteurs passifs des messages. Les rapports avec l'Afrique de l'Ouest qui passent largement encore par la France, puissance relais, sont exemplaires ou caricaturaux. La France assure un service d'information gratuit par satellites auprès des radios et télévisions africaines. Elle fournit tous les jours dix minutes d'actualités internationales et africaines, et des documentaires. Elle envoie aussi 5 200 heures annuelles de programmes gratuits. Enfin, elle distribue des films français et subventionne 80 % des productions cinématographiques de l'Afrique francophone.

Certes, la France retire quelques bénéfices de ce cadeau fait aux États africains. Tous les pays francophones d'Afrique ont adopté le procédé SECAM, à l'exception du Cameroun qui a choisi le procédé allemand PAL, mais dont les équipements sont fournis à 80 % par la France¹.

Toutefois, les avantages incontestables pour l'industrie audiovisuelle française ne sont peut-être pas les plus importants. Il serait absurde de faire une comptabilité d'épiciers. Le dynamisme pousse au don, et les retombées sont autant politiques que symboliques. L'ensemble participe d'une logique des rapports entre les sociétés qui renforce ce dynamisme.

Le résultat le plus évident pour l'Afrique, c'est qu'il n'y a pas de véritable audiovisuel africain ni de retombées dynamiques à en attendre. Ce processus aboutit à la dépossession de soi-même. Le groupe envahi ne peut plus se saisir lui-même autrement que par les catégories de l'autre, c'est-à-dire celles des Européens. L'idéologie de la science, de la technique, du progrès et du développement se trouve ainsi véhiculée par ce canal, directement, ou incorporée aux autres messages. La *transnationalisation* des communications avec les satellites et l'informatique renforce encore l'uniformité des modèles et la disymétrie des flux. On peut parler à ce sujet d'un *imperium* culturel des pays riches à condition de bien en saisir le mécanisme. C'est plus par le don vers les sociétés du Sud que par la spoliation (ou le pillage, cher aux tiers-mondistes des années soixante qui dénonçaient à propos et hors de propos l'impérialisme) que le Centre se trouve investi d'un extraordinaire pouvoir de domination. Or cette logique asphyxiante du don fonctionne pour toutes les composantes de la culture au sens fort et pas seulement pour les biens culturels au sens étroit. On la retrouve pour l'alimentation

1. Franck Magnard et Nicolas Tenzer, *La crise africaine. Quelle politique de coopération pour la France?* PUF, coll. Politique d'aujourd'hui, Paris, 1988.

comme pour la technologie. Du côté des donateurs, au contraire, la concurrence acharnée pour les marchés est une véritable guerre économique où tous les coups sont permis : corruption, tricherie, dumping, O.P.A (offres publiques d'achat) sauvages, espionnage industriel et même violence pure.

Toutefois, le règne du dollar et l'usage de l'anglo-américain comme langue de communication universelle ne doivent pas conduire à surestimer l'aspect proprement *yankee* de l'uniformisation planétaire. Si les États-Unis occupent une place exceptionnelle sur le devant de la scène, il ne faudrait pas oublier la situation dominante ou complice de quelques autres puissances, non plus que le fonctionnement de plus en plus anonyme et transnational du système mondial. Si le déclin américain, longtemps annoncé et provisoirement retardé, se confirmait, cela ne changerait pas grand-chose au processus décrit. Avec ou sans pilote dans la cabine, le vaisseau « monde » continuerait pour un certain temps encore sur la même lancée.

« Il est incontestable qu'au XX^e siècle un certain nombre des institutions les plus typiques de notre société viennent des États-Unis. Le fait est malheureusement que la langue universelle est devenue l'anglais. Qu'on soit content ou non, c'est un fait incontestable dans la plupart des congrès scientifiques. Cela dit, c'est médiocre d'en vouloir aux États-Unis d'avoir été, pendant une courte période, la puissance dominante du monde. Après tout, ça n'a pas duré longtemps et déjà on commence à s'interroger sur le déclin des États-Unis. »

Raymond Aron, *Le spectateur engagé*, Julliard, Paris, 1981, pp. 237-238.

Certes, les États-Unis occupent une position privilégiée qu'ils ne doivent pas à leur seule puissance économique et politique mais à un ensemble de circonstances historiques. Plus que la vieille Europe, ils incarnent, en effet, la réalisation quasi intégrale du projet de la modernité. Société jeune, artificielle et sans

racines, elle s'est construite en fusionnant les apports les plus divers. L'organisation rationnelle, fonctionnelle et utilitaire qui a présidé à sa constitution est susceptible de devenir universelle. L'Europe a colonisé le monde, et on a pu dénoncer *l'eurocentrisme*. Toutefois, l'Amérique a repris le double héritage de la vieille Europe : celui de l'empire britannique et celui de l'universalisme des Lumières.

Pourtant, il ne manque pas de signes du déclin américain. Ils étaient presque unanimement reconnus dans les années quatre-vingt. Des pans entiers de l'industrie manufacturière étaient délabrés. La pénétration étrangère dans des secteurs aussi importants que l'automobile et le cinéma était massive. Sans l'effondrement inopiné du bloc soviétique et la montée en puissance des marchés financiers, ils seraient plus visibles et plus convaincants. Néanmoins, ces symptômes ne sont peut-être pas la marque d'une perte durable de compétitivité et de dynamisme, et la question de la décadence américaine est un sujet controversé. Les États-Unis sont désormais l'unique super-puissance mondiale. Leur hégémonie politique, militaire, culturelle, financière et même économique est incontestable. Les principales firmes transnationales sont nord-américaines. Elles conservent la haute main sur les nouvelles technologies et sur les services haut de gamme. Même dans les ordinateurs japonais, exportés massivement, le cœur, le microprocesseur, et, bien sûr, les logiciels sont *made in U.S.A.*, ou sous licence américaine. Si l'émergence du Sud-Est asiatique semble irrésistible, il n'y a pas (pas encore ?) de candidat déclaré à la succession pour le rôle de puissance hégémonique. Cependant, le système de la puissance économique, sinon de la puissance politique est de plus en plus transnational. Les apports des uns et des autres, et principalement des grandes puissances, sont rapidement mondialisés, qu'ils s'agissent d'innovation *culturelle*, comme le personnage de Goldorak ou les dessins animés d'origine japonaise, ou des

innovations technologiques comme les cartes à puce françaises. La mondialisation envahit tout, des pizzerias italiennes et des restaurants chinois aux tankers sud-coréens. L'omnipotence américaine est sans doute un leurre. Derrière les États-Unis, un conglomérat de géants mondiaux et cosmopolites tirent les ficelles.

3 - La standardisation de l'imaginaire

L'acceptation de fait de la technique dans son utilisation quotidienne, la croyance partagée dans la science comme source des merveilles de la technique, la sujétion forcée à l'économique, le tout réactivé, renforcé par l'invasion culturelle, constituent des facteurs irrésistibles de *standardisation* de l'imaginaire. Science, technique, économique véhiculent un contenu très riche. La relation de l'homme au monde y est profondément déterminée. Il s'agit de la conception du temps et de l'espace, du rapport à la nature, du rapport de l'homme à lui-même. L'humanité vit désormais tout entière dans l'ère chrétienne et sur la base de l'heure GMT. On ne réfléchira jamais assez sur ce que cela signifie. Certes, il y a d'autres ères, l'hégire pour l'islam, les ères bouddhiques et quelques autres. Il y a d'autres découpages de l'année que ceux de l'année civile occidentale calquée sur la vie du Christ, avec leurs cycles propres. On connaît l'année du dragon et le Têt vietnamien, mais ces survivances pittoresques et folkloriques ont peu de prise sur les horaires des avions. L'organisation pratique, pour des impératifs « techniques », fonctionne sur le système unique. L'idéal serait même de raplatir la planète et de supprimer les fuseaux horaires. Ainsi, les membres des *staff* de certaines firmes transnationales règlent leur montre sur l'heure du siège, celle de New York. Dans un très beau film, « Mille milliards de dollars », on voit les dirigeants de toutes nations et de toutes couleurs fêter leur grande réunion annuelle à 3 heures du matin heure locale.

Il est remarquable que le monde se soit soumis à ce découpage en beaucoup moins de temps que l'Europe elle-même. Ce n'est qu'en 1564, sous le règne de Charles IX, en France, que le début de l'année légale fut fixé au 1^{er} janvier. La Russie n'adoptera ce « nouveau style » qu'avec Pierre le Grand en 1725, l'Angleterre en 1752. C'est Bonaparte qui a emporté les dernières résistances, ça et là, dans le reste de l'Europe ! Au Moyen Âge, la datation variait d'un pays à l'autre. L'année commençait officiellement le jour de Noël en Allemagne, en Suisse, au Portugal et en Espagne, le 1^{er} mars à Venise, le 25 mars en Angleterre. À Rome, tantôt le 25 janvier, tantôt le 25 mars. En Russie, à l'équinoxe de printemps. En France, le début de l'année légale commençait le jour de Pâques, c'est-à-dire d'une fête mobile : les années de « style français » variaient donc de 330 à 400 jours ! Certaines années avaient deux printemps. La Russie n'est passée du calendrier julien au calendrier grégorien qu'en devenant l'Union soviétique. Si bien que la révolution d'Octobre se fêta en novembre ! Quant à l'heure GMT, elle marque le triomphe de la conception mécaniste et newtonienne du temps sur les conceptions traditionnelles, liées au rythme des saisons et à la position des astres.

Un autre vecteur de l'uniformisation a été la normalisation comptable et celle des procédures techniques du commerce international. Inventée en Italie au XIII^e siècle, la comptabilité en partie double ne s'est imposée que très lentement à l'Europe. Elle n'est vraiment adoptée que dans les années trente ! Mais elle s'est diffusée au monde entier en l'espace de deux ou trois décennies. Elle est de plus en plus unifiée. Pour les besoins du commerce mondial, un système normalisé informatisé s'est imposé : l'*Electronic data information* (EDI). Désormais, un producteur italien n'exporte plus du *gorgonzola* ou du *chianti*, mais une chose qui a un code dans une nomenclature mondiale. L'exportateur qui ne se plie pas à l'EDI, verra ses colis bloqués dans le port de New York.

« La philosophie de l'EDI gagne tous les secteurs de l'activité humaine et notamment celui de la production intellectuelle. »

Yvonne Mignot-Lefèbre et Michel Lefèbre, *Les patrimoines du futur*, Paris, L'Harmattan, 1995, p. 116.

La conséquence est une extraordinaire uniformisation des modes de vie et de pensée et une *mimésis* ou fièvre d'imitation généralisée. Dans le monde *déterritorialisé* des avions et des aéroports, on croise des gens de toutes couleurs et de toutes provenances, habillés de même façon, descendant dans les mêmes hôtels des chaînes internationales, parlant l'anglais international et mangeant la cuisine internationale. Cette *jet society* transnationale trouve certains prolongements jusque dans les coins les plus reculés de la planète. On peut sur les hauts plateaux de Nouvelle-Guinée entendre sortir d'un transistor le dernier *tube* à la mode à New York. Au fond de la jungle du Sud-Est asiatique il est courant de voir un paysan boire un Coca-Cola. Croiser dans un village de brousse en Afrique une Toyota conduite par un notable local n'a plus rien d'insolite. Par désir de copier les *maîtres*, par nécessité pour survivre, parce que la conformité aux normes est la loi, l'imitation se déchaîne sans limites. Elle est caricaturale quand elle porte sur les institutions et sur certains comportements, sinistre dans la maîtrise incontestable des techniques de contrôle des populations, de l'oppression, du maniement des armes et des pratiques policières. Ce qui était singerie innocente au XIX^e siècle devient un effet de miroir grimaçant qui nous renvoie notre vérité. Certes, il y a encore des cases de boue séchée où des indigènes demi-nus qui portent des scarifications sacrifient aux esprits ; mais pour combien de temps encore ? Et puis, est-ce souhaitable ? Ne rêvent-ils pas de remplacer le pisé par des parpaings, la paille du toit par des tôles ondulées, la lampe à pétrole par l'électricité, les fétiches par des appareils électroménagers et des savants ? Alors que dans les années soixante, l'origine de presque tous les étudiants

africains venant faire leurs études en Europe étaient identifiables pour le connaisseur, par les marques tribales, on chercherait en vain dans les jeunes générations, même en Afrique, les derniers restes de l'initiation. Le voudraient-ils, les non-occidentaux pourraient-ils échapper à l'unification de l'univers alors que l'œil des plus puissants satellites peut observer leur moindre mouvement et que leurs oreilles peuvent enregistrer leurs conversations les plus intimes ?

Le temps du monde fini a bien commencé et il a commencé comme fin de la pluralité des mondes. Un seul monde tend à être un monde uniforme. Cette indifférenciation des êtres humains au niveau planétaire est bien la réalisation du vieux rêve occidental. En se conformant à l'*american way of life*, les êtres humains réalisent l'achèvement du fantasme de Theodore Roosevelt d'*américanisation* du monde, mais aussi celui de tous les impérialistes.

« Le rêve d'une plus grande Angleterre, d'une plus grande Allemagne, d'une plus grande Amérique, conduit quoi qu'on veuille et quoi qu'on fasse au rêve d'une plus grande humanité. »

Anatole France, *Sur la pierre blanche*, Nelson-Calmann-Levy, Paris, 1905, p. 182.

Cette unification du monde achève le triomphe de l'Occident. On sent bien que ce n'est pas tout à fait une fraternité universelle qui est le terme de cette expansion dominatrice. Il ne s'agit pas d'un triomphe de l'humanité, mais d'un triomphe sur l'humanité, et comme les colonisés de naguère, les frères sont aussi et d'abord des sujets. Sujets d'un *big brother* anonyme et sans visage : les 2 000 *global leaders*...

4 - Uniformité et diversité

Le mouvement d'uniformisation planétaire n'exclut en rien la *différenciation sociale*. Que la différenciation sociale entraîne une

diversité des modèles de consommation et des styles de vie, qui le contesterait? Il est douteux néanmoins que cette bigarrure, née de la fantaisie de chacun (sollicitée par les médias) et conditionnée par le montant des revenus, soit un vrai substitut de la différence culturelle comme le laissent entendre certains chantres de la modernité ou de la post-modernité. Il ne faut pas confondre la différenciation sociale dans la grande société engendrée par la concurrence généralisée avec les différences antérieures des cultures traditionnelles, non plus qu'avec les survivances et les résistances aux processus de mondialisation uniformisants.

Lorsqu'on débarque au cœur de l'Afrique noire, à Ouagadougou, capitale du Burkina Faso, on trouve, en effet, dans le centre de la ville officielle « les mêmes architectures de verre et d'acier, les mêmes autoroutes » (sur quelques kilomètres seulement...), « les mêmes encombrements » que dans n'importe quelle métropole... Le climat, la couleur locale, l'état dégradé des installations, la façon originale d'habiter les défroques étrangères créent néanmoins un irréductible dépaysement. Il serait malhonnête de le nier. Cependant, le centre de la capitale avec ses infrastructures, ses équipements, ses bâtiments administratifs, ses installations économiques et financières bat au rythme de la « technopole transnationale ». Cette petite métropole de la savane africaine est branchée sur la grande cité-monde. La planète est en passe de devenir un village. Toutefois, dès qu'on franchit les barrières de la ville, matérialisées par les postes de contrôle, le changement est *immédiat* et *radical*. Ce n'est plus l'Afrique millénaire que l'on retrouve au Nord-Ouest chez les Lobi, au cœur même du pays, autour de Gaoua. Là, on peut encore payer sur le marché en *cauris*, ces petits coquillages venus de l'océan indien et utilisées comme monnaie; là, l'initiation – *le joro* – avec ses trois degrés reste le mode d'intégration et de contrôle redoutable et redouté d'une société qui a refusé la voie du Blanc. Aux portes de *Ouaga*, il y a les carcasses de voitures qui rouillent, les cartons d'emballage qui traînent sur

la croûte du sol; mais les vélomoteurs transportant d'énormes jarres pour la bière de mil, le *dolo*, soulèvent cette poussière âcre qui pénètre partout. On est vraiment sur une *autre planète*. La terre rouge africaine et son odeur profonde et épicée vous saisissent à la gorge. Tout de suite, on remarque les cases Mossi en boue séchée flanquées de leurs greniers ronds aux toitures de paille en chapeau chinois qui ressemblent à de petits châteaux forts, le bétail (zébus et chèvres) qui vaque en liberté, la savane encore arbustive ou pelée par un déboisement excessif, les baobabs gigantesques et les vautours; enfin, on croise des hommes, des femmes et des enfants qui semblent vivre hors du temps, loin des spéculations étranges de la ville.

À vrai dire, dans la ville elle-même, on voit des spectacles insolites. Sorti des deux ou trois artères principales, officielles et mimétiques, on plonge dans un monde différent. De pittoresques enseignes peintes de couleurs vives annoncent les échoppes les plus diverses: jeunes poulets télévisés (cuits à la broche derrière une vitre), coiffures africaines, dolotières (fabricantes et vendeuses de bière de mil), réparations en tout genre. Les innombrables *tabliers* (marchands installés devant une table) et *sauveteurs* (vendeurs à la sauvette) encombrant les trottoirs; les marchés diurnes ou nocturnes sont le lieu des trafics les plus inattendus; les ustensiles divers sont fabriqués avec de la ferraille de récupération, les chaussures avec des pneus usagés, les fameuses statuettes de bronze coulées à cire perdue sont faites avec des carters et des bobines de dynamo provenant de voitures à la casse. C'est le règne des « débrouillards » comme se désignent eux-mêmes les acteurs de l'économie souterraine. C'est là aussi une autre planète. La coupure est moins marquée, car cet autre monde vit au sein de la métropole, entretient avec elle des rapports complexes et multiples. La vitalité, la créativité, le dynamisme de cette sphère *informelle* sont moins liés à la mascarade de la modernité du centre urbain qu'au monde étrange qui encercle la ville. Moins

indifférent au développement par la force des choses que leurs frères de la campagne, ce petit peuple des marges urbaines est constitué aussi d'exclus de la « grande société ».

La grande question est de savoir si le maintien des différences, l'existence de résistances et même de logiques de différenciation sont compatibles avec les tendances uniformisantes.

La seule façon de soutenir ce dernier point de vue consisterait à considérer l'économie et la culture comme deux *dimensions* éternelles de l'expérience humaine, obéissant à deux logiques antagoniques. La première, fondée sur l'égoïsme et l'intérêt individuel, pousserait effectivement à l'uniformisation car la recherche du profit est une mécanique aspatiale et intemporelle. Elle fonctionne à l'universel sur la base d'une rationalisation continue. Cependant, elle se heurterait à la seconde, fondée sur une recherche de l'identité à travers l'expérience d'un vécu collectif et solidaire. Cette dernière se déploierait dans la diversité de formes issues de l'imagination. C'est le domaine du jeu, de l'art, des croyances, des sentiments. On aurait une sorte de conflit éternel entre deux titans : l'économie et la culture.

Ainsi s'expliqueraient la persistance de différences au sein de l'homogénéité et les récupérations des résidus de celles-ci par la logique moderniste. On assiste, en effet, à toutes sortes de recyclages plus ou moins folkloriques. À l'expérience de *Dallas*, caricature de l'uniformité planétaire, on peut opposer l'existence des programmes florissants et originaux de la télévision brésilienne TV Globo ou de la chaîne mexicaine Televisa. Ces deux chaînes produisent des séries qui sont même exportées pour le public hispanophone des États-Unis ! Même au Ghana, il existe une impressionnante production locale de séries télévisées à succès. Les cinémas indiens et égyptiens sont parmi les plus vivants et les plus prolifiques du monde. Dans certains cas, on peut parler d'un *métissage* culturel réussi. Ainsi s'expliquerait aussi l'étonnante préservation de la culture japonaise. Le grain de sable culturel

devient même un lubrifiant dans les rouages de la machine technoeconomique !

Cette thèse est incontestablement séduisante : une dialectique entre l'économie et la culture serait la source et la garantie de la diversité. Telle est la base de beaucoup des analyses de l'Unesco et le socle de tous les discours sur la *dimension* culturelle. Il faut tenir compte de celle-ci dans le développement et l'introduire dans les stratégies et les modèles des experts. Cette position explique bien les phénomènes de diffusion de traits culturels non occidentaux : la cuisine chinoise, la musique nègre, la sagesse hindoue, etc. Elle permet de rêver au triomphe des cultures métisses dans une humanité plurielle et fraternelle.

Cette vision présente toutefois deux faiblesses : elle passe sous silence le phénomène de la destruction massive des peuples autochtones par l'Occident, et place l'économie en état d'ape-santeur par rapport au social. Le système techno-économique mondialisé est responsable de la disparition de milliers de cultures. Le cimetière des cultures assassinées est très peuplé. Si certaines cultures résistent bien, d'autres font partie des espèces en voie de disparition non protégées. Le peuple Yanomami au cœur de l'Amazonie est en passe d'être exterminé par le jeu complexe d'intérêts économiques et politiques locaux et trans-nationaux. Les derniers pygmées d'Afrique disparaissent avec la grande forêt refuge. En outre, si on fait de la culture une force autonome séparée de l'économie, d'où cette dernière peut-elle bien sortir ? L'économie n'est pas une réalité naturelle, c'est une invention historique et culturelle, qui reçoit tout particulièrement une impulsion sans précédent dans la modernité occidentale. Si la culture, comme le pensent les anthropologues, est la réponse des groupes humains au problème de l'existence, c'est l'économie qui est une dimension de notre culture.

Non seulement elle n'est pas *complémentaire* de la culture, mais, en Occident, elle tend à en devenir le substitut par

absorption de toutes les *dimensions* culturelles. Le calcul utilitaire peut remplacer le jeu, l'art, les sentiments, les croyances en les phagocytant. La raison économique et technicienne tolère mal la concurrence.

La diversité résistante ou même recyclée reste toujours dans une situation fragile et provisoire face au « rouleau compresseur » de l'uniformisation.

5 - Un déracinement planétaire.

Lorsque les penseurs occidentaux se sont livrés à une *autocritique* de l'entreprise coloniale, ils ont dénoncé l'impérialisme européen essentiellement comme un vaste système de *spoliation*, c'est-à-dire de vol pur et simple des richesses. Qu'il s'agisse d'un pillage destructeur ou d'une exploitation rationnelle, l'impérialisme est saisi comme une affaire *fondamentalement* économique, et accessoirement politique. Ni Marx, ni Lenine, ni Rosa Luxemburg, ni les marxistes tiers-mondistes n'y ont vu un phénomène de *dynamisme culturel*, pas plus d'ailleurs que Schumpeter, Hicks et la plupart des penseurs *bourgeois*. Ces derniers ramènent l'expansionnisme de l'Occident à des séquelles du féodalisme, à la survivance de l'aristocratie, à la permanence de mentalités prédatrices et aux résurgences de *l'économie de commandement*, c'est-à-dire d'une forme de despotisme. Dans tous les cas, c'est toujours de butin et de prébendes qu'il s'agit. Seuls certains coloniaux, sous une forme cynique ou confuse, et toujours paternaliste, ont eu l'intuition de l'enjeu réel : la conquête des esprits et de l'imaginaire. La vitalité des cultures se prouve par leur diffusion. Il a fallu attendre ce renouvellement de l'autocritique de l'Occident par l'anthropologie culturelle pour s'interroger sur le caractère spécifiquement occidental des prétendues valeurs universelles et en particulier de l'économie. En dénonçant l'impérialisme économique, les radicaux occidentaux poursuivaient

d'une autre façon l'occidentalisation du monde, tandis qu'en se lançant à corps perdu dans la bataille du développement, leurs émules du tiers-monde approfondissaient ce processus.

Toutes les descriptions de ce qu'on appelle sous-développement dans le tiers-monde évoquent une situation non seulement de famine et de misère, mais d'un abandon débouchant, même dans des cas moins affligeants, sur des sociétés sans espoir et sans perspective. La théologie chrétienne a inventé le mot *déréliction* pour désigner cette situation de l'homme délaissé par la grâce divine.

Cet effet de l'occidentalisation n'est pas le résultat d'un mécanisme économique en tant que tel, mais d'un processus plus complexe de destruction culturelle appelé *déculturnation*. Cette déculturnation se reproduit à son tour et s'aggrave par la thérapeutique mise en œuvre pour y remédier : la politique de développement et la modernisation.

Les termes d'acculturation, déculturnation, voire inculturation, utilisés pour désigner les processus des rapports et interactions entre deux cultures sont employés de façon assez laxiste avec des sens parfois opposés. Ce flou sémantique, c'est-à-dire dans le sens des mots, s'explique par l'ambiguïté de notre culture, d'une part, et par la complexité des phénomènes interculturels d'autre part. Le terme acculturation est utilisé en général pour désigner une réaction positive au choc interculturel. Lorsque deux cultures entrent en contact, si les traits culturels, qui s'échangent, se contrebalancent et que chacune conserve son identité et sa dynamique propres après intégration et assimilation des éléments étrangers, on parlera d'acculturation réussie. Lorsque, au contraire, le contact ne se traduit pas par un échange équilibré, mais par un flux à sens unique massif, la culture réceptive est envahie, menacée dans son être propre et peut être considérée comme victime d'une véritable agression. Si l'agression est en outre physique, c'est la disparition pure et simple ou génocide. Si l'agression est symbolique, si le génocide est seulement culturel,

c'est l'ethnocide. L'ethnocide est le stade suprême de la déculturation¹.

L'introduction des valeurs occidentales, celle de la science, de la technique, de l'économie, du développement, de la maîtrise de la nature sont des bases de la déculturation. Il s'agit d'une véritable *conversion* au sens où l'on parle d'une conversion à une nouvelle religion.

La violence détruit plus qu'elle ne convertit vraiment. La conquête spirituelle implique qu'un contact ait pu s'établir entre l'Occident expansionniste et les autres mondes. Le contact suppose quelque chose comme des besoins communs, base d'un échange possible. Ce vocabulaire économique ne doit pas faire illusion, il s'agit avant tout de *valeurs*, de croyances et d'institutions, qui ne prennent la forme de marchandises ou n'entrent dans des logiques marchandes qu'occasionnellement.

Dans le cas de l'Afrique, la traite sur une grande échelle n'a été rendue possible que parce qu'il existait une forme d'esclavage dans les sociétés traditionnelles, qu'il y avait des chefferies cupides et belliqueuses, et qu'on pouvait leur donner des moyens de satisfaction.

Les conversions religieuses massives n'ont eu lieu que là où les croyances dans l'au-delà s'articulaient à des « techniques » susceptibles d'être concurrencées victorieusement par la *magie* des Blancs.

Les sociétés traditionnelles allergiques aux valeurs des Blancs sont purement et simplement éliminées par extermination ou dépérissement *naturel*. Le bon Indien a effectivement été un Indien mort, alors qu'un Noir mort perdait toute valeur. Dans le cas des Indiens, l'ethnocide équivaut d'une façon ou d'une autre à un génocide. Beaucoup d'ethnologues tentent plus ou moins en

vain de tirer le signal d'alarme pour sauver les derniers Indiens d'Amazonie.

« Que deviennent les tribus prises en charge par les services de protection ? « Pacifiés », les Parintintins ne sont plus que des pauvres en haillons, réduits à la mendicité. « Pacifiés », les Kaingang crouissent dans une réserve de l'État de São Paulo où l'on parque les Indiens condamnés de droit commun. « Pacifiés », les Maka du Chaco paraguayen habitent le parc zoologique d'Asunción où ils « font l'Indien » pour quelques sous. »

J. Meunier et A.-M. Savarin, *Massacre en Amazonie*, J'ai lu, Paris, 1970, p. 149.

Clochardisés ou massacrés, le résultat est le même : la disparition quasi inéluctable des Indiens.

Dans l'expansion imaginaire de l'Occident, le rapport à la mort a joué un rôle essentiel et souvent méconnu. Le projet de la modernité, et de l'éthique bourgeoise, a été aussi d'éliminer la mort sous toutes ses formes, et d'imposer comme valeur la *vie* sans autre qualité. Il n'a pu prendre racine et se répandre que là où la mort biologique est tout de même perçue comme non désirable. Certes, les sociétés traditionnelles donnent un *sens* très fort à la mort, comme à la misère et à la maladie. L'exaltation de la vie biologique comme valeur suprême est *inhumaine* en ce sens qu'elle traduit un refus de notre condition de mortel. Elle détruit le sens même de l'existence dans son épaisseur qualitative. L'Occident remplace les mystères de la nature par des explications rationnelles et transforme tous les objets en marchandises. Ainsi, tout l'univers devient utilitaire et fonctionnel. Selon l'analyse du grand sociologue allemand, Max Weber, l'Occident *désenchante* le monde, c'est-à-dire qu'il fait de la vie terrestre la valeur par excellence. Quand on n'a plus l'éternité devant soi, la vie est une lutte inquiète contre le temps. Certes, le temps terrestre devient infini, mais cette infinitude ne fait que donner un champ illimité

1. Quant au terme « inculturation », il a surtout été utilisé par les théologiens pour désigner une nécessaire adaptation aux cultures locales du message chrétien universel.

à l'anxiété de l'homme moderne. L'accumulation infinie des œuvres est un substitut fantasmatique de l'immortalité. Niant la pollution, la production massive de déchets, la dégradation constante et inéluctable de l'énergie, l'homme moderne affirme de fait l'éternité de la planète. Cette lutte obsessionnelle *contre* le temps, indifférente à la jouissance de l'instant, est bien propre à l'homme occidental. Toutefois, même pour le non-Occidental, même pour le *primitif*, le don de la vie ou de la survie par la médecine, par l'aide alimentaire, peut-être même par la paix civile, est difficile à refuser. La *quantité de vie* n'est pas, pour les non modernes, une valeur en soi, mais elle peut être la condition permissive de la qualité de la vie désirée.

« Le seul fait expérimental qui démontre que la vie est généralement bonne, c'est que la très grande généralité des hommes la préfère à la mort. »

Émile Durkheim. *De la division du travail social* (2^e éd.), Alcan, Paris, 1902, p. 225.

Les sociétés qui exaltent la mort sur les champs de bataille ou magnifient le suicide ne font pas de la mort biologique, en tant que telle, une valeur. Si la guerre est une fête et la mort au combat un sort enviable, la vie joyeuse et insouciant est bonne à prendre. Le projet occidental d'élimination de la mort est bon à prendre pourvu qu'il ne remette pas en cause le sens ancien et traditionnel de la vie. Malheureusement, il n'en est pas ainsi. Le projet occidental de mort à la mort est radical et exclusif. Le combat de la vie pour la vie est véritablement totalitaire et exige un abandon total des pratiques sociales d'intégration du *néгатif*, mort, misère, malheur, maladie... Leur perte de sens qui est la perte de sens de la culture tout entière et sa réduction folklorique se fait *naturellement* et en douceur. Ce changement fondamental d'attitude s'est imposé insidieusement plus encore que par la force, à travers la paix blanche, la médecine et la science. Même

en Amazonie, les guerres tribales ont quasiment disparu. Si elles ont repris sur les hauts plateaux de Nouvelle-Guinée, ce n'est pas que la modernité soit en recul, c'est que les « kiaps » (capitaines) chargés par l'Australie de maintenir la paix blanche ont disparu avec l'indépendance. Si le taux de suicide est encore plus fort au Japon (où le suicide était traditionnellement valorisé) que dans les autres pays, il tend à se rapprocher de la moyenne mondiale. Le culte occidental de la vie pour la vie, et son revers profane, qu'il n'y a pas d'au-delà et que la mort n'a pas de sens, a pénétré absolument partout et s'incruste de plus en plus profondément. Nietzsche avait très bien perçu la signification de ce phénomène. « On a renoncé à la *grande* vie, écrit-il, lorsqu'on renonce à la guerre¹. »

Même si en fin de compte, ni la mort violente, ni la mort misérable, ni la mort naturelle n'ont été éliminées, le spectacle de leur éradication imaginaire et son commencement de mise en œuvre réelle sont suffisamment impressionnants pour « piéger » les sociétés non occidentales. Progressivement, le monde se *désenchante* pour elles, sans que la vie, si prolongée qu'elle soit, retrouve aucune plénitude. Elle n'est que survie.

Il y a aussi une vérité tragique dans l'humanisme-universalisme de l'Occident. L'affirmation que les valeurs de l'Occident, étant « naturelles », sont celles de tout homme et de tous les hommes, devient vraie, sans que pour autant ces valeurs soient plus « naturelles ». Tout simplement, n'ont survécu et ne survivent que les sociétés qui ont, au moins en partie, accepté ces valeurs-là. De ce fait, l'histoire *rétrodictive*, celle qui réécrit le passé à la lumière du présent, peut prétendre que ces valeurs étaient *en germe* dans leurs cultures et que l'Occident n'a fait que leur révéler à elles-mêmes leur vérité profonde.

1. Cité en note dans *Le Crépuscule des idoles* (Introduction), Garnier-Flammarion, Paris, 1965, p. 63.

Certains anthropologues qui trouvent de la vie économique jusque dans les sociétés les plus primitives et qui interprètent les relations de réciprocité de ces sociétés comme des échanges marchands embryonnaires obéissant au calcul utilitaire ne font que fournir l'alibi théorique de l'ethnocide concret.

Le véhicule de cette « conversion » ne peut être la seule violence ouverte ou le pillage même déguisé en échange marchand *inégal*, c'est surtout le don. C'est en donnant que l'Occident acquiert le pouvoir et le prestige qui engendrent la véritable destructuration culturelle. Les sociétés peuvent se défendre contre la violence et le pillage. Si elles ne sont pas détruites, elles peuvent résister et sont peu enclines à abdiquer leur identité culturelle en faveur de celle de l'agresseur. En revanche, tout les prédispose à se présenter comme désarmées et sans défense devant le don. On ne refuse pas la médecine qui sauve la vie, le pain qui soulage la misère, l'objet inconnu et magique qui séduit et dont on peut retirer du prestige dans sa propre culture.

Dans toutes les sociétés, le donateur acquiert du prestige et devient créancier d'une dette de reconnaissance que rien ne peut annuler. Le néo-colonialisme avec l'assistance technique et le don humanitaire a fait sans doute beaucoup plus pour la décul-turation que la colonisation brutale.

Les économistes, avec leur machine à calculer à la place du cœur et de la tête, raisonnant en petits épiciers, se sont sans doute profondément trompés en attribuant le sous-développement à la ponction des richesses. L'orgie sanguinaire des conquistadores, *l'auri sacra fames* des aventuriers, la soif effrénée de l'or, phénomènes jamais vraiment disparus, encore présents dans la rapacité des firmes transnationales, dans la violence des mercenaires ou les abus des experts, ne sont que des *bavures*, spectaculaires certes, mais à tout prendre tout à fait secondaires dans le drame cosmique de la dynamique des sociétés. La volonté de puissance qui se manifeste plus volontiers par le don que par la violence est plus

forte encore chez les occidentaux que la soif de richesses. Elle peut aller jusqu'à prendre les masques du dévouement sans limite des bâtisseurs d'empire, du désintéressement des « médecins sans frontières », de la sollicitude des « frères des hommes », de l'amour du prochain des missionnaires, de la compétence solidaire des techniciens, voire de l'ardeur internationaliste et de l'abnégation des révolutionnaires professionnels.

Comment, pour les populations *cibles*, devant cette avalanche de bonne volonté, refuser d'abandonner ses pratiques contraires à l'hygiène, sa façon de produire inefficace et irrationnelle, ses croyances ancestrales, dès lors que l'imaginaire, qui instituait leur monde comme le monde, est mortellement blessé par la seule existence d'un autre monde? Cet autre monde, l'Occident, est, en effet, radicalement différent des autres sociétés voisines. La coexistence conflictuelle des sociétés traditionnelles ne portait pas atteinte à l'affirmation du privilège exclusif d'humanité que chaque culture attribuait à ses membres. La fausse charité cannibale est sans doute le véritable responsable du drame de la décul-turation.

« On oublie qu'à ses propres yeux chacune des dizaines ou des centaines de milliers de sociétés qui ont coexisté sur la terre ou qui se sont succédées depuis que l'homme y a fait son apparition s'est prévalu d'une certitude morale semblable à celle que nous pouvons nous-mêmes invoquer, pour proclamer qu'en elle – fut-elle réduite à une petite bande nomade ou à un hameau perdu au cœur des forêts – se condensaient tout le sens et la dignité dont est susceptible la vie humaine. »

Claude Levi-Strauss, *La Pensée sauvage*, Plon, Paris, 1962, p. 329.

Ce *repli* culturel qui n'excluait pas une certaine conscience, voire reconnaissance de *l'autre*, est fondamental pour assurer la cohérence et la permanence de chaque culture. Il n'est plus possible d'en maintenir la fiction dans le contact avec l'Occident.

Celui-ci est indestructible de fait. Son absorption imaginaire reste fragile et doit être indéfiniment recommencée devant son insistance multiforme et renouvelée. Il se tient hors d'atteinte et continue de donner sans rien accepter. Il s'approprie le cas échéant, mais ne reconnaît aucune dette et n'entend recevoir de leçon de personne.

Frappées au cœur, les sociétés non occidentales ne peuvent que tourner à vide. La perte de sens qui les touche et les ronge comme un cancer, progressivement n'est pas une acculturation. Le simple fait que l'Occident est là, présence inéliminable et inassimilable, n'implique pas que l'on intègre ses ressorts et ses secrets. Cette présence, sans aucune violence physique, sans tentative de spoliation et d'exploitation est à elle seule cataclysmique. La fabuleuse société balinaise a été plus déstructurée par trente ans de tourisme international que par deux cents ans de colonisation hollandaise, pourtant réputée *dure*. Le ver est dans le fruit. Le vide créé par la perte de sens insidieuse et progressive qu'engendre l'existence de l'Occident est comblé d'une certaine façon par le pseudo-sens occidental, à savoir la fascination du modèle. Cette substitution n'est pas une acculturation car il ne s'agit pas de l'adoption des mythes de l'Occident et de l'intégration de ses valeurs. Plus simplement, n'ayant plus d'yeux pour se voir, de parole pour se dire, de bras pour agir, la société blessée adopte le regard de *l'autre*, se dit avec la parole de *l'autre*, s'agit avec les bras de *l'autre*. Son monde est bien désenchanté. Le mot désenchantement est à prendre ici à la lettre. Que lui reste-t-il quand ses dieux sont morts, que ses mythes sont taxés de fables, que ses exploits sont impuissants et inutiles? La société non occidentale ne peut plus que se découvrir dans une *nudité* insensée, telle que l'Occident l'a décrétée: elle est misérable. Vouée à la mortalité infantile, à une espérance de vie dérisoire, rongée par des parasitoses de toutes sortes, elle ne possède que des techniques archaïques et ridicules, qui lui donnent un PNB par tête infime.

Elle ne voit plus dans ses rites que des protubérances monstrueuses (cannibalisme, sacrifices humains...) engendrées par le délire de la misère et de l'obscurantisme. Cernée par les batteries de critères de l'Organisation des Nations Unies, elle est vaincue. Elle s'avoue vaincue. Elle réclame même à cor et à cri d'être classée parmi les moins avancées. Elle n'est plus bonne qu'à la mendicité internationale.

Et tout cela *sans* colonisation, *avant* même que ses structures productives aient été détruites par la concurrence des produits étrangers, *avant* même que ses « richesses » aient été pillées par les conquistadores, les sociétés coloniales, les firmes transnationales.

Le sous-développement est, *en son essence*, ce regard, cette parole d'Occident, ce jugement sur l'autre, décrété misérable avant de l'être, et le devenant parce que jugé ainsi irrévocablement. Le sous-développement est une *nomination* occidentale.

Cette essence du sous-développement a été occultée par le fatras des accessoires historiques, par l'infinie diversité des contingences, par la subtilité des réactions. Même le Japon n'a pas échappé à ce diktat. Il fut aussi, l'espace d'un court instant, il est vrai, un pays misérable et barbare, où l'on tuait ses enfants à la naissance, où l'on vendait ses filles pour survivre misérablement, et où l'on mettait un chapeau claqué avec un kimono...

Cette intériorisation du regard de *l'autre* et de son jugement a été universelle. On peut encore saisir ce vacillement de l'œil avec les derniers « sauvages ». Les « grands hommes » de la forêt des hauts plateaux de Nouvelle-Guinée deviennent les clochards (*rascals*) des bidonvilles de Port Moresby. On peut fixer sur la pellicule l'instant tragique où tout bascule, où un monde encore perçu comme le monde vire à la déchéance, par la disgrâce du dieu chrétien. Cette transformation se lit sur l'allure physique des intéressés l'affaissement du corps, la tristesse du regard. Des populations d'athlètes splendides deviennent des

dégénérés rongés par l'alcoolisme et le vice... à moins de se ressaisir et de partir à la conquête du monde en devenant plus occidentaux que les Occidentaux s'il se peut...

« Le secret de l'Europe réside dans ce qui la différencie de nous », donc il faut « se nier, mettre en question l'être même du soi, et s'euro-péaniser fondamentalement... nier notre être intime pour devenir l'Autre... viser expressément à devenir comme l'Autre, semblable à l'Autre, et par là, incolonisable par l'Autre. »

Marcien Towa, *Essai sur la problématique philosophique dans l'Afrique actuelle*, éd. Clé, Yaoundé, 1971, p. 56.

Les Aztèques pensaient que la force du soleil se nourrissait des cœurs palpitants des victimes offertes en sacrifices; sans doute avaient-ils raison; la force et la chaleur de l'empire avaient besoin de rituel. La machine sociale que nous avons construite a besoin elle aussi de son contingent de victimes. Contrairement à la vision critique du marxisme ou du tiers-mondisme, toujours dominée par l'économie, le sacrifice des non-élus n'est pas produit par l'accumulation illimitée dans une sorte de jeux à somme constante. La mise hors jeu d'une part considérable des individus et des groupes sociaux est nécessaire pour « économiciser » le social, et commencer puis poursuivre une partie dans laquelle l'accroissement continu de la somme détruit sa signification. Tel un vampire, l'Occident ne semble survivre que par le sang de ses victimes...

Au total, l'uniformisation planétaire est un processus complexe, d'essence culturelle, mais avec une présence énorme de l'économie, du fait de l'hypertrophie de l'économie dans la société occidentale. L'origine de ce processus est ancienne. Ses formes changent à travers le temps. Pourtant, on retrouve toujours une tendance à la normalisation des modes de vie et des manières de pensée. Le mouvement est étroitement lié à la montée en puissance de l'Europe, puis à l'hégémonie américaine. Désormais, le

phénomène se poursuit dans un système mondialisé sous le signe de l'Occident. Mais alors qu'est-ce que cet Occident? Quels sont les agents de ce processus d'uniformisation-occidentalisation du monde? Ce mouvement va-t-il se poursuivre sans limite? Ne connaît-il ni ratés ni échecs? Quel est son destin, et si celui-ci est sans issue, quel espoir raisonnable avons-nous d'y échapper?

Chapitre 2

Qu'est-ce que l'Occident ?

En 1965, à Tsikapa, alors capitale de l'Union kassaïenne, l'une des vingt et une provinces de l'ex-Congo belge morcelé, on trouvait une petite case de terre et de chaume sur laquelle trônait une bande de calicot avec inscrit dessus « Ministère de la Statistique ». Si l'on poussait la curiosité jusqu'à franchir le seuil de terre battue, on trouvait une pièce unique séparée en deux par une étoffe pendue à une ficelle. Dans l'un ou l'autre des deux « bureaux », quand on demandait à la *mama* en train d'ajuster indéfiniment son pagne rutilant, si des documents et des informations étaient disponibles, on s'entendait invariablement répondre : « pas encore, on attend les ordinateurs ». Il y a un peu plus d'un quart de siècle à peine alors que les mondes de couleur étaient officiellement délivrés de la présence des Blancs, l'occidentalisation avait encore ce parfum de canular insolite, comme ces vieilles photos de chefs Peaux-Rouges portant un chapeau haut de forme, au milieu de leurs plumes.

Aujourd'hui, le monde est appelé à vivre de façon uniforme. Or demain a déjà commencé. Les satellites de télécommunication sont lancés. Les interconnexions se mettent en place. Les autoroutes de l'information sont en chantier. Les relais sont assurés pour que les marchés financiers fonctionnent comme une place unique ouverte vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les informations, les spectacles, les modes, les ordres et tous leurs contenus circulent instantanément, en temps réel, du Nord au Sud et de l'Ouest à l'Est. Les rideaux de fer et de bambou eux-mêmes

n'y ont pas résisté; la pauvreté et la déréliction tropicale n'y font pas obstacle.

« Si on fait l'histoire des batailles, le colonialisme a échoué. Il suffit de faire l'histoire des mentalités pour s'apercevoir qu'il est la plus grande réussite de tous les temps. Le plus beau fleuron du colonialisme, c'est la farce de la décolonisation... Les Blancs sont passés en coulisses, mais ils restent les producteurs du spectacle. »

Christian Maurel, *L'Exotisme colonial*, Robert Laffont, Paris, 1985, p. 15.

L'uniformisation planétaire actuelle peut-elle encore être considérée comme une forme d'occidentalisation du monde? L'Occident n'est plus l'Occident; le Blanc n'est plus blanc. Faut-il considérer comme des Occidentaux ces nouveaux venus dans l'épopée industrielle que sont les Japonais, d'abord, et leurs imitateurs heureux du sud-est asiatique ensuite? L'imagerie médiatique nous les présente comme de merveilleuses mécaniques humaines qui conquièrent des parts de marché et font tourner la machine technique mieux que leurs anciens maîtres. On nous les propose même en modèle, tout en renouant avec le fantasme colonial du péril jaune. En outre, quelle est la profondeur du triomphe de l'Occident? Les puissants haut-parleurs, dernier cri de la technique, perchés sur les minarets appellent à la prière, et non à acheter des lessives, tout en dénonçant en vain les antennes « paradiaboliques ». Si le désir d'accéder aux consommations des métropoles de la richesse est universellement partagé, ce désir repose-t-il sur des motifs partout identiques? Va-t-il de pair avec une assimilation en profondeur des modes d'organisation sociale, des logiques de production et de reproduction? Les termes en vogue plus neutres, plus anonymes, de mondialisation ou de globalisation ne conviennent-ils pas mieux pour désigner ces phénomènes? Occidentalisation ou mondialisation *sociétale*, le processus d'universalisation du monde et du niveau de vie peut-il se

poursuivre sans limite, balayer tous les obstacles et aboutir à une véritable unification du monde? Si les obstacles se révélaient insurmontables, se renforçant des contradictions mêmes du projet universaliste, peut-on entrevoir d'autres issues? Et d'abord, qu'est-ce que l'Occident? La question ne se posait pas quand les croisés, les conquistadores, les colonisateurs se ruaient sur le monde. Lorsque la foi jetait la chrétienté hors d'elle-même, lorsque la conviction de porter les Lumières poussait les conquérants d'empire vers leur mission civilisatrice. Nul état d'âme, nul doute ou presque dans la certitude inébranlable de son bon droit et même de son devoir. L'Occident existait bel et bien *en soi* et *pour soi*, c'est-à-dire au regard des autres comme de lui-même. Il existait comme chrétienté d'abord, comme Europe des Lumières ensuite. L'orgie sanguinaire, la rapacité prédatrice de la conquête n'étaient que les faux frais de la marche triomphante du char de l'histoire écrasant quelques fleurs innocentes. Les honnêtes gens déploraient les excès mais ne contestaient point la justesse de l'expansion occidentale. Ce temps des certitudes élémentaires est passé. Le doute s'est insinué, la foi a été ébranlée. Puis est venue la débâcle des empires coloniaux. Est-ce cette fin de l'Occident déjà prophétisée par certains philosophes dans l'entre-deux-guerres?

« Ce qu'on voit aujourd'hui, c'est l'immense fermentation du monde, le soulèvement de toutes les civilisations opprimées contre la civilisation blanche. La lutte sera longue et effroyable. Je crois bien que la civilisation blanche y succombera. Et ce sera un nouveau moyen-âge où se reformeront dans des siècles de ténèbres illuminés d'éclairs les futurs âges classiques de raison et d'oppression. »

Romain Rolland, *Correspondances à E. Bloch*, « coll. Lettres », Payot, Lausanne, 1984, p. 15.

La décolonisation est venue, relativement paisible, en tout cas sans cataclysme. La fin incontestable de la suprématie blanche n'a

pas été la fin de la civilisation occidentale. La mort de l'Occident *pour soi* n'a pas été la fin de l'Occident *en soi*.

La persistance d'un processus *civilisationnel* enraciné dans l'histoire antérieure repose la question du sens et du lieu de l'Occident. La mondialisation contemporaine des principales dimensions de la vie n'est pas un processus *naturel* engendré par une fusion de cultures et d'histoires. Il s'agit encore de domination avec ses contreparties, assujettissement, injustice, destruction. Alors que l'Occident *pour soi* a volé en éclats, l'identification de ce processus est une question importante. Qui est responsable de l'uniformisation des modes de vie, de la standardisation de l'imaginaire? Quelle puissance bonne ou mauvaise impose l'*unidimensionalité* de l'existence et le conformisme des comportements sur les ruines des cultures abandonnées? L'Occident n'est plus l'Europe, ni géographique ni historique; ce n'est plus même un ensemble de croyances partagées par un groupe humain nomadisant sur la planète; il apparaît comme une énorme *machine* impersonnelle, sans âme et désormais sans maître, qui a mis l'humanité à son service. Émancipée de toute puissance humaine qui voudrait l'arrêter, la *machine* folle poursuit son œuvre de déracinement planétaire. Arrachant les hommes à leur terroir, même dans les confins les plus reculés du globe, elle les projette dans la jungle des zones urbanisées sans les intégrer pour autant à l'industrialisation, à la bureaucratisation et à la technicisation sans limite qu'elle propulse. La richesse, désormais sans signification, se développe à l'infini dans le cœur de villes sans frontières. À l'insu de ses constructeurs, la *machine* n'engendre de la différenciation qu'en détruisant le tissu social. Cette *déliaison* de la société freine sérieusement les possibilités concrètes d'universalisation de tout modèle envisageable. Le mouvement d'occidentalisation est d'une force terrifiante. Il abolit jusqu'aux différences des genres, sans pour autant réaliser une véritable égalité des sexes. S'il émancipe des liens de la tradition, la raison sur laquelle il prétend se

fonder a de quoi donner le vertige. Sa démesure compromet la survie de l'homme et de la planète.

Sous le rouleau compresseur de l'occidentalisation, tout semble avoir été déjà détruit, nivelé, écrasé; et pourtant, *dans le même temps*, les reliefs ne sont souvent qu'enfoncés, ils résistent parfois et sont prêts à refaire surface sous des formes nouvelles, voire monstrueuses.

Les exclus des bénéfiques matériels et symboliques de la « modernisation », toujours plus nombreux, peuvent et doivent, pour survivre comme espèce et comme humanité, inventer des solutions nouvelles. Ces projets différents se cherchent en pratique dans l'improvisation et le bricolage. Ils peuvent donner naissance à des monstres, ou être récupérés par l'Occident, mais ils nourrissent ainsi l'espoir que le blocage de la *machine* ne sera pas la fin du monde mais l'aube d'une nouvelle recherche d'humanité plurielle.

1- L'Occident, un lieu introuvable.

« La plus formidable machine à produire est pour cela même la plus effrayante machine à détruire. Races, sociétés, individus, espace, nature, forêt, sous-sol, tout doit être utile, tout doit être utilisé, tout doit être productif, d'une production poussée à son régime maximum d'intensité. »

Pierre Clastres, *Recherches d'anthropologie politique*, Le Seuil, Paris, 1950, p. 56.

L'expérience historique unique et spécifique du monde moderne révèle un ensemble de forces relativement permanentes et des dimensions constantes sous des formes toujours renouvelées. Il est assez naturel d'attribuer les éléments durables ainsi manifestés à un *sujet* appelé « Occident ». Ce qui est désigné sous ce terme dans l'usage commun recouvre en effet l'expérience polymorphe et la dérive historique évoquées ci-dessus.

Le mouvement inverse d'une définition précise de l'Occident est un exercice beaucoup plus périlleux mais néanmoins nécessaire. L'évaluation du phénomène d'occidentalisation et surtout la mesure de sa portée impliquent que l'on propose, au moins à titre d'hypothèse, une esquisse de l'essence de l'Occident. Toutefois, ni le *genre propre* ni la *différence spécifique* de l'Occident ne sont commodes à saisir.

Le sens commun nous apprend que l'Occident a à voir avec une *entité géographique*, l'Europe, avec une religion, le christianisme, avec une philosophie, les Lumières, avec une race, la race blanche, avec un système économique, le capitalisme. Pourtant, il ne s'identifie à aucun de ces phénomènes. Ne s'agit-il pas alors, plus largement, d'une culture ou d'une civilisation ? Mais, supposé réglés les redoutables problèmes de définition de ces deux concepts, il reste à cerner la spécificité proprement *occidentale* de cette culture, et de cette civilisation-là¹. Or l'ensemble des traits successifs que l'on retient de l'esquisse historique et de l'examen analytique de cette rapide enquête dessine une figure qui ne ressemble à rien de connu et qui ne peut manquer de nous saisir d'étonnement ; il s'agit, en effet, proprement d'un monstre par rapport à nos catégories de repérage des espèces. L'Occident nous apparaît comme une *machine* vivante, mi-mécanisme mi-organisme, dont les rouages sont des hommes et qui, pourtant, autonome par rapport à eux dont elle tire force et vie, se meut dans le temps et l'espace suivant son humeur propre.

L'Occident, mot à mot le *couchant*, est d'abord une *entité géographique*. Il est remarquable que le terme ne désigne pas un lieu ou un espace précis mais une direction. Ce site, où le soleil se couche, se déplace avec lui quand on saura que la Terre tourne. Certes, l'Ouest n'est ni le Nord, ni le Sud, ni l'Est, mais sur une

1. Voir « Culture et civilisation » en annexe.

sphère, l'Extrême-Orient devient l'Occident prochain. Les États-Unis de l'Est sont à l'ouest du Maghreb (dont le sens originel est Occident). Le Japon est à l'Ouest de la côte californienne... Il est tout autant le « pays du soir » que celui du Soleil Levant. De même la Corée n'est pas plus le Pays du Matin Calme que celui du « soir fébrile »...

Il y a un Occident du Sud et un Occident du Nord. Les Colonnes d'Hercule (nom antique de l'actuel détroit de Gibraltar) sont pendant des siècles l'extrême Occident d'un monde méditerranéen ; l'Angleterre et, à la limite, l'Islande (*l'Ultima Thule*) sont la fin de l'Occident de la chrétienté du Nord. L'Occident maghrébin sombre définitivement dans l'orientalisme quand le centre de gravité de l'histoire moderne bascule de la Méditerranée à l'Atlantique. Les caravelles pour atteindre l'Orient font reculer l'Occident jusqu'aux Indes occidentales.

Rappelons que le terme de Maures (*mauri* en latin) que les Romains utilisaient pour désigner les tribus des actuels Maroc et Mauritanie viendrait du phénicien *mahurim*, les hommes de l'Occident.

Aujourd'hui, l'Occident est une notion beaucoup plus idéologique que géographique. Dans la géopolitique contemporaine, le monde occidental désigne un triangle enfermant l'hémisphère nord de la planète avec l'Europe de l'Ouest, le Japon et les États-Unis. La *triade*, Europe, Japon et Amérique du Nord, rassemblée parfois sous le nom de *Trilatérale*, symbolise bien cet espace défensif et offensif. Le G7, ce sommet périodique des représentants des sept pays les plus riches et les plus développés (États-Unis, Grande-Bretagne, France, Allemagne, Italie, Japon, Canada) constitue l'exécutif provisoire de cet ensemble.

Ainsi, l'Occident est une notion que l'extension et même les dérives de sa base géographique tendent à réduire à un espace imaginaire. Il ne se comprend, néanmoins, qu'à partir de sa souche géographique.

Si l'Occident manifeste une telle errance géographique, faut-il y voir, suivant certaines leçons de l'histoire, une entité raciale, économique, éthique ou religieuse? Ce sont là, certes, des dimensions présentes à certaines époques et qui parfois peuvent sembler fondamentales ou dominantes. Même si elles ont disparu, n'ont-elles pas laissé des traces qui donnent à la mondialisation des couleurs bien spécifiques?

2 - *Un mouvement irrésistible.*

Lorsque, après le traité de Versailles et le partage des dépouilles de l'Empire ottoman, le général Gouraud vint à Damas assurer la prise de possession de la Syrie par la France, il pénétra dans la mosquée des Umayyades où reposent les restes de Saladin, le grand vainqueur des croisés, et, donnant du pied sur son tombeau, s'écria « Réveille-toi, Saladin, nous sommes revenus ».

Quiconque à cette époque aurait eu à parler de l'occidentalisation du monde aurait évoqué la montée de *l'imperium* blanc sur l'ensemble des terres émergées. « Occidentalisation » aurait d'ailleurs été mal compris; on ne parlait encore que de colonisation.

La domination blanche ne se limitait pourtant pas à *la course au drapeau*, forme exacerbée de l'expansion coloniale. L'évangélisation, la conquête de marchés, l'approvisionnement en matières premières, la recherche de nouvelles terres, voire le besoin de main-d'œuvre étaient les compagnons naturels de cet *impérialisme*.

Cette occidentalisation de type ancien a connu des flux et des reflux dont la décolonisation a constitué le terme ultime. Ce à quoi nous assistons semble bien plus profond et plus durable. « Les Blancs sont passés en coulisses », et la science, la technique et le développement ont assuré leur relève. Quelle décolonisation peut-on concevoir contre cet empire des sciences et des techniques

et contre le désir d'un niveau de vie comparable à celui des américains moyens?

Toutefois, n'est-il pas abusif de voir dans des phénomènes si différents la manifestation d'une même « essence », l'Occident? Ce terme ne désigne pas une chimère conceptuelle *a priori* mais un ensemble de manifestations qu'il est commode de rassembler sous ce vocable. On constate que l'histoire du monde est bouleversée par un mouvement spécifique né en Europe occidentale, et que ce mouvement prend les formes les plus diverses, si bien que le mouvement lui-même est plus caractéristique du phénomène que ses formes! Le triomphe actuel de la société technique s'explique en partie par la conception grecque de la *phusis* et de la *tekhné*; mais seule une adhésion à la croyance métaphysique d'une continuité absolue et d'un déterminisme stricts pourrait éliminer le hasard, les accidents et les circonstances, dans le long parcours qui nous sépare de nos origines helléniques, judaïques et chrétiennes. L'Occident n'a consisté que dans une histoire authentique, ni totalement déterministe, ni rétrodictive, ni pleinement évolutionniste. Le passé éclaire le présent, l'explique, mais parfois le contredit et laisse présager d'autres destins qui ne se sont pas produits. Le présent poursuit certains des desseins du passé mais innove aussi radicalement.

« Par un gigantesque acte de foi nous supposons que la chronologie dans laquelle nous arrangeons (avec pas mal de difficultés et de torsions) les événements et les changements de cette petite partie de la terre, qui est le promontoire de l'Eurasie et que nous appelons l'Europe de l'Ouest, est aussi la chronologie de l'humanité. »

Robert Nisbet, *Social Change and History, Aspects of Western Theory of Development*, New York, Oxford University Press, 1969, p. 241 (traduction de l'auteur).

La dimension historique est nécessaire, non seulement parce qu'il s'agit d'un processus qui s'accomplit dans la durée, voire dans

la très longue durée, mais encore parce qu'il s'enracine dans une culture. Les succès et les échecs de l'impérialisme européen participent de l'actuel mouvement de l'occidentalisation triomphante, et celui-ci s'éclaire de ceux-là.

Est-il possible d'assigner une date pour le commencement ? Tous les empires ne sont-ils pas impérieux et impériaux ? Les empereurs qu'ils soient d'Assur, de Babylone, de Chine, du Mexique ou du Pérou sont tous aussi vaniteux que Charles Quint ; le soleil ne se couche jamais sur leurs empires. Ils sont rois des rois, maîtres du haut et du bas, des quatre directions, des cinq éléments. Toute souveraineté impériale prétend à l'universel. Ils sont fils du Ciel, dieux sur terre, dieux vivants, tout-puissants au dedans et au-dehors...

Lorsque la première Rome succombe en 410 sous les coups d'Alaric, la relève est bien assurée en dépit des apparences. La Rome chrétienne et éternelle, fille de Jérusalem, est déjà partie à la conquête des âmes. Byzance, la deuxième Rome, se prépare à connaître de nouvelles heures de gloire avant de transmettre son flambeau aux mains du César du Nord, Ivan IV dit *le Terrible* qui fondera une troisième Rome à Moscou, celle qui selon Eisenstein/Staline ne s'effondrera pas... La flamme impériale née de l'inquiétude des Grecs, avec Alexandre le grand, et du messianisme des Hébreux ne s'éteint pas complètement. La continuité apparente est préservée. Même en Europe de l'ouest, le mythe impérial survit en dépit des invasions. Les rois Goths, puis Francs se font décerner des titres romains et Charlemagne se fait couronner empereur en 800. Son empire, prolongé par le saint empire romain des germaniques, ne sera officiellement aboli qu'en 1806 par un Napoléon ayant lui-même revêtu la pourpre impériale...

Déjà, avec Charlemagne, la croix d'une main, l'épée de l'autre, les Francs *occidentalisent* les marches orientales de l'Europe de l'Ouest en massacrant et convertissant les Saxons. La frontière sud

est assurée et marque l'arrêt de la progression et des conquêtes arabes. La *chrétienté* est née. Elle n'est pas née dans cet Orient où elle a vu le jour et qui n'a pas su la conserver. Elle est née dans l'asservissement des Saxons et la Reconquête de l'Espagne. Le mouvement d'occidentalisation du monde est d'abord une *croisade*. La croisade carolingienne subit un long reflux avec les invasions normandes et hongroises, mais ce reflux de *l'imperium* n'empêche pas la rapide conquête spirituelle ni la lente assimilation des barbares de l'Europe du Nord et de l'Est. Sur la carte de l'Europe, alors que les structures politiques se complexifient à la mesure des divisions féodales, les monastères sont autant de petits drapeaux qui signalent les avancées de la foi.

La première renaissance du XII^e siècle voit apparaître une nouvelle poussée plus forte encore. La chrétienté se met en mouvement dans toutes les directions. Les croisades sont l'une des plus folles entreprises jamais conçues par l'esprit humain. Le domaine colonial féodal qui en résulte sera sans lendemain. L'empire byzantin, provisoirement soulagé, va même disparaître dans la contre-offensive musulmane des Ottomans, après un premier sac cage de Constantinople par les croisés eux-mêmes à la solde de Venise... Mais, dans l'histoire de l'occidentalisation du monde, la chrétienté orthodoxe n'est pas vraiment *La* chrétienté, elle reste au second plan ; son prosélytisme est faible ; aussi, la chute de Constantinople fortifie et homogénéise la base occidentale.

De cette poussée, malgré le reflux, il restera un résultat *définitif* : la reconquête de l'Espagne ; un résultat *durable* sur les marches orientales poussées jusqu'en Prusse avec les chevaliers de l'Ordre teutonique ; un résultat *exemplaire*, les empires maritimes de Gênes et de Venise qui préfigurent ce que seront les hégémonies hollandaise et britannique.

L'occidentalisation du monde sous la figure de la chrétienté s'achève avec son triomphe même au XVI^e siècle. Le siècle d'or de la péninsule hispanique voit dans le mouvement de la Reconquête

achevée, une poussée nouvelle et décisive. Les grands navigateurs et les grandes découvertes ouvrent la voie aux grands aventuriers du ciel et de la terre. Le temps du monde fini commence avec Vasco de Gama et Magellan. En 1492, les Amérindiens surpris découvrent Christophe Colomb! Saint François-Xavier va planter la croix jusqu'en face du Japon. Les conquistadores refont la carte du monde. Les comptoirs, les forts et les missions sont les relais planétaires de l'Occident. Les trois « M » de l'impérialisme, *Militaires, Marchands, Missionnaires*, triomphent. Les compagnies de *condottieri* assurent la conquête des territoires et des hommes, les compagnies des Indes assurent la conquête des marchés, la compagnie de Jésus assure la conquête spirituelle des âmes. La planète est *triangulée* par les flux d'épices et d'esclaves, d'or et de pacotille. Le monde a vu surgir et s'écrouler bien des empires, passer bien des conquérants, d'Alexandre le Grand à Timour Leng (Tamerlan); mais, cette fois, quelque chose d'irréversible se met en place. Les conquêtes de telle ou telle puissance occidentale seront sans lendemain, mais la mainmise de l'Occident sur la planète est définitive.

La conquête n'est pas seulement, en effet, pure conquête militaire ou politique, ni même pillage et mise en coupe réglée. L'asservissement commercial, financier, et l'exploitation productive elle-même, sans doute systématique, n'en épuisent pas totalement le sens. L'entreprise coloniale participe aussi du projet de la maîtrise totale de la nature. À l'exploit maritime du XVI^e siècle, succède l'exploit scientifique du XVIII^e. À la mainmise sur les richesses et sur les âmes fait suite l'inventaire encyclopédique du *cosmos*.

Le voyage se fait philosophique; il s'agit d'accumuler observations et connaissances, de *tout* savoir sur *tout*. Les expéditions lointaines se multiplient avec Cook, Lapérouse, La Condamine et leurs émules. Les objectifs politiques, économiques et stratégiques ne sont pas oubliés pour autant. Tout se tient et se renforce. La maîtrise de la nature est un projet total, voire totalitaire.

Il faut dresser des cartes précises, recenser les ressources naturelles, inventorier les us et coutumes des aborigènes. L'ethnographie s'invente et participe au succès de l'ensemble. Napoléon s'embarquera pour l'Égypte avec une cargaison de savants et d'instruments scientifiques. Le passé lui-même n'échappe pas à cette investigation rigoureuse. L'archéologie, inventée à Naples avec les fouilles systématiques d'Herculanum et de Pompéi, triomphe en Égypte avec Champolion.

Pendant deux siècles, l'Europe va digérer l'énorme morceau. La chrétienté est morte, l'empire-monde de Charles Quint a été éphémère. L'ordre national-étatique est né, ainsi que l'économie mondiale capitaliste. Le monde déjà sommairement accaparé par l'Occident, en tout cas cerné par lui, va être repartagé au gré des restructurations de *l'économie-monde* et de l'organisation polyphonique, sinon discordante, du « concert européen » puis de la société des nations. La Hollande reprend à l'Espagne et au Portugal l'essentiel de leur immense empire, christianisant moins, commerçant plus. La France tente sa fortune sur les mers, se taille un premier empire, mais l'hégémonie britannique s'affirme de fait avec le traité de Paris de 1763; le contrôle absolu de l'empire des mers deviendra incontestable après Waterloo.

On a coutume de privilégier la vague de colonisation qui démarre après 1850 avec la « course au drapeau ». Le développement des moyens de communication aidant, les puissances européennes dans une concurrence exacerbée se ruent sur les derniers lambeaux des terres « incontrôlées » de la planète. Plus sûr que jamais de la supériorité de sa civilisation grâce au développement industriel, l'homme blanc se croit investi d'une mission sacrée. Cette mission est un fardeau mais il le porte avec une allégresse et une rapacité suspectes. Missionnaires, marchands et militaires des différentes puissances rivalisent âprement, et parfois de façon sanglante, pour contrôler de nouvelles zones. Explorateurs, aventuriers, soldats perdus, partout surgis-

sent des hommes qui veulent être rois, par la force ou le charisme. On verra ainsi un empereur du Sahara, un roi des Patagons, un monarque du Kafiristan, un souverain du Moroni, et même de l'île de Pâques, etc. En quelques décennies, les « espaces blancs » disparaissent de la carte du monde. Les mappemondes anciennes portaient sur les terres inconnues (des Européens) « *hic sunt leones* » (ici sont les lions). Désormais annexées aux grandes puissances, elles n'échappent plus à l'ordre mondial.

Le XIX^e siècle poursuivra de façon obsessionnelle la tradition des voyages exploratoires. De Humboldt à Charcot, mais en passant par Livingstone et Stanley, la conquête des zones vierges du planisphère devient un sport. Il s'agit de sonder jusqu'aux profondeurs des océans, d'atteindre les cimes *inviolées*, en attendant d'aller planter de petits drapeaux sur la Lune. Le goût des records se mêle à la soif de connaître et à la recherche de la gloire. Cette obsession des exploits, des plus parfaitement gratuits aux plus sordidement intéressés, est sans doute exclusivement occidentale. Jamais les Tibétains n'avaient eu l'ambition de tenter l'ascension de l'Everest. La curiosité réelle des anciens Égyptiens ou des Chinois n'a jamais tourné à l'émulation collective.

Au XX^e siècle, le stock des découvertes possibles étant en voie d'épuisement, le *Guinness Book of Records* (le livre des records) n'enregistre plus que des performances insolites et dérisoires, mais la répétition des exploits passés est vendue aux masses de manière spectaculaire et programmée, sous forme de circuits touristiques ou de manifestations sportives. Chaque Occidental est devenu ainsi un conquérant du monde, au moins pendant ses vacances...

Pour être spectaculaire dans la démarche et les résultats, rien de tout cela n'est vraiment nouveau. Les *condottieri* ont changé d'armes, les marchands de méthodes, les prophètes de message, mais les fantasmes sont les mêmes. Napoléon rêve de marcher sur

les traces d'Alexandre en Égypte. Charles X en s'emparant d'Alger renoue avec la croisade. Du rêve du chevalier Duplex, premier conquérant de l'Inde à celui de Jules Ferry, il n'y a pas vraiment de discontinuité. Qu'on relise les romans de chevalerie, on peut y trouver déjà tout l'imaginaire de l'épopée coloniale. Les prouesses des paladins errants se déploient outre-mer. Il y a du Don Quichotte dans ces cadets de famille qui, de Cortes à Savorgnan de Brazza, de Diego de Almagro à Lord Kitchener, partent bâtir des empires. Ce que l'on peut tenir pour la première entreprise coloniale des Temps modernes est la conquête des îles Canaries par un chevalier normand, Jean de Bethancourt, en 1402 (en pleine guerre de Cent Ans), conçue et présentée comme un exploit digne d'Amadis de Gaule. Si les raisons invoquées changent, l'appel du grand large est permanent.

Ainsi, Harry Magdoff montre que la période 1760-1875, souvent considérée comme une phase de reflux de l'impérialisme est en réalité un moment important ; il s'agit, selon lui, d'un impérialisme lié à la recherche de débouchés et à l'industrialisation¹. Sans doute les motivations sont-elles plus obscures, plus lointaines et plus complexes, et prolongent celles des croisades et des conquistadores. Toujours est-il qu'en 1800, l'Europe contrôlait déjà théoriquement 55 % des terres émergées du globe et utilisait effectivement 35 % de sa superficie. « L'extension territoriale des colonies européennes », selon le titre de l'ouvrage d'un géographe du début du siècle, est la forme la plus caricaturale de cette première occidentalisation.

L'avancée des petits drapeaux marquant la frontière de l'empire de l'Occident peut se suivre presque au jour le jour. En 1876, les puissances coloniales européennes ne contrôlaient que 10 % de l'Afrique, en 1900 elles en contrôlaient 98,9 % ! À la veille de

1. Harry Magdoff, *L'Impérialisme de l'époque coloniale à nos jours*, Maspero, Paris, 1979, p. 37.

la première guerre mondiale, si on admet que la Perse, la Chine et la Turquie sont alors réduites à l'état de semi-colonies, moins de 10 % de la surface du globe et de sa population échappe à la main mise de l'homme blanc. On peut conclure avec Lenine que le monde est partagé entre les grandes puissances.

Certes, une petite partie de l'Asie résiste encore, mais le Japon « incolonisable » a commencé à se tailler un empire moderne à la manière occidentale. Les États-Unis, eux-mêmes ancienne colonie, ont pris la relève de la vieille Europe aux Philippines et commencent à se créer des sphères d'influence en Amérique latine et en Asie.

L'occidentalisation, sous sa forme coloniale, est arrivée à son terme à la veille de la Première Guerre mondiale. Tout un chacun le constate et s'en accommode. Les peuples forts, selon le cynisme ambiant, doivent donner des lois aux peuples faibles ou aux races inférieures, voire dégénérées, pour le meilleur et pour le pire. La vieille Europe et la nouvelle Europe, vrai nom de l'Amérique, dit-on à l'époque, se croient les législateurs de l'univers, les « Romains modernes » suivant les déclarations de Théodore Roosevelt. Déjà, un publiciste yankee, Stead, déclare : « L'américanisation du monde est en marche ». La prise en charge du destin de la terre constitue suivant une expression célèbre du romancier colonial, Rudyard Kipling, « le fardeau de l'homme blanc ».

En 1914, l'occidentalisation du monde sous forme *d'administration coloniale* européenne est virtuellement achevée. L'homme blanc contrôle pratiquement toute la planète; ses trains et ses bateaux à vapeur traversent les continents et sillonnent les océans, voire remontent les grands fleuves. Consuls et proconsuls des grandes puissances font la loi partout. C'est la Belle Époque!

Un peu plus d'un demi-siècle après que reste-t-il de ce rêve de domination universelle? Rien ou presque. Les *confettis de l'empire* sont désormais de vrais fardeaux dont les ex-puissances colo-

niales ne savent plus comment se débarrasser. Cette occidentalisation-là a fait naufrage. L'Occident a été victime de son succès même et de ses contradictions.

La concurrence des différentes puissances européennes, le fait même que l'ordre international qui réglait leur coexistence reposait sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes devaient engendrer avec le temps une crise du pouvoir occidental ancien et sa dissolution. Le droit des pays les plus forts à dominer *politiquement* le monde entre en conflit avec le droit égal des peuples, base de la souveraineté nationale, et sans lequel il n'y a pas d'ordre international. *L'imperium* blanc ou européen échoue à se stabiliser. Deux guerres sanglantes, une révolution, des crises morales, politiques et économiques auront raison de l'ordre colonial ancien. Toutefois, par-delà toutes ces vicissitudes, quelque chose de l'Occident semble se perpétuer. Comme un phénix, il renaît plus beau et plus jeune de ses cendres après chaque déclin.

3 - Un destin : du fardeau de l'homme blanc au messianisme chrétien.

Peut-on, alors, réduire l'Occident à une *entité raciale*? Le XIX^e siècle, incontestablement, a cru à la suprématie de la race blanche. La tâche de civiliser le monde serait le *fardeau de l'homme blanc*, et l'empire du monde sa récompense. Nul doute que l'ère de l'impérialisme a été la forme *blanche* de l'occidentalisation.

Si l'Occident a été longtemps assimilable à une couleur de peau, cela ne va pas sans problème. D'ailleurs, la couleur blanche est d'abord emblématique, les « Blancs » vont du rose au basané...

Cette occidentalisation-là, explicitement raciale, sinon raciste, est tout à fait contradictoire. Sans entrer dans les débats de l'anthropologie physique sur l'inconsistance de la notion de race, la suprématie n'appartient pas à tous les Blancs, pas à tous de façon

égale, et en définitive pas qu'aux Blancs... Presque tous les peuples de l'Europe se sont cru une vocation à cet empire. Le pan-germanisme, le panslavisme se sont affirmés contre la prétention anglo-saxonne, voire latine, à l'hégémonie. Cependant, la réussite incontestable du Japon, qui a délivré l'Asie du mythe de l'homme blanc, constitue un défi redoutable à la suprématie de la race blanche. Par ailleurs, les médiocres performances des Blancs de l'Europe du Sud, à partir du XVII^e siècle, sans parler de ceux d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, perturbent tous les classements. Les *Afrikaners* d'Afrique du Sud, du temps de l'apartheid, ont dû décider que les hommes d'affaires japonais étaient des « Blancs d'honneur », alors que les *Asians* (indiens de race aryenne pourtant) étaient des *Coloured*. On le voit, la notion de Blanc est à géométrie variable...

L'occidentalisation du monde ne peut être cependant une transformation des non-Occidentaux en Blancs..., le projet civilisateur se heurte à la contradiction insoluble qu'on ne peut être à la fois le maître et l'égal du colonisé. La définition de l'Occident comme race réduit l'occidentalisation du monde à son asservissement dans le projet colonial. Sans doute y a-t-il là une vérité profonde de l'occidentalisation qui ne disparaît pas totalement. On retrouve un certain racisme sous-jacent et implicite dans les formes plus subtiles de l'occidentalisation contemporaine. Toutefois, la soumission du globe à une race supérieure est un projet contraire au processus d'assimilation et d'uniformisation planétaire.

Peut-on alors assimiler l'Occident à une *entité religieuse*? On accole souvent à l'Occident le qualificatif de chrétien. L'expression « l'Occident chrétien » des mouvements extrémistes réactionnaires n'est-elle pas tautologique? N'avons-nous pas rencontré la chrétienté comme forme originelle de l'Occident? Il y a dans le monothéisme une base très forte pour un prosélytisme actif. Convertir par le fer et la foi est une des bases de l'expansion occi-

dentale. Cette base, la chrétienté cependant la partage intégralement avec l'Islam, dont le monothéisme plus rigoureux fonde un prosélytisme encore plus vigoureux. Les conversions à l'Islam en Afrique noire en particulier sont beaucoup plus nombreuses à l'heure actuelle que les baptêmes, et semblent plus durables.

Toutefois, le message chrétien de l'Évangile a peut-être dans l'abstrait un contenu plus *universaliste* que celui du Coran. Rappelons que catholique vient du grec *katholikos* qui signifie universel. La reconnaissance de l'individu comme valeur absolue est plus prononcée dans le christianisme que dans les autres religions monothéistes. Elle instaure une relation *personnelle* privilégiée entre chaque fidèle et Dieu. Le christianisme, en tant que théologie, se trouve de ce fait plus détaché de sa *souche culturelle*. Il est susceptible virtuellement d'accueillir tous les hommes et toutes les femmes.

Le messianisme chrétien a été une composante importante de l'Occident. L'occidentalisation du monde a été très longtemps, et n'a pas totalement cessé d'être, une christianisation. En 1930 encore, le congrès eucharistique de Carthage voyait défiler dans les rues de Tunis les enfants des écoles chrétiennes déguisés en croisés au grand scandale du Destour, le parti nationaliste naissant d'Habib Bourguiba. Cependant, la chrétienté est un ensemble hétérogène, et cela, presque dès l'origine. Les chrétientés d'Orient (coptes, malkites), d'Afrique (Éthiopie), ou d'Europe de l'Est (orthodoxes), bien que plus proches sans doute du christianisme originel, n'ont pas manifesté un dynamisme interne et externe significatif. Repliées sur elles-mêmes, sur la défensive, elles sont plus tentées par *l'érémisme*, le retrait de l'ermitte, (et pas seulement le monachisme des couvents), que par le projet séculier de la maîtrise de l'univers. De façon significative, les orthodoxes ont refusé l'horloge sur leurs clochers et l'orgue dans leurs nefes. La religiosité ne s'est pas portée sur les valeurs laïques de la science et de la technique, et les lumières du Ciel n'ont point illuminé le siècle.

On sait que le schisme d'orient s'est fait essentiellement sur le refus dans le Credo de la reconnaissance que le Saint Esprit procède du fils tout autant que du père. Le refus du « filioque » a retenti profondément jusqu'à nos jours. Dans la Russie soviétique, le conflit des deux pouvoirs, civil et religieux, ne se produira pas comme en Pologne. Le choc de la papauté et de l'Empire, décisif pour l'émancipation des villes marchandes, et les multiples conflits entre les deux *glaives* (le temporel et le spirituel) n'auront point lieu d'être. La société civile restera toujours inhibée et atrophiée, et l'individualisme conservera sa forme marginale comme dans les sociétés *holistes* (celles qui définissent le statut de chacun en tant que membre du tout) ; il sera le lot des ascètes, des errants, des Raspoustine... La religion du père, où le prince est sanctifié et les hommes d'Église dotés des faveurs temporelles, est impériale plus qu'impérialiste. Au-delà des ambitions immédiates du pouvoir, aucune force, aucun ferment ne travaille à jeter durablement la société hors d'elle-même. Le prosélytisme originel des chrétientés orientales, qui amène les nestoriens jusqu'en Chine, n'a été qu'un feu de paille. Au contraire, la chrétienté occidentale catholique, relativement autonome, a soutenu l'expansionnisme des croisades et, dans une certaine mesure, celui de la première et même de la deuxième colonisation. La vocation *missionnaire* de l'Occident se manifeste bien avant la première croisade dans les poussées *d'autochristianisation*.

« En fait, l'expérience carolingienne est à l'origine, ou si vous préférez, elle a confirmé la naissance de la chrétienté et aussi de l'Europe, les deux termes étant alors identiques, comme deux figures géométriques qui, exactement, se recouvrent. »

Fernand Braudel, *L'identité de la France*, tome 2, Arthaud-Flammation, 1986, p. 105.

La résistance de Charles Martel à Poitiers, mais plus encore la conversion brutale des Saxons par saint Boniface, ne constituent-

elles pas « la première croisade », c'est-à-dire l'acte d'auto-affirmation de l'Occident comme foi et comme force ?

Toutefois, cette auto-affirmation n'a pas sa source même dans le seul message chrétien qu'elle propage, la « catholicisation » du monde finira d'ailleurs par s'essouffler devant les résistances religieuses et culturelles.

Le protestantisme sous sa forme puritaine et certaines de ses retombées dans le catholicisme piétiste vont donner à l'Occident une impulsion nouvelle. L'individualisme poussé à l'extrême suscite une « morale » radicalement profane et économique : *l'utilitarisme*.

L'enrichissement inéluctable, engendré par la pratique d'une ascèse personnelle qui valorise l'effort, le calcul et poursuit anxieusement les signes de l'élection divine dans la réussite terrestre, ne pouvait qu'entraîner rapidement une sécularisation de cette religion pourtant dogmatique et sectaire. La forme profane du protestantisme est l'économie politique. L'identification de l'Occident à cette entité religieuse revient finalement à son assimilation à une entité économique. Dans le même temps, l'universalisme de cette conception se dote d'un contenu positif dont la force subversive n'a pas fini de s'épuiser : la proclamation des Droits de l'Homme.

Le prosélytisme protestant pur n'a pas eu une extension supérieure à celui de la chrétienté catholique, malgré la richesse et le dynamisme des sectes. Il se heurte aux mêmes limites. En revanche, le prosélytisme du message profane, celui des Droits de l'Homme, de la démocratie formelle, de l'utilitarisme, du calcul économique, de la science et de la technique, de la croissance et du développement, celui-là connaîtra un succès prodigieux, mais il peut être assimilé, réinventé peut-être, voire dépassé par des peuples de tradition bouddhique, confucéenne et shintoïste. L'exemple du Japon et des nouveaux pays industriels du sud-est asiatique est là pour en témoigner.

L'identité Occident-chrétienté, malgré ses limites, contient sans doute une vérité profonde. Celle-ci tiendrait dans l'individualisme, si l'on accepte l'analyse de l'anthropologue Louis Dumont.

« En termes sociologiques, l'émancipation de l'individu par une transcendance personnelle, et l'union d'individus-hors-du-monde en une communauté qui marche sur la terre mais a son cœur dans le ciel, voilà peut-être une formule passable du christianisme. (...) Seul cet enfantement chrétien me semble rendre intelligible ce qu'on a appelé le prométhéisme unique, et étrange, de l'homme moderne. »

Louis Dumont, *Essais sur l'individualisme. Une perspective anthropologique sur l'idéologie moderne*, Seuil, Paris, 1983, pp. 42 et 255.

Cet individualisme, conséquence involontaire de la synthèse judéo-hellénistique, ne se déploie vraiment qu'avec la réforme et surtout celle de Calvin, « prototype de l'homme moderne, selon Dumont, avec sa volonté de fer enracinée dans la prédestination ». Cette volonté se combine à l'inquiétude, lorsque le salut descend du Ciel sur la terre pour former l'esprit d'entreprise, le goût de la découverte, la soif de conquête. Ayant perdu son identité culturelle, l'homme moderne se tourne vers l'extérieur pour saisir son reflet perdu. Si sa volonté de fer lui évite, en règle générale, l'absorption par l'autre, elle entraîne plus sûrement la destruction de l'étranger.

Ainsi, le phénomène « missionnaire » est certainement une certaine vérité de l'Occident qui survit à tous ses contenus religieux. On le retrouve toujours à l'œuvre sous les formes les plus diverses. À Ukurumpa, sur les hauts plateaux de Nouvelle-Guinée, se situe le quartier général du *Summer Institute of Linguistics* pour la région. Sur une grande carte où figurent les sept cent cinquante ethnies papoues aux langues différentes, le « grand état-major » de cette secte met des petits drapeaux de différentes couleurs au

fur et à mesure que les langues sont maîtrisées, que la Bible et les Évangiles sont traduits par les missionnaires envoyés sur place aux fins de conquête du terrain. Le même phénomène se retrouve en Amazonie.

« Ce sont les pires, tes linguistes évangéliques. Ils s'incrument dans les tribus pour les détruire de l'intérieur, comme les chiques. Dans leur esprit, dans leurs croyances, dans leur subconscient, dans les racines de leur façon d'être. Les autres leur bouffent l'espace vital et les exploitent, ou les poussent vers l'intérieur. Dans le pire des cas, ils les éliminent physiquement. Mais tes linguistes sont plus raffinés, ils veulent les tuer d'une autre façon. En traduisant la Bible en machinguenga. »

Mario Vargas Llosa, *L'homme qui parle*, Gallimard-Folio, 1992, p. 112. (Original: *El Hablador*, 1987.)

L'implantation des délégations du Secours catholique en Afrique de 1945 à nos jours, suit la même stratégie conquérante. On passe de 4 (Dakar, Lomé, Douala, Brazzaville) à 22 en 1958 et 57 en 1965. La multiplication des organismes non gouvernementaux (ONG) et des organisations caritatives, leur coordination progressive, la rationalisation de leur action semblent obéir à une même logique de *l'avancée...* : chacun pousse ses pions, dans une partie dont l'enjeu est une certaine forme de domination du monde. L'africanisation, souvent de façade de ces organismes, comme dans la sphère politique, ne peut, par la force des choses, changer la nature du processus, car la règle du jeu est la même, et elle participe sans doute de l'essence de l'Occident.

La conquête de l'opinion occidentale et la mobilisation des moyens, par la sensibilisation aux drames du tiers-monde se font selon des recettes et des techniques qui combinent l'art militaire, le démarchage commercial et la publicité médiatique. Le CCFD (Comité catholique contre la faim et pour le développement) lança naguère une campagne de récolte de fonds avec affichage

sur les murs du slogan raccolleur : « Déchaîne ton cœur ». Les institutions religieuses, il n'y a pas si longtemps, embrigadaient les enfants selon le principe du volontariat forcé et enthousiaste à un mouvement intitulé la « Croisade eucharistique ». Il s'agissait avec les petits moyens des enfants (et ceux de leurs parents) d'assister la grande œuvre missionnaire. Moyennant de petites sommes, il était proposé de racheter des petits nègres et des petits Chinois et de les gagner au Christ par le baptême. Pour 100 anciens francs (le prix de vingt caramels), on pouvait devenir le parrain d'un petit Jaune ou le maître symbolique d'un petit Noir. La révolution communiste de 1949 a mis en faillite bien des investissements asiatiques... Le tarif des B. A. (bonnes actions) publié par le Secours catholique en 1964 pour s'acheter une bonne conscience par la micro-réalisation évoque irrésistiblement ces méthodes anciennes :

Un âne pour porter les légumes, 75 F ;

Une bourse pour former un instructeur, 500 F ;

Un moteur pour un puits, 3 000 F ;

Un puits, 5 000 F ;

Une bourse pour former un permanent pour un stage à Paris, 40 000 F.

Sans doute, cet activisme philanthropique et rationnel n'est qu'un aspect, et un aspect plutôt sympathique, mais c'est aussi cela l'Occident. Encore aujourd'hui, la plupart des entreprises de développement à la base dans le tiers-monde se font directement ou indirectement sous le signe de la croix...

4 - *L'universalisme paradoxal des Lumières.*

L'athéisme contemporain ou, tout au moins, l'indifférence religieuse, et la séparation de l'Église et de L'État, interdisent de voir encore dans l'Occident un monde chrétien. Toutefois, la sécula-

risation même de la religion ne fait-elle pas de l'Occident le lieu de plus en plus abstrait porteur d'un message éthique. L'Occident serait un ensemble de valeurs dont le trait dominant est l'*universalité*.

Peut-être faudrait-il parler des *sécularisations* au pluriel. L'interprétation des messages qui en résultent est objet de débats et de polémiques. L'économie politique est sans doute une religion profane, mais le rationalisme protestant, réduit à l'utilitarisme, est moins un message éthique qu'une recette apparemment universelle de faire des « affaires ».

Pour beaucoup de défenseurs de la « culture occidentale », la réduction de l'Occident à une entité économique est un contresens abusif. Diverses *nouvelles* droites, d'accord avec des traditions contre-révolutionnaires anticapitalistes, voient dans le libéralisme économique une déviation mercantile étrangère à la *vraie* tradition occidentale et la marque de l'influence juive. L'universalisme de la démocratie, de l'individualisme et de la liberté est alors rejeté au nom d'une communauté aryenne mythique. À force d'être *authentique* et épuré des métissages dus à l'histoire, un tel Occident devient vide. Il ne peut s'imposer à lui-même que par un terrorisme effroyable et grotesque.

Cette vision n'a été mise en œuvre dans l'expérience nazie et fasciste qu'au prix de multiples contradictions dans sa conception même. L'utilitarisme, la technique et l'économie ont été nécessaires comme moyens et se sont imposés aussi comme fins dans ces tentatives qui prétendaient les répudier. Ce n'est pas sous cette forme *crépusculaire* que le message de l'Occident se présente sous le jour le plus séducteur. Ce repliement agressif délirant est le signe d'une crise tragique. Il s'agit d'une affirmation-négation poussée au paroxysme. La nostalgie de l'identité perdue amène à se détourner de sa réalité historique pour réaliser avec les moyens mêmes apportés par ce qu'on nie (l'économie et la technique) la fiction chimérique de ce qu'on voudrait être. Cette démarche sui-

cidaire (y compris sous la forme du génocide de *l'autre*) est aussi une certaine vérité de l'Occident, et une menace toujours à l'af-fût à l'horizon. Toutefois, l'occidentalisation du monde n'a pas eu lieu du fait de cet Occident-là.

À l'opposé de cette forme ténébreuse se tient la figure des Lumières triomphantes, le message éthique de l'Occident, dans la tradition des penseurs libéraux et des philosophes du XVIII^e siècle, serait les valeurs des Droits de l'homme et de la démocratie. La mission de l'Occident n'est pas d'exploiter le tiers-monde, ni de christianiser les païens ni de dominer par une présence blanche, elle est de *libérer les hommes* (et plus encore les femmes...) de l'oppression et de la misère. La promotion de l'individu contre les contraintes des préjugés, des croyances et des allégeances des sociétés traditionnelles, favorise l'épanouissement de la personne humaine et la construction d'une société d'égaux. Ces valeurs permettent de fonder une paix universelle, une société de nations dont la démocratisation et la civilisation (le respect des droits de l'Homme) pourraient aboutir à la fraternité universelle.

Que le monde soit déjà largement occidentalisé en ce sens, l'existence d'une Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, de l'Organisation des Nations unies, d'un droit international public et privé dont les inspireurs sont Grotius et Puffendorf sont là pour nous le rappeler. Toutefois, cet universalisme-là pourrait-il s'imposer par la seule force de sa séduction si l'Occident n'était que ce message éthique ? Et l'élimination de la misère peut-elle vraiment résulter de la libération des énergies créatives de façon innocente ? Le déchaînement utilitariste de l'intérêt personnel ne vide-t-il pas la démocratie de l'essentiel de son contenu en instrumentalisant les hommes dans la grande machine technique ?

« Les démocraties occidentales dans lesquelles nous vivons représentent aujourd'hui une faible minorité de l'humanité. Mais, en dépit du fait que les Européens ou les Occidentaux ont été des

conquérants, et dans l'ensemble se sont conduits aussi mal que les autres conquérants, ils ont tout de même laissé quelque chose que les peuples anciennement conquis veulent conserver : ils veulent conserver les moyens de production qui leur ont été apportés, ils veulent développer leurs capacités de produire. En outre, je pense qu'en dépit des régimes qui se sont établis, beaucoup de peuples, qui ont été maltraités ou conquis par les Occidentaux, conservent la nostalgie des régimes libéraux. La meilleure preuve c'est que beaucoup de ces pays qui ne veulent pas, ou ne peuvent pas, maintenir les institutions démocratiques se réclament de nos mots. Ils ont peut-être hérité aussi de nos maux. Mais en parlant comme nous, ils signifient que peut-être nous sommes, nous autres Occidentaux, un peu différents de la plupart des autres conquérants. Nous avons tout de même apporté quelque chose qui conserve sa valeur et qui justifie la confiance que je garde, malgré tout, dans l'avenir de l'Europe, bien que cette confiance soit fondée plutôt sur des sentiments que sur des faits incontestables. »

Raymond Aron, *Le spectateur engagé* (entretiens), Julliard, 1981, Paris, pp. 318-319.

La réduction de l'Occident à la pure idéologie de l'universalisme humanitaire est par trop mystificatrice sans pour autant éviter les pièges du *solipsisme* culturel, c'est-à-dire de l'intolérance aux autres, qui mène tout droit à l'ethnocide. Est-il possible de dissocier le versant émancipateur, celui des droits de l'homme, du versant spoliateur, celui de la lutte pour le profit. Les deux sont l'avert et l'envers d'une même médaille, dont le vocable « libéralisme » contient toute l'antinomie. La liberté du commerce est la garantie et le remède face à la menace totalitaire. Elle n'engendre pas plus l'ancienne que « la nouvelle richesse des nations » à moins de croire béatement à l'harmonie naturelle des intérêts.

5 - *Le triomphe mondial du capitalisme.*

L'Occident n'est-il pas le lieu par excellence des rapports marchands ou de cet extrême des rapports marchands, les rapports capitalistes de production ? La circulation marchande est la source d'une « mécanique » expansionniste et dérégulée. Aristote déjà dénonce la démesure du rapport marchand et une perversion de la « nature » de la monnaie. De moyen, celle-ci devient une fin, sans qu'aucune limite ne soit inscrite dans la logique même de la circulation. Une société où les rapports marchands existent, contient un ferment de destruction de l'ordre politique et éthique. Une valeur (qui est la valeur économique, et proprement une anti-valeur éthique) s'introduit dans les rouages du lien social. La communauté se trouve en partie éclatée et poussée hors d'elle-même, déstabilisée par les marchands dont l'horizon recule sans cesse, à la recherche de nouvelles sources de profits.

Toutefois, assimiler l'Occident aux rapports marchands n'est pas satisfaisant puisque ceux-ci existent au moins depuis aussi longtemps que lui dans l'Empire Céleste et dans ce qui constituera les mondes arabo-musulmans. Ces sociétés marchandes ne seront pas des modes de production marchands ou des sociétés de marchands. Les marchands n'y seront jamais dominants. La « démesure » du rapport marchand y est durablement et efficacement neutralisée par l'organisation sociale et politique. En Chine, les fils des marchands enrichis aspirent au mandarinat. Dans le monde arabe, les fortunes excessives sont le plus souvent confisquées, quand elles ne sont pas dilapidées en dépenses festives. Ces sociétés ne luttent pas contre un capitalisme qu'elles ignorent, mais pour leur conservation, en préservant un certain équilibre entre les différentes forces qui les travaillent et en faisant servir les dynamismes centrifuges à la cohésion du tout.

L'identification de l'Occident au capitalisme, en revanche, est beaucoup plus sérieuse et sans doute largement fondée. Le capita-

lisme est incontestablement né en Europe de l'Ouest, presque simultanément au Nord et au Sud. Il s'y est développé pendant des siècles. Il s'est étendu de là au reste du monde, mais cette extension a été précisément l'une des formes de soumission du monde à l'Occident. Il y a eu peu de renaissances et de maturations hors de la zone originelle. Lorsque des capitalismes « authentiques » se sont développés ailleurs, comme aux États-Unis et au Japon, ces pays sont devenus à leur tour partie prenante de l'Occident.

Toutefois, cette réduction de l'Occident à un système économique n'est pas pleinement satisfaisante.

Réduire l'Occident au système capitaliste implique que ce qui se passe avant la naissance du capitalisme ne concerne pas encore l'Occident ! Or, malgré les tentatives des économistes de réduire le capitalisme à un pur mécanisme, naturel pour les libéraux, artificiel pour les socialistes, il semble bien que le capitalisme soit précisément une manifestation de la spécificité « occidentale » de l'Occident et non sa nature essentielle. Autrement, rien ne se serait opposé à des renaissances universelles du capitalisme, et le monde serait d'ores et déjà comme un seul marché, une seule nation, une seule société *homogène* et *uniforme* de consommation et de salariat.

L'auto-affirmation de l'économie est ainsi doublement insatisfaisante ; elle coupe l'histoire de l'Europe chrétienne et de son expansion en deux. Une partie *avant* la naissance du capitalisme, dont le dynamisme est à attribuer à des facteurs « culturels », une partie *après* dont le mouvement résulte de mécanismes économiques. D'autre part, elle nie la spécificité de l'Occident au profit d'une *machine* naturelle ou, au moins, reproductible et universalisable. Or s'il est incontestablement reproductible dans certaines conditions, le capitalisme ne paraît pas pleinement généralisable. Le développement économique engendre le sous-développement ou du moins l'implique.

6 - L'apothéose planétaire de la science et de la technique.

Avec la décolonisation, les missionnaires *bottés* de l'Occident ont quitté le devant de la scène, mais « le Blanc est resté dans la coulisse et tire la ficelle ». Cette apothéose de l'Occident n'est plus celle d'une *présence réelle*, d'un pouvoir humiliant par sa brutalité et son arrogance. La domination des rapports capitalistes n'est pas incontestable ; le socialisme ou d'autres formes d'anticapitalisme existent, cohabitent, ou pourraient le faire. En outre, il reste à expliquer les fondements de la fascination du modèle. Si domination il y a, celle de l'Occident repose sur des puissances symboliques plus insidieuses, mais aussi moins contestables que celles du marché et du profit. Ces nouveaux agents de la domination sont la science, la technique, et l'imaginaire sur lequel elles reposent, les valeurs du progrès et du développement.

La technique a été un instrument puissant de la colonisation des corps et des esprits. Les canonnières portugaises d'Albuquerque ont brisé le monopole des Arabes sur le commerce des épices et fondé la chaîne des comptoirs reliant Lisbonne à Macao en passant par Le Cap, Ormuz, Goa, Malacca. Les mousquets espagnols ont fait merveille contre les armes d'obsidienne de Montezuma. Dans la colonisation du XIX^e siècle enfin, la supériorité militaire a eu un rôle décisif.

Pourtant, on le sait, du XVI^e au XIX^e siècle, la supériorité technique de l'Europe n'était pas incontestable face à la Chine et à l'Inde. La supériorité militaire des armes de Cortès et de Pizarre ne pouvait compenser à elle seule l'infériorité prodigieuse du nombre. Il faut faire entrer dans ce dernier cas le rôle de la ruse, la détermination d'un projet impérial agressif, la séduction et l'utilisation habile des mythes locaux. Tout cela est sans doute la conséquence de « cet apport typiquement occidental », selon Cornelius Castoriadis, de la *conscience de soi*.

« Des civilisations par ailleurs très raffinées, mais fondées sur la conscience collective du groupe, de la tribu, de la caste ont été balayées au contact de l'homme occidental. Non parce qu'il avait une arme à feu ou un cheval, mais parce qu'il possédait un état de conscience différent, le rendant capable de se retrancher du monde et de le retrouver par une activité intérieure. »

Cornelius Castoriadis, *De l'utilité de la connaissance*, Cahiers Vilfredo Pareto, Revue européenne des sciences sociales, n° 79, 1958, p. 121.

La supériorité européenne tient plus à l'*efficacité* d'un mode d'organisation qui mobilise toutes les *techniques*, de la discipline militaire à la propagande, pour réaliser son objectif de domination qu'à ces techniques mêmes.

Cette « machinerie » sociale s'avérera, aussi, essentielle dans la confrontation avec l'Orient. Sans doute inférieure au départ sur le strict plan de certaines connaissances scientifiques et dans de nombreux domaines techniques, l'Europe présente une organisation déjà *technicienne* beaucoup plus efficace. La recherche obsessionnelle de la *performance* dans tous les domaines lui permet d'intégrer immédiatement tous les éléments étrangers susceptibles de renforcer sa puissance, que ce soit dans les modes d'organisation, les instruments ou les produits. Cette supériorité technique déterminante à partir du XIX^e siècle deviendra un atout même de la domination et reste un argument de l'*imperium* néo-colonial.

« Quand on est capable de construire des engins de cent tonnes qui montent en dix minutes à dix kilomètres de hauteur, on a des droits sur ceux qui n'ont pas inventé la roue : voilà ce que nous croyons, avouez-le. Pire, j'ai entendu des Africains le dire. »

René Bureau. *Le Péril blanc. Propos d'un ethnologue sur l'Occident*, L'Harmattan, Paris, 1972, p. 61.

Là est le véritable secret de l'actuelle occidentalisation du monde. Le droit de la domination n'est plus asservissement du faible par celui que la technique rend fort, c'est l'attribut immédiat de la technique du fait de l'évidence de sa supériorité. La technique est devenue un article de foi universel, la conséquence concrète et la présence visible de la nouvelle divinité : la science.

Les missionnaires chrétiens ont beaucoup contribué à répandre ce culte séculier. Pour évangéliser les populations *sauvages*, rien de tel que la démonstration de l'efficacité de la *magie* du Blanc. Là où, grâce à la technique, la *magie* du Blanc se manifeste supérieure à la magie autochtone, il est de bon conseil de se faire baptiser. Le système blanc est perçu comme un tout, la vision scientifique du monde, l'ingénierie technique et le rituel religieux (ou celui du culte des Lumières) participent du même ensemble. Avec l'effacement des Pères blancs, la science et la technique l'emporteront sur le dogme dans le catéchisme du mimétisme. Tandis que nous y voyons une rupture, les non-Occidentaux ressentent avec raison la continuité et l'unité de l'Occident.

L'impérialisme a introduit les nouveaux dieux. Pour se libérer du joug colonial et sortir de la situation humiliante de l'asservissement aux Blancs, les peuples du monde ont dû assimiler certains des instruments de domination, s'identifier à l'adversaire et désirer sa puissance. Le monde entier participe désormais à des niveaux divers d'une société technicienne unique. La science est une, la mathématique est le vrai langage commun à toutes les nations. Le rituel des prix Nobel manifeste périodiquement l'universalité et l'unité de la communauté des savants. Le culte mondial de la technique prépare les nations et les hommes à se soumettre sans rechigner à ses impératifs.

Cependant, l'admiration, le culte de la technique, même sa connaissance abstraite ne suffisent pas pour devenir des Occidentaux. La réalisation d'une société technicienne passe par l'industrialisation : c'est-à-dire un bouleversement en profondeur

des objectifs et des moyens de fonctionnement de la société. La volonté de puissance doit prendre la forme de l'accumulation illimitée, et la société tout entière doit être embrasée d'un zèle irrésistible pour la production, et ne trouver ses jouissances que dans sa progression illimitée.

La colonisation a profondément bouleversé les structures économiques de toutes les régions du monde, jusqu'aux confins les plus reculés. Tous les peuples ont été touchés par le fonctionnement du marché mondial et participent à la division internationale du travail. En bouleversant les organisations traditionnelles de la production et de la consommation par les sollicitations du marché, les lois de la concurrence, la violence ouverte et la création d'infrastructures de communication, l'Europe a créé un seul marché mondial, intégrant les communautés les plus sauvages à la machinerie unique. Désormais, les nouvelles structures se reproduisent *spontanément* par la seule force d'inertie et des mécanismes du marché, enfermant les acteurs dans un destin presque infrangible. Les seuls changements sont dès lors ceux que la *machine* impose. Aucun décret de la providence n'avait fixé de toute éternité que le *rôle* des Antilles était de produire du sucre. En transformant Cuba en une vaste plantation de canne, l'Europe a scellé son destin pour plusieurs siècles. Même une révolution socialiste désireuse d'industrie lourde et de diversification agricole n'a pu ou n'a su bouleverser cet ordre de choses.

En intégrant les diverses parties du monde au marché mondial, l'Occident a fait plus que modifier leurs modes de production, il a détruit le sens de leur système social auquel ces modes adhéraient très fortement. Dès lors, l'économie devient un champ autonome de la vie sociale et une finalité en soi. Aux formes anciennes *d'être plus* se substitue l'objectif occidental *d'avoir plus*. Le bien-être canalise tous les désirs (le bonheur, la joie de vivre, le dépassement de soi...) et se résume à quelques dollars supplémentaires.

Ainsi s'universalise l'ambition au développement. Le développement, c'est l'aspiration au modèle de consommation occidental, à la puissance magique des Blancs, au statut lié à ce mode de vie. Le moyen privilégié de réaliser cette aspiration est évidemment la technique. Aspirer au développement veut dire communier dans la foi en la science et révéler la technique, mais aussi revendiquer pour son propre compte l'occidentalisation, pour être plus occidentalisé afin de s'occidentaliser encore plus.

7 - Une mégamachine technoéconomique.

La plus merveilleuse invention de l'esprit humain sans laquelle ni les sciences ni les techniques n'auraient connu l'ampleur que l'on sait, sans laquelle, on n'aurait pas songé à leur pleine utilisation pratique est celle de la *machine sociale*.

Le projet de la modernité de construire une société sur la seule base de la raison a donné naissance à cette prodigieuse mécanique. L'organisation des hommes sur le plan politique, économique, militaire rompt avec la tradition. L'action n'obéit plus à la routine mais à la recherche de l'efficacité. L'efficacité est un autre mot pour rationalité. Il s'agit d'économiser les moyens dans la réalisation de l'objectif et de mobiliser tous les moyens pour obtenir le meilleur résultat. L'éclatement de la communauté solidaire en une multitude de membres séparés produit l'individu égoïste. La recherche par cet atome social de son maximum de bonheur permet le déploiement du maximum d'énergie dont il est capable. Il sera un bon soldat, un bon citoyen, un bon producteur et surtout un bon marchand. La concurrence entre les groupes et les nations entraîne les mêmes avantages à un niveau supérieur. Toutefois, cette lutte entre les hommes, entre les groupes, entre les nations n'atteint son objectif de domination maximale de la nature qu'au sein d'une organisation. Cette organisation réintroduit une solidarité entre les agents mais celle-ci est fondée sur le

contrat en vue de l'objectif de maximisation. À la limite, elle est requise par la raison inscrite dans les choses elles-mêmes. Le contrat social qui fonde l'État-nation est une association volontaire pour assurer le maximum de droits (paix, sécurité, droits civils) aux contractants en minimisant leurs obligations (fiscales, juridiques). Le contrat de travail qui fonde l'entreprise vise aussi à maximiser la production et les revenus en minimisant les coûts (les efforts, les investissements, les matières premières). La division du travail dans l'atelier, répète-t-on depuis Adam Smith, est l'organisation des hommes pour la production qui permet le maximum de productivité dans un état donné des connaissances et des techniques. Toutefois, cette organisation des hommes se transforme continuellement sous l'effet même de sa propre force interne; la concurrence des agents, l'agencement des dispositifs, la combinaison des hommes et des techniques, l'invention de nouvelles techniques, les instruments nouveaux exigent de nouvelles réorganisations des hommes, de nouvelles adaptations des agents dans la sphère économique mais aussi de façon interdépendante dans la sphère sociale et politique. La loi impérative de tous ces changements est celle du *maximisme*: maximum d'effets et de jouissances, minimum de coûts et de peines. Cette exigence n'est autre que celle du Progrès. Les perfectionnements de toutes natures, dans tous les domaines sont continus et cumulatifs, la marche est « infinie » et « indéfinie ». La concurrence révèle des réussites et sanctionne les erreurs des individus, des entreprises, des groupes, des nations. Ce tâtonnement empirique est l'arbitre suprême. La planification absolue de la production a longtemps semblé, aux yeux des ingénieurs du social, l'organisation la plus rationnelle de la machine. L'homme y était un pur rouage. Toutefois, l'expérience a montré que cette rationalité abstraite détruisait l'énergie individuelle et produisait une efficacité pratique très inférieure. La cybernétique sociale nous apprend que l'efficacité du tout suppose la souplesse de l'articulation des parties. Malheureusement,

le compromis entre l'autorité et la spontanéité entre la coopération nécessaire et l'individualisme indispensable déchaîné est instable. Surtout, tout autre objectif que la croissance de cette mégamachine pour elle-même disparaît.

L'organisation tayloriste du travail dans l'entreprise avait produit la réduction de l'ouvrier en pur exécutant du plan rationnel inscrit dans la chaîne de montage. Elle s'est révélée finalement inférieure aux nouveaux types d'organisation qui réclament l'adhésion de la personne et non l'abdication de l'intelligence ouvrière. La discipline est remplacée par *l'auto-discipline*.

La rationalité/efficacité réaliserait ainsi une synthèse qu'on présente comme admirable entre la lutte à tous les niveaux et la coopération à chaque échelon également au bénéfice de l'humanité, le grand gagnant de l'affrontement primordial et cosmique avec la nature. Toutefois, la mondialisation compromet cet équilibre. La compétition tend à l'emporter sur une coopération que l'intérêt, même bien compris, ne justifie pas vraiment.

8 - *La spécificité occidentale.*

Irréductible à un territoire, l'Occident n'est pas seulement une entité religieuse, éthique, raciale ou même économique. L'Occident comme unité synthétique de ces différentes manifestations est une entité « culturelle », un phénomène de civilisation. La pertinence de ce concept d'Occident comme unité fondamentale sous-jacente à toute une série de phénomènes qui se sont déployés dans l'histoire, ne peut se cerner que dans son mouvement. Inséparable de sa souche géographique originelle, son extension et ses dérivés tendent à le réduire à un imaginaire. Géographiquement et idéologiquement, c'est un *polygone* à trois dimensions principales : il est judéo-hellénico-chrétien. Les contours de son espace géographique sont plus ou moins précis suivant les époques. Ses frontières se font de plus en plus idéologiques.

Terre de l'hellénisme, puis de la chrétienté naissante, Empire romain triomphant, voire arabo-islamique, sa figure revêt les traits les plus caractéristiques en se déplaçant du Bassin méditerranéen aux rives de l'Atlantique. Selon un processus de petites mutations, le *polygone* occidental est tributaire pour son épanouissement d'autres influences culturelles moins visibles, parce que sans traces « intellectuelles ». Il est remarquable que le site de la chrétienté dynamique recouvre l'aire de l'occupation des Celtes dont nombre d'apports (il est vrai mineurs) sont encore réparables. Il est non moins troublant de noter que ce même espace est à peu près celui des invasions germaniques et de leurs prolongements vikings. Il y a dans la liberté germanique, telle que s'en lit la trace dans la féodalité, et plus encore dans les sagas des Vikings et des Normands, une certaine préfiguration tout à la fois de la libre concurrence, de la liberté civile et des aventures coloniales.

Qui dira jamais la circonstance qui a joué le rôle de *catalyseur* dans ce métissage culturel pour faire de l'Occident cette formidable machine à bouleverser la planète ?

Royaumes maritimes d'où partent les caravelles, républiques marchandes et industrielles d'Italie ou des Flandres, terroirs du charbon et du fer, de l'industrialisation, l'Occident s'enracine dans le continent européen, sa position géopolitique exceptionnelle d'isthme au carrefour des axes commerciaux et culturels, et son histoire plurielle, avant de partir à la conquête et la reconquête du monde en des offensives où la violence le dispute à la séduction ; il se prolonge et renaît de l'autre côté de l'océan, et peut-être dans l'Empire du Soleil Levant. Où sera-t-il demain ? Sur le pourtour du pacifique, le *Rim* (« rivage »), comme le prédisent certains stratèges en chambre ?

Il s'est identifié presque totalement au paradigme *déterritorialisé* qu'il a fait naître.

« *Traits caractéristiques de la cosmologie sociale occidentale*: conception occidentale de l'espace centriste et universaliste; conception du temps linéaire, centrée sur le présent; conception plutôt analytique qu'holistique de l'épistémologie; conception des relations humaines en termes de domination;

Traits caractéristiques de la structure sociale occidentale: division du travail verticale et centralisée; conditionnement de la Périphérie par le Centre; marginalisation: division sociale entre le dehors et le dedans; fragmentation: atomisation des individus à l'intérieur des groupes; segmentation: division à l'intérieur des individus. »

Johann Galtung, *Le développement dans la perspective des besoins fondamentaux*, dans « Il faut manger pour vivre », Cahiers de l'IUED, n° 11, Paris, 1980, PUF, pp. 82-83.

L'important est la croyance, inouïe à l'échelle du Cosmos et des cultures, en un temps cumulatif et linéaire et l'attribution à l'homme de la mission de dominer totalement la nature, d'une part, et la croyance en la raison calculatrice pour organiser son action, d'autre part. Cet imaginaire social que le programme de la modernité, tel qu'il est explicité chez Descartes, dévoile, trouve clairement son origine dans le fonds culturel juif, dans le fonds culturel grec, et dans leur fusion.

Ce projet occidental a pu être caractérisé comme une anti-culture. L'Occident est *culturophage* ou *culturicide*. Il est anticulturel, d'abord parce qu'il est purement négatif et uniformisant. Pour qu'on puisse parler d'une culture, il faut qu'il y en ait au moins deux. Il n'y a pas de culture de toutes les cultures. Surtout, cette *civilisation* n'apporte pas de réponse au problème de l'existence sociale des perdants. Intégrant dans l'abstrait le monde entier, il élimine *concrètement* les faibles et ne donne droit de vie et de cité qu'aux plus performants; de ce point de vue, il est le contraire d'une culture, qui implique une dimension *holiste*; la culture apporte une solution au défi de l'être pour *tous* ses membres.

Dans certaines régions de Chine et d'Indochine la coutume exige de donner aux enfants des noms souvent répugnants pour écarter le malheur. Il faut attendre, avant de donner à ses enfants leur nom définitif de voir leur caractère se former, afin de contrebalancer leurs tendances antisociales. À l'ambitieux, on donnera un nom impliquant la médiocrité, à la fille trop belle un nom évoquant la laideur... Toute supériorité est considérée comme un danger pour l'équilibre social et doit être conjurée par des stratégies symboliques.

En Nouvelle-Guinée, les papous Gahuku-Kama avaient adopté avec enthousiasme le football, mais ils l'avaient adapté à leurs valeurs culturelles. Il était exclu qu'il y ait un gagnant et un perdant. La partie se prolongeait, était suspendue, reprenait jusqu'à ce que les comptes soient équilibrés. Cela n'empêchait absolument pas l'excitation de chaque but et l'exaltation des héros du jeu. Chaque partie renforçait la gloire et la satisfaction des deux camps, mais l'agressivité était facilement conjurée¹. Faute d'avoir adopté une telle sagesse, les Baluba et les Lulua du Kassai se sont massacrés impitoyablement de 1959 à 1962 à la suite d'un match interethnique à Luluabourg... Mais le tiers-monde n'a pas le privilège des matchs sanglants. La Belgique en a donné un tragique exemple sur le stade du Heysel en 1987, grâce aux supporters d'outre-Manche... Les différences les plus infimes peuvent donner lieu à un déchaînement inouï d'agressivité. Un parti suisse des automobilistes n'a-t-il pas mis à son programme de passer les verts et les écologistes au lance-flammes! Une métasociété mondiale existe, qui tient moins à l'hégémonie britannique ou américaine, et moins encore à l'ONU, qu'à la domination d'un *mécanisme* d'échanges (pas seulement économique) qui met en relation toutes les parties de la planète. Les plus grandes civilisations ne peuvent résister à

1. K.E. Read, « leadership and consensus in a New Guinea society », *American Anthropologist*, 1959, 6/3, p. 429.

la force corrosive de ce mécanisme qui amène une partie au moins de leurs élites à faire carrière dans cette *société-monde*. Là, sans doute, touche-t-on du doigt ce qui fait la spécificité de l'Occident et sa nature d'« anticulture ». Seule « société » fondée sur l'individu, elle n'a pas de véritables frontières. Le projet civilisationnel de la modernité n'a pas de sujet propre ni d'assise territoriale définie de façon stricte. Même en cela, la *culture* occidentale ne serait pas très différente de « mouvements » universalistes comme l'Islam. Ce qui est propre à cet *universalisme-là*, c'est que son moteur est la concurrence des individus et la quête de la *performance*. *Tout* le monde peut y participer et y jouer ; et même si les chances sont extraordinairement inégales, il n'est pas exclu de gagner. La totalité du social est susceptible de fonctionner comme un marché. Le « sauvage » de la zone la plus reculée de la planète peut devenir un *number one* médiatique en gagnant le Marathon aux jeux Olympiques, en étant vedette de cinéma après s'être fait repérer par un metteur en scène ; il y a mille manières de prendre place dans la société-monde et, le hasard aidant, de se hisser aux premières loges. L'Occident est émancipateur, en ce qu'il affranchit des mille contraintes de la société traditionnelle, et ouvre une infinité de possibles ; toutefois, cet affranchissement et ces possibles ne se réaliseront que pour une infime minorité. En contrepartie, la solidarité et la sécurité seront détruites pour tous.

Culture et civilisation.

Le mot culture possède tant d'acceptions, et est utilisé dans des contextes tellement divers, avec des connotations si variées, qu'il entretient une foule de malentendus. Faut-il, suivant un *nominalisme* strict, le proscrire du langage « scientifique » et multiplier les mots nouveaux aux contreparties claires, précises et distinctes dans le champ du réel

pour éliminer les équivoques ? Outre qu'il est peu probable qu'on soit suivi dans cette voie, il est douteux que cette opération donne le résultat escompté. La *polysémie* du mot culture est la cause même de son succès, elle permet de canaliser des désirs et des aspirations aussi profonds qu'imprécis.

À la suite des anthropologues, on peut définir la culture comme la réponse que les groupes humains apportent au problème de leur existence sociale ; on peut appeler « culturelle » cette conception de la culture. Dans les sociétés antérieures au monde moderne, la culture recouvre *tous* les aspects de l'activité humaine. Ces sociétés ignorent justement l'économie en tant que telle. La « sphère » économique est « enchâssée » dans l'ensemble de la vie et participe de cette réponse globale au défi de l'être. La société moderne en « inventant » l'économie, c'est-à-dire en autonomisant une « sphère » de la production, répartition et consommation des richesses matérielles, sphère pour laquelle il serait légitime et nécessaire d'optimiser l'allocation des moyens, a réduit la culture aux préoccupations *culturelles* des ministères qui en portent le nom. Cette réduction trouve son origine dans la métaphysique occidentale qui, depuis Platon, scinde l'unité de l'être en matière et esprit. La culture ne serait plus que la conscience (voire la fausse conscience) qu'une société aurait de ses pratiques « matérielles » à travers la religion, l'art et tous ses moyens d'expression. Cette manifestation culturelle de la culture peut verser volontiers dans le folklore, lorsque les choses « sérieuses » de l'économie sont en jeu ; ainsi en est-il de la *négritude* de Senghor. Le respect des cultures laisse alors intact le projet du développement et la *dimension* culturelle n'est qu'un alibi ou un luxe que l'on peut éventuellement s'offrir pour sacrifier au rituel de l'Unesco, en lançant un festival des arts africains ou en inaugurant un conservatoire des traditions populaires. La domination de l'économie dans les sociétés modernes a ainsi relégué la culture dans les musées.

Deux autres acceptions du mot culture interfèrent avec les précédentes. La culture comme l'ensemble des représentations et des symboles par lequel l'homme donne *sens* à sa vie, à ses expériences concrètes, et la culture de l'homme cultivé.

« Le programme que constitue une culture peut être vu comme un système organisé de symboles (langage, art, mythes, rituels) permettant aux hommes d'établir des relations signifiantes entre eux et avec leur monde, de trouver un sens à leur environnement et à leur vie, et par là d'établir un certain sentiment de sécurité, toujours fragile et menacé, devant la fuite du temps et l'interrogation de la mort. »

J. P. Dupuy et J. Robert, *la Trahison de l'opulence*, P.U.F, Paris, 1976, page 57.

Le premier sens n'est pas très éloigné de la conception *culturelle*. La modernité entraîne des risques dramatiques de *perte de sens* et fonctionne en partie comme *anticulture*. Toutefois, cette conception n'intègre pas la totalité de l'expérience humaine dans ce système de sens et dans la culture; il demeure un extérieur à la culture dont la technique et l'économie font sans doute partie au moins partiellement. Un glissement est donc possible vers la conception culturelle.

La dernière acception, celle de la culture cultivée, est sans ambiguïté possible tout entière du côté du culturel. Dans une société primitive, il n'y a aucun sens à dire de quelqu'un qu'il n'est pas cultivé. Cela est encore largement vrai dans les sociétés traditionnelles. Quel que soit son statut, tout membre de la communauté est intégré aux systèmes symboliques qui donnent sens à l'expérience du groupe, à travers ses pratiques diverses (alimentaires, religieuses, ludiques). Sa connaissance des mythes et des rites, des danses et des musiques, des arts et des savoir-faire, est le résultat et la marque de son appartenance et de son initiation. Cette dernière, en particulier, n'est pas une éducation facultative. Dans une telle société, on est *culturé* et non cultivé. L'oralité et la relative simplicité des techniques réduisent la distance entre producteurs et consommateurs des créations culturelles. Aux antipodes de la société du spectacle, la production du social est l'affaire de tous, la participation de chacun y est

requis, même si elle ne l'est pas de la même façon pour tous les membres.

Dans la société moderne, où la pratique matérielle a vu son sens se dégrader et se réduire à une pure fonction, la culture *culturelle* est faite d'un patrimoine de connaissances et des œuvres qui lui sont liées; elle englobe les arts et les sciences, le savoir technique et les émotions esthétiques. Il ne s'agit plus tant d'un système symbolique qui donne sens à l'existence que d'un code sélectif de signes de *distinction*. Cette culture-là est susceptible d'appropriation privative. Elle devient une valeur interne à la civilisation. Si elle est encore très consistante et très partagée, elle continue à fournir un sens à la vie et à la mort. Cela est patent dans le cas du Japon; alors, elle accroît incontestablement l'efficacité par rapport à des sociétés vieillies et usées. On travaille plus efficacement dans un monde encore enchanté. Si les objectifs du monde désenchanté y trouvent leur place, on peut escompter de belles performances. Dans la société moderne, de façon générale, on est plus ou moins cultivé, et de larges parties de la population ignorent la plus grande masse des productions « culturelles » de leur propre civilisation. Elles sont largement *incultes*. En déculurant les populations du tiers-monde, l'occidentalisation les transforme ainsi en masses incultes. Cette culture-là est une mise en scène pour consommateurs passifs étrangers à leur propre culture.

Avec la définition et la conception *culturelle*, les choses vont en principe autrement. Si la culture est non pas un luxe ou une simple jouissance esthétique, mais l'ensemble des solutions trouvées par l'homme aux problèmes qui lui sont posés par son environnement, la production, la répartition et la consommation des richesses, sinon l'économie, font bien partie de la culture. Puisque chaque groupe humain donne une réponse qui lui est propre au défi de l'existence, il y a en théorie autant de façons de résoudre les problèmes de ce que dans la vision occidentale nous appelons

sous-développement qu'il y a de cultures. La culture n'est pas en ce cas une *dimension* du développement, c'est le développement au contraire qui serait une dimension de la seule « culture occidentale ». Cela pose deux nouveaux problèmes: celui de l'unité culturelle pertinente et celui de la nature de la culture occidentale. La diversité des cultures, la légitimité de cette diversité peuvent être remises en cause de façon indirecte, suivant la réponse apportée à ces questions.

Si la culture est réponse au problème de l'être, elle comprend une infinité de volets comme l'être lui-même; les niveaux de réponse peuvent être innombrables. Et les croisements des champs et des niveaux peuvent amener un nombre illimité de combinaisons. Il y a la culture religieuse, la culture esthétique, la culture alimentaire, vestimentaire, etc., le point de savoir si l'on peut parler de culture technique et de culture économique étant provisoirement réservé. Il y a la culture locale, régionale, nationale... Il y a une aire culturelle chrétienne, une aire culturelle islamique, une aire culturelle bouddhique... Mais il y a aussi une culture bretonne, basque, et même des traits culturels spécifiques à chaque village.

Si l'expérience du langage est un *trait culturel fort* qui permet de délimiter des aires culturelles, celle du travail, du mode de vie, est non moins importante: on parle alors de culture ou de sous-culture ouvrière, de culture paysanne ou rurale...

Cette infinie diversité permet à nouveau une *folklorisation* de la culture; s'il n'y a pas de « référent » fort et évident de *l'identité culturelle*, l'unité du genre humain retrouve ses droits à travers des expériences universelles susceptibles d'évolution mais non de véritables variantes: celles de la science, de la technique et de l'économie, voire du politique. Celles-ci seraient les réponses modernes et fonctionnelles aux « besoins » naturels et éternels de l'homme. Or, il n'est certes pas vraiment légitime de désigner comme porteur exclusif de la « culture »: « le peuple » ou « la

nation ». On sait tout l'arbitraire et tout l'artifice des découpages qui les font et les ont fait surgir, y compris dans les vieux pays d'Europe. Considérer la *culture nationale* comme le pilier de l'identité culturelle et traiter le reste (région, classe, caste, etc.) comme lieux de sous-culture est parfaitement illégitime. La réponse au problème de l'existence sociale se fait autant par le milieu familial, local, régional, le langage, la religion, que par l'appartenance nationale. Non seulement celle-ci est mystificatrice, mais avec la transnationalisation de l'économie, elle devient de plus en plus illusoire.

L'identité culturelle est une aspiration légitime, mais coupée de la nécessaire prise de conscience de la situation historique, elle est dangereuse. Le thème a souvent été monopolisé par des mouvements extrémistes, et peut facilement déboucher sur des dérives totalitaires. Ce n'est pas un concept instrumentalisable. D'abord, lorsqu'une collectivité commence à prendre conscience de son identité culturelle, il y a fort à parier que celle-ci est déjà irrémédiablement compromise. L'identité culturelle existe *en soi* dans les groupes vivants. Quand elle devient *pour soi*, elle est déjà le signe d'un repli face à une menace; elle risque de s'orienter vers l'enfermement, voire l'imposture. Produit de l'histoire, largement inconsciente, elle est dans une communauté vivante toujours ouverte et plurielle. Au contraire, instrumentalisée, elle se renferme, devient exclusive, monolithique, intolérante, totalisante, en danger de devenir totalitaire. La purification ethnique n'est pas loin...

Toutes les définitions possibles de la civilisation poseraient le même problème que celles rencontrées avec la culture.

Fernand Braudel définit la civilisation comme la « façon de naître, de vivre, d'aimer, de se marier, de penser, de croire, de rire, de se nourrir, de se vêtir, de bâtir ses maisons et de grouper ses champs, de se comporter les uns vis-à-vis des autres ».

Fernand Braudel, *Identité de la France*, op. cit., tome 1, p. 73.

Et pourtant, l'usage a donné aux deux termes des connotations différentes qui vont jusqu'à les opposer. Ainsi, les « cultures » locales présentent de nombreux traits comparables aux « survivances » que les ethnologues répertorient dans le tiers-monde ; les coutumes, les parlers, les fêtes, les croyances, les rites, les techniques, tout ce musée des arts et des traditions populaires est comparable au musée de l'homme, et témoigne de l'époque antérieure à la civilisation, c'est-à-dire d'une vie rude et misérable où l'ignorance de la technique scientifique condamnait l'humanité à une survie agrémentée de quelques épices : la culture.

« La civilisation est urbaine (civile, civique, bourgeoise, civilisée), et il en va de même, naturellement de l'urbanité : de même que la politesse, politique, police viennent de polis : toujours la cité. »

Eugen Weber, *La Fin des terroirs, La modernisation de la France rurale 1870-1914*, Fayard, Paris, 1983, pp. 19-20.

Le projet de « civilisation », né hors des racines des *terroirs*, est celui de la modernité. Il est universaliste ; ses valeurs sont la science, la technique, le progrès. Il détruit les cultures et apporte le bien-être en désenclavant les terroirs et en substituant les lois du marché aux relations sociales traditionnelles. Ainsi, l'étréouissement du cadre de vie culturel vole en éclats tandis que la concurrence effrénée et la recherche de la performance entraînent une accumulation matérielle sans précédent, stimulée par le progrès de la science et des techniques. La culture, à l'opposé, est toujours alors une « agri-culture ». Les autres grandes civilisations de l'histoire sont plutôt des ensembles complexes de cultures juxtaposées, articulées, voire emboîtées au sein d'un empire. L'Occident est la seule civilisation anti-culture.

Une des contradictions du projet civilisationnel occidental consiste en ce que le compromis entre la socialité concrète et l'humanité abstraite de la modernité s'organise autour du programme

de l'État-nation. Cet État-nation est le lieu du patriotisme abstrait de l'homme de la Déclaration de 1789, donc un État de sans-culottes *citadins*, qui sont les enfants terribles de la civilisation, mais il ne sera *vraiment* défendu, jusqu'en 1914, que par des *pay-sans-citoyens*, qui sont les fils des cultures des terroirs.

« Quand la modernité aura réalisé la fin des paysans et la fin des terroirs, il n'y aura plus personne pour défendre la patrie. Ce sera ainsi la fin de l'ordre national-étatique ».

Weber, op. cit., p. 55.

Ce projet civilisateur a mûri en Occident, il s'est identifié largement à lui. À l'heure actuelle, la forme dominante de ce projet n'est autre que le « développement » ou la modernisation.

Chapitre 3

Le rouleau compresseur occidental.

L'adoption du jugement de *l'autre*, c'est-à-dire de l'Occident, entraîne pour le reste du monde l'adoption de l'action qu'il conçoit. La perte du regard et de la parole due à l'uniformisation planétaire ne va pas aussi sans celle des bras. Jugée internationalement sous-développée, et le devenant chaque jour davantage, la société du tiers-monde n'a d'autre ressource que d'inscrire son action dans le cadre d'une *stratégie de développement*. Conséquence nécessaire de l'*auto-colonisation*, le développement est donc bien la poursuite, le prolongement de la colonisation. Il s'agit de détruire activement ce qui ne l'était que passivement dans le choc de la rencontre des civilisations et des cultures, et de prolonger la perte de sens et d'identité par l'adoption toujours imparfaite, sinon impossible, des valeurs étrangères. L'expert international, hors culture, est ici l'agent par excellence de l'exécution du destin.

« Le développement économique d'un peuple sous-développé n'est pas compatible avec le maintien de ses coutumes et mœurs traditionnelles. La rupture avec celles-ci constitue une condition préalable au progrès économique. Ce qu'il faut, c'est une révolution de la totalité des institutions et des comportements sociaux, culturels et religieux et, par conséquent, de l'attitude psychologique, de la philosophie et du style de vie. Ce qui est requis s'apparente donc à une désorganisation sociale. Il faut susciter le malheur et le mécontentement, en ce sens qu'il faut développer les désirs au-delà de ce qui est disponible, à tout moment. On peut objecter la souffrance et la dislocation que ce processus entraînera ;

elles semblent constituer le prix qu'il faut payer pour le développement économique. »

J. L. Satie, *The Economic Journal*, vol. LXX, 1960.

Le déracinement analysé ci-dessus s'alimente entre autres par le jeu de trois processus importants : l'industrialisation, l'urbanisation, le *nationalitarisme*. Ceux-ci constituent les trois principaux volets du triptyque de la politique de développement.

L'ennui est que les conseillers ne sont pas les payeurs. Ils n'offrent pas d'assurance en cas d'échec. Ne va-t-on pas troquer la proie pour l'ombre ? Déstabiliser l'équilibre ancien pour ne provoquer que l'imaginaire du développement et ne réaliser que la *clochardisation* des populations *cibles* victimes du processus ?

1 - L'industrialisation et l'économicisation du monde.

L'industrialisation est la voie royale pour accéder aux délices du niveau de vie de l'Occident et aux mirages de sa puissance. Elle est universellement tentée quel qu'en soit le prix. Elle entraîne, bien sûr, une destruction des formes économiques antérieures (artisanat, communautés rurales). Or ces formes n'étaient pas des moyens neutres de produire les biens de consommation, elles participaient très profondément aux croyances et aux mythes fondateurs des sociétés. Elles organisaient donc le lien social et déterminaient les rapports avec la nature assurant une reproduction durable des sociétés concernées. Celles-ci avaient trouvé des modes de fonctionnement écologiquement et socialement viables.

Un *mimétisme technologique* plus ou moins poussé découle inévitablement de l'industrialisation. La *standardisation* des produits s'impose sous la pression du marché mondial. La discipline des gestes de travail est mise en œuvre, par la machine. Toute la vie se trouve bouleversée par la raison industrielle : les rythmes, les modes, les finalités.

Toute limitée, freinée, bloquée qu'elle soit, comme dans la plupart des pays d'Afrique noire, une industrialisation minimale se produit par « substitution d'habitudes de consommation ». On adopte au moins pour partie, les manières de se nourrir, de s'habiller, de se déplacer, bref de vivre, de *l'autre*. Les produits et les usages traditionnels s'en trouvent détruits de manière irréversible. La logique de l'usine s'impose dans toutes les sphères de la société : dans les ateliers traditionnels, mais aussi dans les bureaux et jusque dans la vie privée. Il n'y a pas d'échappatoire à ce *processus mimétique*. Certes, le *raccourci technologique*, c'est-à-dire l'acquisition d'usines clefs en main, de procédés dernier cri, ou l'industrialisation *rampante*, c'est-à-dire avec des petites entreprises reliées entre elles, selon le modèle de l'Italie centrale, sont des voies différentes dans leurs moyens et leurs résultats immédiats, mais l'objectif final reste identique.

La réalisation de grands projets fondés sur l'adoption massive de techniques de pointe aboutit à des échecs maintenant bien connus et reconnus. La *greffe* technologique, dit-on, échoue, et le complexe industriel inachevé rouille au milieu du paysage dévasté. Le cimetière des projets est très peuplé. Une étude réalisée en 1985 montrait que sur 343 « grands projets » dans le tiers-monde, 274 fonctionnaient mal et 79 pas du tout... Ainsi au Bénin, près de Ouidah, pour irriguer une palmeraie industrielle, on avait installé un système assez sophistiqué de goutte-à-goutte avec impulsion d'eau sous pression dans des tubes en PVC (chlorure de polyvinyle) par moteur électrique. En quelques heures, l'installation est devenue totalement hors d'usage, car les rats palmistes faisaient leur régal du PVC. En Mauritanie, les moteurs allemands qui équipaient les pompes des puits de grande profondeur n'ont fonctionné que quelques jours. Ils étaient sensibles aux effets abrasifs du vent de sable. À Kossou en Côte d'Ivoire, le grand barrage dont le lac de retenue d'eau devait être trois fois grand comme le lac Léman, déconseillé par les experts italiens,

fait par les Français, reste désespérément à sec, turbines stoppées. On pourrait multiplier les exemples à l'infini. Au Cameroun, une usine de fabrication de papier commandée clefs en main et fort coûteuse, dans les années quatre-vingt, n'a jamais fonctionné. Des laiteries surdimensionnées sont en cours d'installation. Au Gabon, une usine de pâte à papier, la Sogacel, a coûté des milliards, sans avoir été réalisée. Au Gabon toujours, une cité de l'information a été construite dont le matériel très sophistiqué, vendu par Thompson-CSF, rouille dans les cartons. Au Zaïre, une autre cité de l'information, encore fournie par Thompson, « La voix du Zaïre », a coûté 450 millions de Francs français. L'installation comprenant 17 centres de télévision, 13 stations terriennes, liaisons satellite, retransmission immédiate des images du monde entier sur tout le pays, est à la fois gigantesque et trop sophistiquée pour le contexte local. L'utilisation a été très partielle, les pannes très fréquentes, le fonctionnement très coûteux. Citons encore dans le palmarès des contre-performances, le complexe d'engrais phosphatés d'Annaba surdimensionné et inadapté, nécessitant l'intervention de 27 corps de métier pour sa maintenance, les barrages d'Inga au Zaïre, sources inégalées de corruption et de gaspillage, l'aciérie nigériane ultramoderne, implantée dans une zone difficile d'accès, composée d'unités non articulées entre elles et fonctionnant à 30 % de sa capacité de production, l'usine chimique de Safi, au Maroc, construite par les Japonais, et qui n'a jamais produit l'acide attendu pour traiter le phosphate, les raffineries pétrolières du Togo et du Gabon qui ont dû être temporairement ou définitivement arrêtées. La plupart de ces « cathédrales du désert » qui tournent encore en Afrique, et au mieux à 50 % de leur capacité de production, ne fonctionnent qu'à grands renforts d'experts étrangers et de subventions. Il en est ainsi des complexes sucriers ivoiriens dont le sucre, destiné originellement à l'exportation revient au consommateur local trois à quatre fois le prix du cours mondial. Alors que la société

moderne vit aux dépens de ses industries, les entreprises du tiers-monde survivent aux dépens de la société.

« L'Afrique est un cimetière d'éléphants blancs. (...) À l'inverse des pachydermes ordinaires, il n'est pas, hélas, en voie de disparition. Il s'agit d'une construction somptuaire, inutile, coûteuse, qui a en propre la faculté d'alourdir la dette des pays africains, de ne pas fonctionner, de se changer en ruine, en rouille ou en fantôme au bout de quelques années. Barrages, cimenteries, hôtels du désert, sucreries, centrales électriques, le troupeau des éléphants blancs piétine l'Afrique, creuse les finances publiques, enrichit les firmes occidentales avec la complaisance des organisations internationales, sinon leurs encouragements. »

Éric Fottorino, Christophe Guillemin, Erik Orsenna, *Besoin d'Afrique*, Fayard, 1992, pp. 32-33.

Les causes immédiates de ces échecs sont désormais bien identifiées et généralement admises. La société technicienne n'est pas une vraie machine qu'on achète clés en main. Les hommes, leurs croyances, leurs traditions, leurs compétences sont des rouages indispensables au bon fonctionnement de la mécanique et ils ne sont pas livrés avec elle en prêt-à-porter.

Le raccourci technologique est un leurre car la technique n'est pas seulement la machine à laquelle elle a donné naissance, mais l'ensemble des relations des hommes, des outils et de l'environnement à l'occasion du procès de production et de consommation. Tout doit aller de concert. Toute faille dans le circuit conduit à des échecs. Ceux-ci sont donc innombrables, et leurs causes infiniment diverses.

L'industrialisation *rampante*, plus modeste dans sa démarche, fondée sur la vitalité de l'artisanat traditionnel ou de l'activité informelle, utilisant des techniques plus appropriées, s'efforce de combler l'écart entre la situation de départ et l'objectif final. Elle y réussit parfois, comme dans le cas des nouveaux pays industriels, mais cette normalisation d'un processus non mimétique est le lieu

de nombreux paradoxes. Le but à atteindre est de rejoindre la voie *normale* du développement par un embrayage technologique endogène, c'est-à-dire une remontée de la filière et une complexification progressive du tissu industriel. Alors, on aboutirait à une *industrialisation de plein exercice* qui réaliserait le développement, c'est-à-dire le beau, le bon, le bien de la modernité. Ce processus diffus et spontané, véritable réussite réactionnelle du développement mimétique raté, deviendrait ainsi, *après coup*, une autre stratégie de... développement.

Le passage de « l'ethno-industrialisation » (certains aiment à désigner ainsi le secteur informel), de nature défensive, à une économie agressive compétitive sur le plan international est particulièrement difficile à réaliser. L'entrée dans la technopole transnationale, qui se met en place en articulant tiers-monde *off shore* et économies locales du Nord et du Sud, est de plus en plus difficile. Surtout, la normalisation de la dynamique informelle tend à détruire le lien social sur lequel elle repose. Elle introduit, en effet, les ferments les plus destructeurs d'une modernité peut-être dépassée. Par cela même, cette normalisation ronge la souche sociale de la créativité endogène.

Ainsi, même si elle connaît une certaine réussite, cette industrialisation-là est guettée aussi par le mimétisme et n'évite pas toute déculturation. L'impossibilité de l'occidentalisation n'est pas, vue sous cet angle, une malédiction découlant de la nature des choses, elle est purement historique et peut s'expliquer par des raisons très concrètes.

La situation quasi-insoluble dans laquelle se trouve l'expert en développement le plus honnête illustre bien le problème qui tient à la différence de la place de la techno-économie dans les sociétés non occidentales et dans la modernité. Confronté à des sociétés qui utilisent ce que nous appelons des « techniques traditionnelles » et qui sont plongées dans la modernité, il est pris dans un dilemme sans issue. S'il se fait ethno-technicien, il échoue

comme développeur, mais symétriquement, s'il se fait modernisateur aveugle, il échoue encore en violant le milieu et en provoquant sa résistance et son sabotage conscient ou inconscient. *La greffe technologique* ne prend pas car la plante est d'une autre espèce. Il n'y a pas d'unité transhistorique et universelle de la technique. Parler de technique dans les sociétés non occidentales est à la limite de l'ethnocentrisme ou de *l'occidentocentrisme*. Pour dire les choses de façon caricaturale et schématique, dans les sociétés pré-occidentales, précapitalistes, pré-industrielles, bref pré-modernes (tout cela est à peu près équivalent), la technique est totalement (ou presque totalement) enchâssé dans le social. L'anthropologue rencontre la culture comme totalité, et presque pas la technique ni l'économique comme tels. Cela ne veut évidemment pas dire, qu'il n'y a pas d'outils, ni de pratiques instrumentales dans les sociétés anciennes, comme il y a des pratiques de production/consommation (les gens se nourrissent...), mais ces pratiques ne sont pas autonomisées; elles ne constituent pas une sphère à part, valorisée comme telle. Dans la société moderne, à l'inverse, on ne rencontre que du technique et de l'économique, et presque pas ou presque plus de culture.

Comment faire le choix des techniques dans ces conditions? Doit-on partir de la raison culturelle ou de la rationalité économique? Peut-on concilier les deux? Même le choix de technologies « appropriées » ou intermédiaires (entre les techniques *autochtones* et la technique de pointe) n'est pas vraiment satisfaisant. Il permet rarement de répondre aux contraintes de la mondialisation et aux défis de la compétitivité transnationale. Il ne prend pas pleinement en compte non plus les valeurs non techniques de la culture locale.

On ne peut toutefois assimiler totalement industrialisation et occidentalisation. L'industrialisation n'est pas à l'origine du processus de déstructuration de toutes les sociétés du tiers-monde. L'industrialisation, en effet, ne serait pas concevable sans une

occidentalisation préalable. La religion du développement suppose une conversion des esprits qui s'est faite par la force brute (la colonisation dans certains cas), par la force symbolique (la fascination dans le cas de la Turquie d'Ataturk), par les deux (cas de l'Égypte).

Toutefois, l'industrialisation, fille de l'occidentalisation, voit son destin lié très largement à celui de sa mère. L'échec de l'industrialisation entraîne l'échec de l'occidentalisation, puisque la participation concrète à la « culture occidentale » suppose un droit d'entrée de 10 000 dollars de revenu annuel moyen par tête. L'échec de l'occidentalisation, à son tour, implique celui de l'industrialisation, du moins sous sa forme autodynamique intégrale avec un système technicien complet. Cet échec n'est pas absolument nécessaire pour chaque pays du tiers-monde, pris individuellement, mais il est difficilement évitable pour l'ensemble.

La signification de la réussite des deux processus serait l'implantation d'une dynamique de la maîtrise du monde, c'est-à-dire l'insertion victorieuse dans une course à la domination. Est-il vraiment possible de concevoir une épreuve sportive dont tous sortiraient vainqueurs ?

Enfin, il n'est plus permis de passer sous silence le prix énorme de cette industrialisation sur le plan écologique. On a souvent souligné de mille manières l'impossibilité de généraliser le *modèle* occidental à toute la planète. Si les Indiens se mettaient à consommer autant de papier que les Américains, toutes leurs forêts seraient détruites en six ans. Si les Chinois roulaient tous en voiture, l'effet de serre serait accéléré, etc. Destruction massive des forêts, épuisement des ressources minérales et énergétiques naturelles, érosion de la biodiversité, pillage des fonds marins, dégradation des sols, désertification accélérée, empoisonnement des nappes phréatiques, accroissement sensible des pollutions globales sont les sous-produits les plus courants (il y en a hélas ! bien d'autres) de ce processus. La perte du patrimoine naturel, dans la mesure où on peut l'évaluer,

est souvent supérieure au gain de la croissance économique à court terme. Pour les générations futures, elle est largement irréparable.

2 - *L'urbanisation et La destruction des paysanneries.*

Bagdad, Le Caire, Kyoto, Han k'ou étaient des cités énormes quand Londres et Paris n'étaient encore que des bourgades, et New York une forêt vierge. Si la ville est un phénomène ancien, et pas spécifiquement occidental, l'urbanisation est une évolution récente mais aussi irrésistible que l'industrialisation. Celle-ci, d'ailleurs, la suscite, tandis que, loin de le freiner, la crise économique aggrave le mouvement. La croissance démographique, l'organisation politique, les stratégies économiques, les catastrophes naturelles, le système éducatif, les télécommunications et les mirages des vitrines de l'Occident, tout concourt à accélérer le processus. Quand la richesse naturelle le permet (mines ou pétrole), les villes se développent et vivent en parasites de l'exploitation de cette richesse. Quand la richesse est absente et que l'administration constitue la principale industrie du pays, l'urbanisation se développe encore. La bureaucratie coloniale avait fondé des villes de commandement, l'indépendance politique accentue le processus de bureaucratisation. Le nombre de fonctionnaires au Sénégal quelques années après l'indépendance était dix fois le nombre des anciens administrateurs de l'AOF (Afrique occidentale française) tout entière ! Les plans d'ajustement structurel ont réduit drastiquement une fonction publique pléthorique, mais les salariés *déflatés*, *compressés* ou *conjuncturés* ne sont pas massivement retournés dans leurs villages. Les capitales restent le lieu des aubaines et du partage des maigres ressources liées à l'extraversion.

Cette évolution est récente. Alors qu'en 1950, il n'y avait que 83 villes de plus d'un million d'habitants, dont 49 se situaient dans les pays industrialisés, il y en a désormais plus de trois cent,

dont la majorité au Sud. 11 des 15 villes les plus peuplées sont situées dans les pays pauvres. Sur les trente-trois « mégacités » de plus de 20 millions d'habitants annoncées par L'ONU, pour 2015, 27 seront situées dans les pays les moins développés. Bombay, Lagos, Shanghai, Djakarta, Sao Paulo, et Karachi viendront en tête. Pour le meilleur et pour le pire, dans les décennies qui viennent, la moitié du tiers-monde vivra sinon en ville, du moins en bidonville. L'essentiel de la population mondiale se concentrera dans d'immenses banlieues plus ou moins sauvages. Le processus est le fruit de la crise de la société post-coloniale et de la perte d'identité culturelle. Mais à son tour, il aggrave de manière évidente le *déracinement* et provoque une rupture avec la souche culturelle rurale. L'organisation urbaine, très largement calquée sur un modèle transnational, détruit le rapport ancien à l'espace. Les HLM (habitations à loyer modéré) algériennes ne sont pas conçues pour la famille coutumière, avec sa dimension élargie et ses pratiques, mais pour des couples vivant à l'européenne.

« Cet habitat doit contribuer à casser les solidarités traditionnelles qui unissent encore, par les familles élargies, les individus à l'ensemble de la population. En lançant ses premiers immeubles collectifs à Dakar, la Société immobilière du Cap-Vert – constructeur public sénégalais dont le financement était assuré par la Caisse centrale de coopération économique française – avançait l'argument publicitaire suivant : "Avec des appartements à l'européenne, vous pourrez refuser de recevoir à demeure les parents qui débarquent." »

Gustave Massiah et Jean-François Tribillon, *Villes en développement*, coll. Cahiers libres, La Découverte, Paris, 1988, p. 52.

La forme très particulière que prend l'urbanisation contemporaine accroît encore la *déculturation*. Les pauvres sont condamnés soit à vivre dans certains quartiers surpeuplés des centres métropolitains, soit à s'exiler dans de lointaines banlieues. La banlieue est le degré zéro de l'habitat citadin ; quant au bidonville, il se situe carrément en négatif. Le logement suburbain se réduit à une

pure fonction. Il n'y a dans le paysage ni centre, ni repères, ni signes pour marquer l'identité et éduquer l'âme à la beauté ou au plaisir. Espaces froids, voire espaces-poubelles, les couronnes urbaines se mesurent en temps de transport, en obstacle et séparation des lieux symboliques du cœur de la *polis*. L'enfant des zones, sauf exceptions heureuses, ne connaît du territoire civilisé que les paysages les plus dénaturés où la laideur le dispute au rebut, l'insécurité à l'insanité. Le jeune Grec, selon Platon et Aristote, apprenait à devenir citoyen en *lisant* les murs et les monuments de la cité. À quelle citoyenneté peuvent éduquer les murs et les monuments des banlieues ? Certes, ils incitent à une intégration planétaire, en buvant du *coke*, en portant des *jeans* ou en utilisant des lessives, mais aussi à se réfugier dans la drogue et la violence...

Les bidonvilles transposent le déracinement et la déréliction des banlieues des villes industrielles d'Occident à une échelle supérieure. Ne disposant ni de voirie, ni d'eau courante, ni d'électricité (au moins officiellement), ces caricatures de ville n'ont pas d'existence légale. Excroissances monstrueuses et parasitaires, ces zones seraient des lieux de totale déréliction sans la vitalité de leurs occupants.

L'industrialisation et l'urbanisation se sont produites aussi, et d'abord, dans les pays *occidentaux* avec des effets identiques. Pourtant, les paysans des zones « arriérées » d'Europe, qui ont quitté la misère du milieu étroit traditionnel des campagnes pour émigrer vers les grandes villes ou les États-Unis, n'ont pas eu un immense regret pour la perte de leur « identité » culturelle. Avec de meilleurs revenus, ils se sont acheté un passeport de citoyen du monde. Pour la plupart, les *mirages* de la ville ou de l'Amérique ont été (au moins à la génération suivante) de véritables *miracles*. La modernité a même fini par pénétrer les campagnes elles-mêmes, désormais presque vides, et par y introduire les normes du confort moderne anonymes, uniformes et aseptisées.

L'accès à la modernité a été la fin des *cultures* locales et le triomphe de la civilisation universelle.

Parfois, les cultures ancestrales ont été spontanément abandonnées, parfois, il a fallu que la concurrence économique ou l'État centralisateur et civilisateur les détruisent de haute lutte.

Les victimes de cette modernisation volontaire ou forcée ont été, somme toute, assez peu nombreuses dans les pays développés, et n'ont pu faire entendre leur voix, en tout cas. Si bien que l'idée s'est imposée, sur la base d'un vécu massif, en particulier au cours de la période des trente glorieuses (1945-1975), que le développement était un substitut très positif de la culture. L'identité culturelle est remplacée par le PNB par tête et l'accès massif à la consommation.

Les rituels du gadget jetable remplacent le folklore. La culture est ainsi devenue pour beaucoup synonyme de retard, d'arriération. La conception du développement qui s'est répandue et imposée dans le tiers-monde a été celle d'une nécessaire substitution à la culture traditionnelle, de l'industrialisation. Celle-ci était censée avoir les mêmes effets « civilisateurs » que dans les pays anciennement développés, c'est-à-dire engendrer un usage de la marchandise qui remplisse la vie et gave les citoyens d'un bien-être euphorisant. Cependant, très vite, il est apparu que si l'industrialisation mimétique avait bien des effets destructeurs attendus sur les cultures traditionnelles, elle n'apportait pas, *ipso facto*, une réponse complète aux problèmes de l'existence sociale. Les technocrates du tiers-monde ont d'abord pensé que ce vide serait comblé avec le temps et que ces souffrances n'étaient que transitoires. Toutefois, le temps passant, le vide s'est accru. Le développement artificiel et l'économie non compétitive se sont révélés impuissants à satisfaire les aspirations des citoyens, à canaliser les énergies et les désirs, et à tenir lieu de culture. On a alors songé à utiliser les restes, les survivances de la culture antérieure et à faire coexister projet industrialiste et modernisateur avec l'identité cul-

turelle; cela a donné lieu à de nombreuses expériences d'authenticité, de négritude, d'arabité, d'islamisation... Bref, on a assisté là au triomphe imaginaire des nombreuses formes de développement à dimension culturelle. Lorsque, en pratique, le projet industriel n'a pas réduit la dimension culturelle à des formules purement incantatoires et vides de sens, la coexistence conflictuelle des deux composants du mélange a pu dégénérer en explosion comme dans le cas du génocide khmer. Plus généralement, cela a fait, en fin de compte, le jeu des intégrismes de toute nature.

3 - *Le nationalitarisme et le mimétisme politique.*

L'ordre national-étatique, c'est-à-dire la forme de l'État moderne liée à la nation, s'est imposé à l'échelle mondiale comme forme exclusive du politique. La personnalité juridique dans la communauté internationale n'étant reconnue qu'aux États de type moderne, seuls les peuples qui se sont dotés des signes de l'ordre étatique peuvent faire partie de la *société des nations*, dont l'ONU constitue la forme institutionnalisée. Tout groupe ou groupement humain accidentel ou rassemblé par une identité profonde, tente d'obtenir ce statut... La décolonisation a vu surgir une pléthore d'États nouveaux dont les frontières résultent des découpages plus qu'arbitraires du partage colonial. Ces États, souvent artificiels, du tiers-monde tentent d'imposer à leurs *néo-citoyens* une identité nationale abstraite et vide. Ce faisant, ils luttent avec un acharnement digne d'une meilleure cause contre les identités culturelles récurrentes des ethnies concrètes.

L'une des plus belles réussites de l'occidentalisation, en effet, a été la diffusion des *instruments de pouvoir*.

« Les techniques du pouvoir, c'est-à-dire les techniques d'abrutissement collectif – il y a un haut-parleur dans tous les villages qui diffuse le discours du chef, il y a une télévision qui donne les mêmes

nouvelles, etc. Ces techniques se diffusent avec la vitesse du feu dans la prairie, et ont envahi toute la terre; tout de suite cela s'est répandu partout. N'importe quel caporal dans n'importe quel pays du tiers-monde sait manier les Jeeps, les mitraillettes, les hommes, la télévision, les discours et les mots « socialisme », « démocratie » et « révolution ». Cela, nous le leur avons donné, appris de façon très généreuse. Ce qui est relativement peu diffusé, c'est précisément l'autre composante de notre société, c'est-à-dire les valeurs émancipatrices, démocratiques, de libre recherche, de libre examen, etc. » Cornelius Castoriadis, *De l'utilité de la connaissance*, op. cit., p. 108.

Si la civilisation se réduit à la police et à l'armée, l'universalité est d'ores et déjà réalisée... Les guerres dans le tiers-monde de ces quarante dernières années ont fait plus de morts que la Seconde Guerre mondiale.

Le sociologue égyptien A. Abel-Malek a qualifié de *nationalitaire* la forme artificielle de l'État du tiers-monde. Au lieu d'être le fruit de la maturation d'une nation historique, celui-ci, en effet, se donne pour tâche de créer une identité nationale. Il tente de fonder sa légitimité sur le plan économique, par une fuite en avant dans le développement industriel. Même les vieilles civilisations comme l'Égypte, l'Iran, le Maroc, la Turquie ou la Chine, importent l'État moderne et sont atteintes, de ce fait, par le *nationalitarisme*.

Redoutablement efficace pour susciter des luttes fratricides à l'occasion d'un match de football ou pour se disputer quelques pouces de désert, le *nationalitarisme* échoue à donner un sens à un projet collectif autonome. Hors de l'Occident, l'État reste à côté de la société. Il s'efforce de la détruire ou de la corrompre, il échoue à s'y fondre. Le *désenchantement national* transforme les sociétés du tiers-monde en sociétés du vide¹.

1. Helé Beji, *Désenchantement national. Essai sur la décolonisation*, Maspero, Paris, 1982.

Dépossédés de leur socialité authentique, et donc de la connaissance de leur réalité, les peuples du tiers-monde ne se reconnaissent pas dans les nouveaux rapports politiques, juridiques, administratifs issus des indépendances. Les gouvernements sont voués à un mimétisme qui frise la caricature et le grotesque. Quand ils s'y livrent d'eux-mêmes, la méconnaissance de l'original donne lieu à des quiproquos plaisants ou sinistres, qu'une partie de l'élite cultivée et les Européens tournent en ridicule. Pour éviter ces *erreurs*, on fait appel, à grands frais, à des experts occidentaux qui, même avec la meilleure bonne volonté du monde, font ce qu'ils savent faire et qu'ils ont toujours fait par la force des choses, sans pouvoir ni savoir prendre en compte la différence du contexte, si tant est qu'ils en aient pris conscience.

Ainsi, l'Afrique de l'Ouest subsaharienne s'est dotée du plus bel ensemble d'institutions françaises concevables : constitutions, codes civils, règlements d'urbanisme, système de crédit, organisations pédagogiques, etc. Bujumbura a été dotée d'un schéma français d'aménagement et d'urbanisme, alors qu'il n'y a ni préfet, ni ingénieur de l'équipement, ni urbaniste. La Côte d'Ivoire a recopié, dans les années soixante, le décret français du 31 décembre 1958 sur les plans d'urbanisme avec toutes les servitudes issues de l'histoire de l'urbanisation française. On pourrait ainsi multiplier les exemples jusque dans les plus petits détails. Bien sûr, tout cela est tout aussi inadapté et absurde que les chasse-neige soviétiques importés suite à une erreur de traduction, brocardés par les experts français eux-mêmes orfèvres en mimétisme et qui dans les années soixante rouillaient sur le port de Conakry.

Sans doute la forme nationale-étatique n'est pas un trait essentiel de la machine occidentale. En tant que mécanisme atemporel et aspatial, l'Occident n'a pas de lien fondamental avec l'organisation étatique sous la forme nationale. Il préexiste, nous l'avons vu, sous la forme sociale complexe d'une chrétienté faite

d'un enchevêtrement indescriptible d'allégeances et d'identités. Il s'organise peut-être en technopole transnationale en laissant une grande béance du côté des structures politiques.

Toutefois, la forme nationale-étatique a été pour l'Europe le *compromis* social de la modernité. Incapable de régir le monde en tant que tel et de le dominer dans l'inorganisation, l'Occident s'est épanoui sous la forme d'une matrice du lien social tout à la fois abstraite et réaliste. Réaliste, l'espace national l'est doublement, sur le plan économique comme sur le plan politique. Sur le plan économique, il représente un stade historique intermédiaire et transitoire entre le local et le mondial dans l'expansion planétaire du marché : l'économie nationale. Sur le plan politique, le contrat social et les droits de l'Homme concernent l'homme en général, le citoyen du monde, mais l'Europe concrète s'est trouvée une identité spécifique dans l'appropriation particulière de ce projet universel : d'où une prolifération d'États organisés à peu près sur le même modèle. L'abstraction de ce type de socialité se manifeste par la montée de la bureaucratisation, avec la multiplication des agents et des fonctionnaires. La bureaucratie prétend à l'administration et à la gestion rationnelle des hommes et des choses. Elle est le pendant de la technocratisation dans l'économie, et finit par osmose et symbiose par fusionner avec elle. En s'exportant, elle participe au déracinement des sociétés traditionnelles.

« L'État-patron définit les symboles dont l'État-client doit se parer pour rester son obligé : toute l'expression verbale, musicale, vestimentaire, tout ce qui concourt à la mise en scène du pouvoir s'élabore au centre pour encadrer la vie socio-politique des États-clients. (...) C'est très précisément dans cette asymétrie que se situent les éléments décisifs qui font du rapport de clientèle un rapport de dépendance. (...) Ainsi la relation de clientèle se trouve-t-elle construite principalement à l'initiative des clients, et conçue comme le compromis le plus favorable face à une série d'exigences contradictoires : gérer une rationalité étatique d'inspiration occidentale dans un contexte socio-politique relevant d'une autre culture. »

Bertrand Badie, *L'État importé, L'occidentalisation de l'ordre politique*, Fayard, 1992, pp. 39-42.

Lorsque la réussite n'est pas au rendez-vous, ces trois processus, industrialisation, urbanisation, nationalitarisme, contribuent à une monstrueuse *clochardisation* du tiers-monde, véritable phénomène de « décivilisation ». Les valeurs et les raisons de vivre des populations sont niées. Les rapports des hommes au monde et les rapports des individus entre eux (en particulier entre les sexes) sont bouleversés, ils deviennent de plus en plus abstraits, sans substance, mécaniques et fonctionnels. La promesse de l'Occident, celle de la richesse et de la fraternité, devient concrètement l'indigence, le déracinement, la déréliction, non à titre transitoire, mais de façon toujours plus définitive.

4 - La modernisation inaccessible : occidentalisation, modernisation et développement

L'intériorisation du regard de *l'autre* engendre dans les sociétés non occidentales la nécessité d'une stratégie de développement. Il s'agit d'une certaine façon d'une occidentalisation planifiée ou programmée qui vient relayer les processus spontanés ou exportés. Cette entreprise volontaire a commencé bien avant que le mot même de développement soit à la mode. Elle remonte aux premiers jours de l'idéologie du progrès et des Lumières. Elle s'appelle aussi *modernisation*.

On sait que la modernité est un projet global qui fait à l'économie une large place, tandis que le développement n'est pas seulement une politique économique mais une réforme de toute la société. Le progrès est au cœur de tous ces projets synonymes. L'objectif est purement mimétique. Il n'est donc jamais atteint. Les pays développés sont eux-mêmes touchés par l'obsession de la modernisation. Par un effet de *feed-back* ou de choc en retour,

la course au développement des pays du tiers-monde renforce la poursuite compulsive d'un impossible rattrapage.

Dès que l'Occident a posé le *Progrès* comme pierre angulaire de la modernité, tous les pays victimes de sa présence, et d'abord ceux du voisinage proche, se sont trouvés atteints par un mal incurable : le syndrome du *retard*. Il en est ainsi de la patrie par excellence du retard, la Russie. Depuis Pierre le Grand, sinon Ivan IV le Terrible, l'élite russe est obsédée par sa différence avec l'Occident occidental et s'efforce de l'annuler par *tous* les moyens. En Nouvelle Guinée, s'est développée une forme de religion que les anthropologues ont baptisé le *cargo-cult*. Frappés par le spectacle des avions de transport américains débarquant leurs chargements sur les aéroports construits sur les hauts plateaux durant la seconde guerre mondiale, les Papous ont pensé qu'il s'agissait d'envois faits par leurs ancêtres et détournés par les Blancs. Construire des imitations touchantes de pistes d'atterrissage et de tours de contrôle dans des clairières de forêt, et prier seront les moyens de récupérer à leur profit ces gros oiseaux porteurs de richesses. La Russie, comme tous les pays voulant se moderniser, n'a pas fait autrement. L'imitation porte d'abord sur les signes extérieurs de la modernité. Coupons nos barbes et raccourcissons nos habits, dit Pierre le Grand, et nous serons puissants et riches comme les Européens. Sans cela nous sommes condamnés à périr. Construisons des tracteurs, dira Staline, et nous rattraperons les Anglais et les Américains, sinon nous serons battus. Et nous ne le voulons pas. Aussi, quiconque ne se pliera pas à l'oukase sera puni de mort.

Qu'est-ce que le projet de Khrouchtchev, celui de Gorbatchev, sinon la poursuite du programme de la mise en modernité de l'Union soviétique? Boris Eltsine pense y réussir avec l'économie de marché.

Le déracinement a été ici planifié, la déculturation programmée tout au long des plans quinquennaux. L'Occident n'a pas colonisé, ni pillé, ni détruit les croyances, les coutumes, les mœurs, les

œuvres. Qu'importe! Les Soviétiques ont été leurs propres *conquistadores*. Les églises et les couvents ont été rasés, les villages ont été brûlés, les populations déportées, les paysans, c'est-à-dire le peuple, exterminés et remplacés par des hommes nouveaux sans racine, sans lien avec le sol, le paysage, la nature, l'environnement. La fin des terroirs, que la III^e République a réalisé en France patiemment et en douceur, a été précipitée avec une brutalité sans précédent.

Cette violence stupide consterne l'Occident lui-même car il est fait sans discernement et sans distinction. Ceaucescu a détruit les anciennes rues et les plus vieilles églises de Bucarest et les a remplacé par des artères bétonnées et des blocs de logements monumentaux, et d'ailleurs mal construits, voués au délabrement prématuré. Les repères anciens souvent pleins de charmes et de beautés où se reconnaît un peuple ont été ainsi annihilés, noyés dans une laideur anonyme. Il se préparait à raser des dizaines de milliers de villages de Transylvanie, à la consternation même des pays *frères* impuissants, quand il a fini par succomber sous le poids de ses excès. Si la protestation contre les destructions de l'identité roumaine a été plutôt molle, peut-être est-ce tout simplement parce que ce projet d'agro-ville n'était qu'un cas extrême du fonctionnement normal de la mégamachine. La spéculation immobilière ne réalise-t-elle pas en douceur à Londres, à Bruxelles, et même à Paris, ce que la mégalomanie d'un despote a réalisé brutalement là-bas?

Contaminé par la proximité, l'Empire ottoman, à son tour, fut atteint par l'obsession du *retard*. Dès le XVIII^e siècle, les sultans progressistes ont entrepris la modernisation de la Turquie. Kemal Atatürk, avec la même énergie que Pierre le Grand a poursuivi une occidentalisation accélérée. Le programme de déculturation est radical. Tout y passe, l'écriture, la musique, les barbes, la coiffure, les vêtements¹.

1. Voir Cengiz Aktar, *L'Occidentalisation de la Turquie. Essai critique*, L'Harmattan, Paris, 1985.

Ce terrorisme grotesque exercé sur une population par ses élites mêmes est voué à une impasse tragique. Les psychologues de l'école de Palo Alto (Californie) ont montré que devant une double injonction contradictoire, l'individu confronté à cette situation insoluble se réfugie dans une forme de schizophrénie. Dans le cas de la modernisation des peuples du tiers-monde, on se trouve en face d'une situation analogue. La double contrainte (le fameux *double bind*) est constituée par le double impératif impossible: il faut se moderniser pour survivre, mais il faut se détruire pour se moderniser. Cette dénaturation exigée pour continuer à être entraîne une véritable schizophrénie collective.

Celle-ci se retrouve dans tous les tiers mondes. Plus particulièrement dans les sociétés qui ont lutté contre le pouvoir colonial pour défendre leur droit à l'existence. Les structures militaires qui ont encadré leur lutte servent désormais à détruire cette identité, au nom de la *bataille* pour la production.

Bien évidemment, seuls les non-Occidentaux assez sages pour avoir pu et avoir su rester eux-mêmes ont réussi à affronter victorieusement le défi de la modernisation. L'obstacle n'est pas détruit, mais il est provisoirement contourné. Une certaine endogénéisation du capitalisme, de l'économie de marché, de la logique d'entreprise, de la rationalité même se produit avec plus ou moins de succès comme le montrent les exemples du Japon, de la Corée du Sud et des autres « bébés tigres ».

Les pays d'Occident ne sont pas exempts à leur tour de l'obsession du retard. Dans une course où le but recule au fur et à mesure que l'on avance, nul n'est jamais parvenu au terme de l'effort. Comme les épreuves sont en outre nombreuses, personne n'est premier en tout. Le serait-il que la fragilité de sa victoire lui impose de consolider son avance. Déjà au XVIII^e siècle, la France est obsédée par son retard vis-à-vis de l'Angleterre. Celle-ci l'avait été au XVII^e par rapport aux Pays-Bas. L'Allemagne le sera au XIX^e, et l'ensemble du monde au XX^e. Le retard est partout présent

comme réalité ou comme menace. Chaque nation, chaque entreprise, chaque région, chaque commune, chaque individu doit se battre, mobiliser ses énergies, investir son épargne, calculer ses choix, soupeser les risques, bander ses efforts pour maintenir ses positions, creuser ses écarts, rattraper son retard ou plus simplement freiner son déclin. Il n'est pas question de viser la joie naïve et saine d'une victoire. Savourer, c'est s'arrêter; se reposer, c'est renoncer à la lutte et se condamner d'avance. Cette impitoyable nécessité ne débouche que sur la survie (et la jouissance furtive de la lutte pour les tempéraments agressifs).

La rivalité mimétique est la seule loi de la modernité-monde. L'angoisse vient de ce qu'il n'y a pas plus de modèle que de terme à la course. Que produire, qu'inventer, que consommer, que croire? La même chose que les autres mais plus et mieux, et moins cher. Le *leader* lui-même ne peut donc échapper au vertige qu'il entretient chez ses rivaux. Le consommateur n'est pas plus souverain pour choisir que consommer, que produire, qu'inventer, que le citoyen pour décider que croire. L'un et l'autre sont conditionnés pour être bien en peine de répondre et manipulés par les appareils qui sont sensés être à leur service. Jeux fascinants? Incontestablement, comme peuvent fasciner l'absurde, le néant et la mort. Toutefois, ce jeu morbide est aux antipodes de l'humanité fraternelle que l'Occident annonce dans son universalisme humaniste. La seule ludicité qu'il propose est loin de l'innocence joyeuse de l'âge d'or, c'est la jouissance perverse du sadomasochiste. La seule universalité qu'il propose est celle des cimetières. Quoi d'étonnant dans ces conditions si beaucoup lui ont trouvé un parfum de mort!

On a vu ce qui constitue la spécificité de l'Occident. On voit les conséquences de son fonctionnement en acte dans le processus de l'occidentalisation du monde et par quels moyens se réalise ce *déracinement* planétaire. Avant de voir les limites du processus,

il n'est peut-être pas inutile de souligner la spécificité du rapport interculturel engendré par l'occidentalisation par comparaison avec les formes antérieures de domination culturelle. Si l'impérialisme occidental n'est ni le seul ni le plus brutal des impérialismes de l'histoire, « l'invasion culturelle » de l'Occident n'est pas un cas unique d'influence interculturelle asymétrique ; il y a de nombreux exemples historiques, avec ou sans domination politique. On connaît l'exemple classique de la Grèce vaincue donnant des lois à son vainqueur, Rome, laquelle a répandu la culture gréco-latine dans le monde, et en particulier en Gaule. Il y a le cas de la séduction du Japon par la culture chinoise, celui de l'imposition de la culture arabo-musulmane jusqu'en Espagne, et bien d'autres. Dans tous ces cas, il y a une forte dose de *déculturnation* pour les victimes (du viol ou de la séduction). La singularité de l'occidentalisation tient à la spécificité de l'Occident comme culture-anticulture. Dans tous les cas précédents, la *déculturnation* fut suivie d'une *acculturation* réussie. La perte de la culture originelle est compensée par l'acquisition de la nouvelle culture. Il n'y a pas eu perte totale de repères et de sens. L'identité culturelle se transforme, change et se métisse. Il peut y avoir une crise de transition et un certain malaise, mais on ne rencontre pas le vide total, source de la seule misère vraiment intolérable. Paradoxalement, l'Occident est à la fois la seule « culture » qui se soit vraiment mondialisée, avec une force, une profondeur et une rapidité jamais rencontrées, et, en même temps, la seule *culture* dominante qui échoue à assimiler vraiment non seulement les allogènes, mais ses propres membres. La raison de ce paradoxe nous est maintenant familière. L'universalité de l'Occident est essentiellement négative. Son prodigieux succès est dans le déchaînement mimétique de modes et de pratiques déculturnantes. Il universalise la perte de sens et la société du vide.

Chapitre 4

Les échecs de l'utopie moderniste.

Les déchirures du monde contemporain sont d'autant plus choquantes que le schéma d'une unité *essentielle* de l'humanité est plus que jamais inscrit dans notre imaginaire. Cette conviction que nous ne formons plus qu'une seule *collectivité*, une seule *tribu*, se renforce de jour en jour avec l'existence de plus en plus manifeste d'un modèle culturel *global* qui uniformise la vie à l'échelle planétaire dans tous ses aspects. De plus, les extraordinaires facilités de télécommunication ont largement aboli les distances. Nous communiquons quasi-instantanément d'un bout à l'autre de la planète, pour un coût toujours plus faible. Et pourtant, au sein de ce village mondial il existe d'énormes quartiers d'ombre qui sont comme autant de trous noirs où viennent se perdre les logiques dominantes.

Si l'occidentalisation du monde est en train d'échouer, ce n'est pas parce que les émetteurs d'information ne sont pas assez puissants, mais plus simplement parce que, d'une part, « la base de la culture », l'économie, ne suit pas et que, surtout, l'organisation sociale qui pourrait porter le projet est en voie de décomposition. Le développement n'est pas un modèle généralisable ; il s'agit bien plutôt d'un instrument de domination du monde dont la dynamique complexe accroît toujours, ou recrée, des déchirures dans le tissu social du village planétaire.

L'incontestable réussite du Japon, hier, et celle plus problématique des nouveaux pays industriels (NPI) du Sud-Est asiatique, aujourd'hui, semblent témoigner soit d'une occidentalisation

réussie, soit du sauvetage de l'identité culturelle, et finalement des deux. Ces expériences sont d'heureuses exceptions qui confirment malheureusement la règle. Elles sont liées à un contexte géo-socio-historique bien particulier. Elles prouvent peut-être que rester soi-même est en tout cas la condition nécessaire à la réussite de la « mutation industrielle ». L'endogénéisation de l'innovation technique et de la consommation, liée à une acculturation positive, est la base d'une réussite qui reste agressive, conquérante, et par là même exceptionnelle. L'universalisation de l'attitude hégémonique ne peut engendrer un ordre mais bien un chaos : l'état de guerre de tous contre tous. La réduction de l'agression généralisée en concurrence pacifique profitable à chacun, suivant le grand mythe libéral, supposerait que l'hypothèse de l'harmonie des intérêts soit prouvée, ce qui est loin d'être le cas, et que la recherche de la richesse soit une fin en soi sans lien avec la volonté de puissance et la lutte pour le pouvoir, ce que l'observation immédiate dément.

« Nous avons vu de nos jours conclure un contrat social entre personnes se trouvant dans l'état de nature – *bellum omnium contra omnes*. Ces personnes, c'étaient les puissances du monde, ce contrat, c'était la Société des Nations. Et ce corps artificiel s'est dissocié parce qu'il ne s'y trouvait point de pouvoir reconnu par un droit transcendant auquel les droits des parties ne fussent pas opposables. »

Bertrand De Jouvenel, *Du pouvoir* (I^{ère} éd. 1945), coll. « Pluriel », Hachette, 1972, p. 90.

Le discours triomphaliste sur les « marchés émergents » (Chine continentale, Asie du sud-est, Amérique Latine) cache sans doute bien des illusions comparables aux *miracles* algériens, iranien ou ivoirien de naguère, et des tensions lourdes de menaces et de conflits à venir. La crise du développement est nécessairement une crise culturelle. Les déçus, les floués du

mythe se tournent vers des formes agressives d'identité culturelle reconstruite qui s'affirment et s'affichent dans un discours violemment anti-occidental.

Ces recherches d'authenticité vont des mascarades idéologiques du Zaïre au tragique ethno-suicide du Kampuchéa.

L'échec des politiques d'authenticité et de retour aux sources culturelles ne doit pas faire illusion sur l'échec probable de l'occidentalisation, ni masquer, en tout cas, les limites de ce processus. Celles-ci sont à peine moins visibles que l'uniformisation planétaire. Elles tiennent à la superficialité de la *dimension* culturelle et à l'absence d'inscription en profondeur du modèle occidental, d'une part, à l'échec de l'occidentalisation du niveau de vie et aux résistances des sociétés périphériques pourtant largement décul-turées, d'autre part.

L'occidentalisation est *d'abord* une gigantesque mise en scène économique mondiale, même si le résultat le plus spectaculaire est l'uniformisation des modes et des modèles plus que l'obtention de véritables moyens de s'y conformer. On comprend dès lors l'extraordinaire *complexité* des enjeux culturels.

Cet échec ou ces limites sont doubles ; ils tiennent pour partie aux contradictions mêmes du projet occidental et trouvent leur source en son sein. Ils s'expliquent, par ailleurs, par la décomposition de la forme du lien social dans laquelle s'est épanouie la modernité : l'État-nation. Le premier aspect de l'échec de l'occidentalisation se manifeste avec la faillite du développement économique du tiers-monde. Le développement économique, en effet, constitue la base du projet de la modernité : il intègre la conception démiurgique et prométhéenne de l'Occident avec ses mythes du progrès, de la science et de la technique. Le deuxième aspect de l'échec de l'occidentalisation se révèle dans la disparition d'un espace social où puisse s'accrocher le processus d'occidentalisation.

1 - Les limites de l'occidentalisation du monde: survivances, détournements, rémanences, permanences, résistances et rejets.

On croyait la grande pyramide de Mexico totalement détruite. Les fondements n'étaient qu'enfouis dans le sol spongieux de Tenochtitlan, l'autre nom aztèque de la ville, et on a eu la surprise de les redécouvrir ainsi que ceux des pyramides qui l'ont précédée et qui en étaient recouverts, en creusant des parkings. Il en est de même pour de nombreuses cultures. Le rouleau compresseur occidental lamine tout en apparence, mais le relief des cultures écrasées n'est pas réduit en poussière; il n'est qu'enfoncé dans un sol élastique. En Afrique noire, en particulier, l'adhésion au système blanc n'a souvent été qu'apparente. Quand il était indispensable de « connaître papier », suivant la savoureuse locution locale, et de jouer la simulation, d'acquiescer la magie du Blanc pour lui complaire et lui tenir tête, cela a été fait, mais de façon *parallèle* à la conservation des valeurs culturelles traditionnelles. À Saint Louis du Sénégal, on peut voir encore le bâtiment d'une école pour les fils de chefs, surnommé « école des otages ». Toutefois, pendant longtemps, les chefs se gardaient bien d'y envoyer leurs fils favoris, ils donnaient des fils de captives ou de serviteurs. Ces stratégies de double jeu et de ruse se sont développées pendant la période coloniale et se prolongent au niveau villageois avec les instances internationales, les O.N.G. ou les institutions officielles; elles ne laissent évidemment pas la culture d'origine intacte. Le pouvoir colonial, la logique techno-économique exigeaient et exigent un engagement toujours plus poussé. Beaucoup y ont perdu leur âme, mais beaucoup plus nombreux encore sont ceux qui ont résisté et qui résistent, non pas de manière explicite et consciente, mais par la vie même à laquelle ils sont condamnés. La modernité est acceptée et intégrée en partie dans une pensée et une pratique qui lui reste étrangère.

L'Occident ne peut proposer une « culture » de la technique et de l'industrialisation qui réenchante le monde et lui donne sens. Il ne peut non plus satisfaire ses promesses d'abondance. Ce double échec nourrit la résistance « culturelle » à l'Occident.

« Il existe des hommes qui ne sont pas du tout persuadés que le « Progrès », comme nous l'appelons avec une belle certitude, correspond à un mieux pour l'homme; et ces hommes vivent, ils ne se contentent pas de survivre: ils épanouissent leur humanité, ils aiment, ils pensent, ils travaillent, ils sont responsables, ils échantonnent, ils se connaissent, ils regardent la mort en face. Cela ne laisse pas d'être impressionnant, non? »

René Bureau, *Le péril blanc*, op. cit., p. 151-152.

Cette « permanence » des formes sociales *hétérodoxes* peut être considérée comme une « survivance » en voie de disparition si l'on regarde les choses avec le prisme évolutionniste. Elle est souvent une forme d'acculturation en gestation. Les indépendances politiques ont substitué *l'autocolonisation* au pouvoir blanc trop voyant, mais dans le même temps, la faillite patente des nouveaux États et de leur projet de développement crée ou recrée des espaces de liberté pour la résurgence de traditions anciennes ou l'invention culturelle. Les frustrations engendrées par l'échec des tentatives de modernisation, d'autre part, nourrissent des réactions et réactivent de vieux démons. Certes, face à une offensive massive de l'Occident, ces résistances ne « tiendraient » sans doute pas. Toutefois, la chance des sociétés non intégralement occidentalisées et paupérisées n'est pas tant le déclin ou le vieillissement de l'Occident que sa « crise ». Les peuples, les civilisations, les croyances vieillissent et perdent de leur capacité de réaction face à la corrosion inévitable du temps. Si l'Occident n'est ni un peuple, ni une croyance, ni même une culture ou une civilisation se référant à une collectivité précise (concert de nations, plus ou moins liées par une communauté d'histoire et de destin), il est

une mégamachine techno-économique anonyme. Cette machine techno-économique a survécu à toutes sortes de convulsions historiques : la perte de la foi, le déclin de la vieille Europe, les crises de conscience des vieilles nations. Est-ce à dire que cette « machine » est éternelle et indestructible ? Elle est humaine, donc fragile et mortelle. Certes, sa force est quasi irrésistible, mais cette force ne peut s'exercer qu'au sein d'une organisation sociale que la logique de la mégamachine ronge comme un cancer. Elle détruit ses propres bases humaines et ne fonctionne plus que sur la force d'inertie acquise. Au lendemain de l'implosion de l'URSS, tournait autour de la terre une station orbitale soviétique abandonnée dans le cosmos avec trois hommes. L'organisation chargée de l'approvisionnement et de la relève de ces hommes n'existait plus. Les Américains ont même trouvé l'humour nécessaire pour faire un film sur cette situation qui préfigure un peu le destin de l'humanité. Nous sommes embarqués sur un vaisseau spatial hypersophistiqué, la technosphère, mais il n'y a plus personne au poste de commande...

Culture anticulture, l'Occident est, sous l'aspect de la production et de l'entretien du lien social, *autophage*. Les cultures dites industrielles sont bien plutôt des cultures industrialisées. Les valeurs et les solidarités anciennes coexistent avec l'industrialisation, l'animent mais n'en sont point le produit. Nous n'engendrons plus (ou de moins en moins) l'éthique nécessaire au bon fonctionnement de la société-monde. Nous ne *fabriquons* plus les individus nécessaires à sa prise en charge.

« Le capitalisme n'a pu fonctionner que parce qu'il a hérité d'une série de types anthropologiques qu'il n'a pas créés et n'aurait pas pu créer lui-même : des juges incorruptibles, des fonctionnaires intègres et wéberiens, des éducateurs qui se consacrent à leur vocation, des ouvriers qui ont un minimum de conscience professionnelle, etc. Ces types ne surgissent pas et ne peuvent pas surgir d'eux-mêmes, ils ont été créés dans des périodes historiques antérieures, par référé-

rence à des valeurs alors consacrées et incontestables : l'honnêteté, le service de l'État, la transmission du savoir, la belle ouvrage, etc. Or nous vivons dans des sociétés où ces valeurs sont, de notoriété publique, devenues dérisoires, où seuls comptent la quantité d'argent que vous avez empochée, peu importe comment, ou le nombre de fois où vous êtes apparu à la télévision. (...) Peut-on concevoir qu'une société peut continuer à fonctionner et à se reproduire sur cette unique base ? S'il en est ainsi, les fonctionnaires devraient demander et accepter des bakchichs pour faire leur travail, les juges mettre les décisions des tribunaux aux enchères, les enseignants accorder de bonnes notes aux enfants dont les parents leur ont glissé un chèque, et le reste à l'avenant... La seule barrière pour les gens aujourd'hui est la peur de la sanction pénale. Mais pourquoi ceux qui administrent cette sanction seraient-ils eux-mêmes incorruptibles ? qui gardera les gardiens ? La corruption généralisée que l'on observe dans le système politico-économique contemporain n'est pas périphérique ou anecdotique, elle est devenue un trait structurel, systémique de la société où nous vivons. »

Cornélius Castoriadis, « Le délabrement de l'Occident », in *La montée de l'insignifiance. Les carrefours du labyrinthe IV*, Paris, 1996, p. 68 et 91.

La dynamique des sociétés modernes repose sur une fuite en avant perpétuelle qui crée l'illusion de l'équilibre ; elle cimente un ensemble en transformation incessante. L'impérialisme est au cœur même du projet occidental.

L'échec de l'occidentalisation, c'est aussi de n'avoir à proposer que la croissance matérielle pour nourrir l'imaginaire. L'Occident n'enchanté le monde que par la technique et le bien-être. Ce n'est pas rien, mais ce n'est pas assez pour donner sens à la vie et à la mort. Vivre pour gagner plus et faire de l'argent finit par laisser insatisfait, surtout si on échoue... comme c'est le cas pour de plus en plus de jeunes.

Le besoin d'identité ne peut s'alimenter aux seuls repères quantitatifs qui tiennent lieu de systèmes de sens. La crise de

l'Occident, ce n'est ni l'autodestruction de la machine technique, plus solide que jamais, ni directement l'épuisement de ses effets toujours aussi ravageurs (par exemple sur l'environnement). La crise de l'Occident tient plutôt et d'abord à la destruction du social susceptible de prendre en charge les conditions de bon fonctionnement de la machine.

À partir de là, on peut lire la faillite de l'occidentalisation du tiers-monde comme un retour au chaos et à la barbarie ou comme une résistance à l'Occident et une volonté de recomposition des socialités. La première lecture n'exclut d'ailleurs pas forcément la seconde; en tout cas, certains symptômes sont bien les mêmes dans les deux hypothèses.

Dans une nouvelle humoristique, Patricia Highsmith met en scène avec brio cette décomposition de l'œuvre civilisatrice dans les jeunes États indépendants. En quelques années, le Nabuti, un pays imaginaire d'Afrique noire, étrangement ressemblant au Zaïre, s'enfonce dans un indescriptible délabrement au milieu des carcasses à l'abandon; progressivement, tout tombe en panne dans l'indifférence, l'apathie, la fête barbare et cruelle¹.

Tout cela n'est pas faux, et tout Occidental qui se promène dans d'anciens pays colonisés ne peut échapper à la nostalgie des réussites de l'ordre colonial. Ça marchait bien, même si cela reposait sur une exploitation et une injustice énormes. L'exploitation et l'injustice n'ont pas disparu, elles se sont parfois aggravées avec l'apparition de dictatures sanguinaires et grotesques, mais rien ne marche plus vraiment.

Dans une forme voisine, Marco Ferreri dans son film *Y-a-bon les Blancs*, donne le spectacle de l'extraordinaire *indifférence* de l'Afrique à la modernité occidentale. Résoudre les problèmes que l'Europe a apportés à l'Afrique, y compris le développement éco-

1. Patricia Highsmith, « Au Nabuti. Bienvenue à une délégation des Nations unies » in *Catastrophes*, Calmann-Lévy, Paris, 1988.

nomique, n'intéresse que les Blancs, en proie à la mauvaise conscience, à la volonté de puissance ou tout simplement mal dans leur peau. Les Africains, qu'il s'agisse des populations de l'intérieur, ou même des élites occidentalisées des capitales, ont d'autres préoccupations dont la plupart nous sont radicalement étrangères.

Bien des inconsolables de la colonisation applaudissent à ces faillites: ils dénoncent l'abandon par l'homme blanc de son fardeau et y voient la justification *a posteriori* de l'ordre colonial, voire la nécessité, *dans l'intérêt même des pauvres indigènes*, d'un retour en force. Celui-ci est d'ailleurs, d'une certaine façon, d'actualité avec les plans d'ajustement structurel et l'ingérence humanitaire.

Pour être plus complexe, la situation de l'Amérique latine n'est sans doute pas fondamentalement différente.

« J'ai dit moi-même au Brésil, de façon provocatrice, à certains Brésiliens: « Il y a un avenir possible de votre pays qui peut se résumer par ces trois mots: football, samba et "macumba" (la macumba étant la magie). »

Cornélius Castoriadis, *De l'utilité de la connaissance*, op. cit., p. 108.

Cet échec de l'occidentalisation n'est pas l'échec des Africains, des Latino-américains ou des Asiatiques, c'est proprement l'échec de l'Occident et de sa prétention à l'universalité. Le tragique et le grotesque des situations postcoloniales ont souvent pour cause un mimétisme absurde et la destruction des identités culturelles. Si l'Africain déculturé n'est pas un Occidental, il n'en est pas moins déculturé; la responsabilité en incombe à l'Occident. Privés de leur mémoire collective, privés de leurs élites, détruits ou assimilés, les peuples du reste du monde persistent à vivre selon des normes étrangères à la modernité et à pratiquer des rites dont ils ne connaissent plus toujours le sens et la raison.

2 – La faillite du développement.

Lorsque Ahmed le Doré, sultan de Marrakech, tout fier de son nouveau palais couvert de marbre et d'or, surnommé *El-Bedi* (« la merveille »), le fit visiter à son bouffon et qu'il demanda à celui-ci ce qu'il en pensait, il s'entendit répondre : « Quand il sera démoli, il fera un gros tas de terre ». Moins d'un siècle plus tard, la dynastie saadienne était remplacée par les Alaouites, et Moulay Ismail, le nouveau sultan, réalisait la prédiction...

Si les princes de ce monde avaient gardé suffisamment d'humour pour avoir des bouffons, ceux-ci pourraient être tentés de dire devant le spectacle de l'industrialisation du Sud : « Ça fera un gros tas de ferraille », en attendant qu'il en soit de même pour celle du Nord...

L'occidentalisation n'est, d'une certaine façon, que « l'habillage » culturel de l'industrialisation, mais l'occidentalisation du Sud est d'abord une *déculturnation*, c'est-à-dire une destruction pure et simple des structures économiques, sociales et mentales traditionnelles, pour n'être remplacée à terme que par un gros tas de ferraille destinée à la rouille. L'impasse industrielle mène directement à l'impasse *sociétale*. Les deux échecs n'en feraient d'ailleurs qu'un : le rejet de la greffe « occidentalisation ».

L'expérience permet de constater que l'industrialisation, quels que soient les jugements de valeur que l'on peut, par ailleurs, porter sur elle, a un rôle extraordinairement destructeur face à la société traditionnelle. Le constat minimal et unanime est qu'elle bouleverse les modes de vie et les façons de penser. Elle détruit l'équilibre des écosystèmes naturels en même temps que la cohérence du tissu social.

À partir de là, le jugement qu'on portera sur elle dépendra des options théoriques et philosophiques adoptées. Si on valorise le social et le culturel plus que l'accumulation matérielle, on sera très sceptique sur les bienfaits d'une industrialisation sans principe ni

limite. Si l'on pense à l'inverse que l'industrialisation n'est que l'intégration du progrès technique, et que celui-ci n'est qu'un moyen d'accroître la productivité du travail humain, le développement, sous la forme de l'industrialisation massive, est le « point de passage obligatoire » de toute société désireuse d'améliorer le sort de ses membres. Les aspects positifs de ce développement industriel seront *nécessairement* supérieurs aux aspects négatifs. Les méfaits déplorés par certains d'une inévitable *déculturnation* seront largement compensés par les avantages matériels du développement économique. L'Algérie officielle des années soixante-dix, par exemple, semblait bien avoir fait clairement « le choix industriel ». Selon une brochure du ministère de l'Information, l'industrialisation, « condition *sine qua non* du développement » était définie comme « un ensemble de techniques modernes mettant en œuvre des machines dont le résultat est de permettre l'accroissement de la production et la baisse du coût humain ». Les choix implicites présumés par ces textes sont clairs. La technique est posée comme un pur moyen, neutre, inscrit dans les virtualités du donné naturel de l'homme et permettant une maîtrise croissante de la nature. Dans le contexte de cette vision fortement évolutionniste et progressiste, le sous-développement ne peut résulter que d'un refus absurde et irrationnel des moyens d'en sortir : la technique et la rationalité économique.

Quels que soient les doutes sur le bien-fondé d'une telle position, doutes renforcés par les limites, impasses, échecs de la « stratégie industrielle », il est impossible de l'ébranler sérieusement si l'on ne remet pas en cause les présumés sur lesquels elle s'appuie. Or le « choix industriel » repose non seulement sur la volonté de bâtir l'usine et de la faire tourner, mais encore sur l'espoir qu'elle fonctionnera comme maison de la culture ! La déculturnation inévitable, voire nécessaire, due aux transformations économiques ne laisserait pas derrière elle un désert ; ou plutôt celui-ci serait immédiatement fécondé par la modernité. L'acculturation

serait cet accès à une nouvelle culture, une culture de l'industrialisation, de la technique et du développement, bref une culture du même type que celle qui règne dans les autres lieux où l'industrialisation et le développement ont triomphé. On se propose de gagner le pari d'une réussite de l'occidentalisation de la société. Quelle que soit, en effet, l'importance des traits spécifiques hérités du passé que l'on désire préserver, c'est bien de cela qu'il s'agit, même si les moyens utilisés aujourd'hui diffèrent de ceux déployés naguère par Pierre le Grand ou Kemal Ataturk.

Ce pari, on le sent, repose sur l'idée que l'Occident est une culture comparable aux autres, supérieure peut-être, mais de même nature. Ce qui est proposé aux populations du Sud en remplacement de leur identité culturelle perdue consiste en une identité nationale artificielle et une appartenance fallacieuse à une communauté universelle. La première est absurde théoriquement et pratiquement. Théoriquement, car la nation n'a pas vraiment de sens dans une communauté universelle si celle-ci existe ou a vocation à exister, pratiquement, car les nations créées par l'Occident ne correspondent à aucune réalité. La seconde est fallacieuse car le statut d'homme, ironiquement réduit à une abstraction, est vidé de tout contenu par la seule différenciation maintenue, créée et exacerbée, celle de la quantité des richesses disponibles. Ni citoyen du monde à part entière, car le suffrage est censitaire et réservé aux adhérents très limités du club des riches du G7, ni membre d'un clan ou d'une ethnie, puisque tout cela a été détruit, ni national d'aucun État authentique, car la politique « nationalitaire » des États, nés artificiellement de la décolonisation, n'a d'autre racine à offrir qu'un mimétisme généralisé, « l'occidentalisé » du tiers-monde est un nomade sans feu, ni lieu, un apatride sans foi, ni loi, bref, un clochard.

Occidentalisé, l'homme du Sud l'est par ses désirs, par certaines de ses références imaginaires, par la prégnance de la ville et des modèles de consommation du Centre sur sa quotidienneret.

Clochard, il l'est par sa réalité concrète, son déracinement profond, son niveau de vie misérable en bidonville. Si l'industrialisation échoue à occidentaliser la quantité consommée, elle réussit admirablement l'urbanisation, la tertiairisation et la bureaucratisation de la pseudo-société. L'occidentalisation réelle des élites, c'est-à-dire leur intégration dans la *culture* ethnocidaire internationale, se fait tant bien que mal (le plus souvent de façon caricaturale), au prix de la marginalisation des populations.

L'industrialisation forcenée et artificielle est la plupart du temps vouée à l'échec à moins de se concrétiser dans des projets occidentalocentrés dont la réussite même est le signe d'un échec plus profond. On peut discuter du succès de telle ou telle expérience isolée, celle de la Côte d'Ivoire ou de l'Algérie, hier, celle de la Thaïlande ou des Philippines, aujourd'hui; le fait même qu'elle fasse figure de *miracle* renforce le caractère patent de l'échec massif de l'éradication du sous-développement en tant que réalité planétaire et de la misère quasi universelle derrière la façade de la mondialisation.

S'il est loisible de penser guérir le mal par le mal et de remédier aux insuffisances de l'industrialisation et du développement par encore plus d'industrialisation et plus de développement, le diagnostic de l'échec de l'occidentalisation est difficilement récusable.

Il ne s'agit pas de refaire le bilan des échecs du développement conçu comme une technique, mais de réfléchir sur la nécessité de ces échecs. Une littérature très abondante existe pour constater et déplorer les impasses de telle ou telle « thérapeutique ». Les experts qui ont passé leur vie au chevet du malade deviennent volontiers moroses sur leurs vieux jours et font état de leur scepticisme. La technique miracle du développement est comme le merle blanc, chacun en parle, mais personne ne l'a jamais vu.

« 1948-1955 : L'industrialisation par substitution aux importations est la clé du développement.

1960-1965 : La substitution aux importations est une erreur ; la promotion des exportations est la seule solution.

1966-1967 : L'industrialisation est une illusion ; seule la croissance rapide de l'agriculture apporte la réponse au sous-développement.

1967-1968 : Pour éviter d'être submergé par le trop-plein de population, il faut accorder la priorité au contrôle démographique.

1971-1975 : En réalité, les masses n'ont rien à gagner au développement. Il faut donc rejeter la croissance du PNB et mettre en avant l'impératif de redistribution. »

Mahbud Ul Haq, (qui fut expert en planification au Pakistan), cité dans Pierre Jacquemot, *Économie et sociologie du tiers-monde*, L'Harmattan, Paris, 1981, p. 50.

Et le catalogue ci dessus est loin d'être complet... Il y a l'espoir mis dans les industries industrialisantes, le retour en force de thérapies néolibérales, la recherche d'avantages comparatifs dynamiques, la construction d'un tissu industriel de petites entreprises, etc., et désormais les plans d'ajustement structurels. Au terme de son périple entre les échecs et les impasses, le spécialiste désabusé se réfugie dans un empirisme et un pragmatisme modestes.

L'impuissance de la technique reste occultée par l'impuissance d'en sortir. Sans la remise en cause du développement, il semble quasi impossible d'échapper au totalitarisme de la technique.

La pensée dominante ayant réduit les rapports entre cultures à la seule dimension économique de leurs résultats, elle considère, tout à fait normalement, que la solution des problèmes du Sud, ainsi baptisés « sous-développement », est une question technique susceptible de trouver sa solution par des moyens techniques. Modèles et experts doivent prendre l'affaire en main, et ce, de manière irréversible ; tout échec, en effet, sera traité comme un nouveau problème technique, source de nouvelles percées de la technique. D'abord rebelle à cette réduction, la pensée marxiste

a fini par s'y plier. Analysant le sous-développement comme le résultat de contradictions sociopolitiques à l'échelle mondiale, elle a songé un temps à la thérapeutique de cheval de la révolution. Confiée à des professionnels et devenue une affaire technique, la stratégie révolutionnaire a fini par se dégrader en cuisine économique ; un savant dosage de nationalisation et d'industrialisation planifiée semblait la panacée pour guérir le tiers-monde. L'échec des solutions libérales et marxistes, loin de remettre en question le diagnostic, renforce la prise en charge du problème par les laboratoires. Dans l'escalade *techniciste*, les experts du Fonds monétaire, armés de la pensée unique, ont finalement gagné cette guerre froide. La langue de béton l'a emporté sur la langue de bois... En fin de compte, la *nécessité* de ces échecs du développement est la conséquence de l'impasse de l'approche technique.

Pour un pays donné, un *décollage* économique, et même un rattrapage, pour difficiles qu'ils soient, ne sont pas absolument impossibles. Cela implique deux conditions : créer un cadre de valeurs où la technique prend son sens, briser l'absence d'autodynamisme.

Le choc culturel de l'économie-monde capitaliste ne réalise pas d'emblée les conditions sociales et psychologiques du fonctionnement de l'accumulation capitaliste. Il détruit massivement les structures et les institutions du tiers-monde, mais des survivances se maintiennent, s'organisent et résistent. On peut lutter contre les survivances par une politique habile, en accroissant l'intégration économique au marché mondial, en détruisant par une législation appropriée les derniers remparts de l'ordre ancien. Le minimum de consensus social sur les valeurs libérales sera beaucoup plus difficile à obtenir par décret... Sans doute les sociétés qui connaissent traditionnellement un développement important des rapports marchands ont seules quelque chance d'y parvenir. L'occidentalisation se propage dans le tiers-monde à vive allure. Toutefois, cette occidentalisation passive n'est que l'effet de la

déculturation. L'occidentalisation nécessaire au développement, celle du Japon, l'occidentalisation *active*, implique une acculturation beaucoup plus problématique.

Une politique d'intervention massive de l'État pour stimuler l'investissement et le recours à une stratégie de conquête des marchés (avec éventuellement une politique de grande puissance) peut, selon l'exemple japonais d'hier, et peut-être celui des nouveaux pays industriels d'aujourd'hui (ceux de l'orbite japonaise dans le sud-est asiatique ou ceux de l'orbite américaine, Mexique, Brésil), faire passer un pays du stade de victime de l'impérialisme à celui de sous-impérialisme. Une telle *recette* peut toutefois se heurter à l'histoire comme dans le cas de l'Iran ou de l'Algérie dont on pourra toujours dire que l'expérience aurait réussi si cela n'avait pas explosé trop tôt... Il en est sociétés comme des malades, certains en voie de guérison ont la mauvaise idée de mourir sans attendre le plein succès de la cure...

On est de toute façon loin du *spontanéisme* ultralibéral. Sur tout, cette solution n'est pas généralisable. Les échecs de cette thérapeutique que l'on peut recenser, ici ou là, ne tiennent pas tant à des failles techniques, comme le diront les experts du Fonds monétaire international, orfèvres en la matière, mais plus simplement à son irréalisme historique combiné à son impossibilité globale. La Chine, si elle y parvient, bouleversera de fond en comble le destin de la planète, provoquant un véritable séisme aux effets écologiques et sociaux incalculables.

Le problème du développement n'est pas, en effet, celui de l'accès à un certain niveau défini une fois pour toutes, il est d'acquiescer ou de maintenir un *statut* dans un univers hiérarchisé en perpétuelle compétition. Le développement n'a donc de sens qu'au sein de l'Occident, en tant qu'il implique la mégamachine comme son noyau dur. Il n'est devenu un problème mondial que parce que (et dans la mesure où) le monde est occidentalisé. Les

pays du Sud peuvent fort bien s'industrialiser (au moins jusqu'à un certain degré), ils peuvent acclimater de nombreuses techniques, même une forme élémentaire de *système* technicien. On connaît d'ores et déjà des pays sous-développés industrialisés, voire à haute technologie, mais on ne connaît pas de pays sous-développés sans misère. Ce n'est pas qu'il est inconcevable de créer une base matérielle suffisante pour nourrir et faire vivre tous les citoyens du monde, mais la misère *physiologique* est dans l'imaginaire occidental le *signe* qui manifeste le mieux l'infériorité. Le spectacle de la déchéance matérielle, désormais présent aussi au cœur des métropoles est un puissant ressort du fonctionnement de la mégamachine, même si au-delà d'un certain seuil, l'exclusion menace l'ordre social planétaire. Les indices statistiques officiels du PNB par tête donnent l'ordre de classement du résultat des courses. L'épanouissement quantitatif de la valeur-vie se signifie par la mise en scène de son contraire, la mort misérable (et ses compagnes, la mort naturelle et la mort violente). On peut mourir de faim, dit-on, à côté d'un ordinateur ou d'une mitrailleuse lourde. Aussi bien, il est douteux que les microprocesseurs nourrissent la planète; en revanche, l'Occident n'a probablement pu produire des ordinateurs *que* parce que quelque part des gens mouraient de faim et de désirs. La mégamachine ne fonctionne que sous la pression de la misère et de la faim. Ses agents, qui sont aussi ses victimes, doivent déployer toute leur ingéniosité et dépenser toute leur énergie pour la faire marcher. La menace latente d'être exclu et de voir sa survie physiologique compromise est un de ses plus puissants leviers. Cette nécessité de la pauvreté, contrairement à l'analyse tiers-mondiste ancienne, n'est pas vraiment matérielle, elle est surtout *symbolique*.

Ainsi, la faillite du développement tient à l'échec de l'industrialisation comme mécanisme d'élévation d'un niveau de vie et plus encore à l'impasse industrielle comme processus civilisationnel.

3 – La crise de l'ordre occidental et la fin de la société des nations.

Même folle ou délirante, la mégamachine, qui constitue l'*essence* de l'Occident, fonctionne au sein d'un ordre social et politique. Dans une certaine mesure même, elle a contribué à édifier cet ordre ; elle a participé à sa naissance et, plus largement encore, à son fonctionnement. Tant que l'ordre a permis la reproduction d'un *tissu social* complexe, l'Occident a été sinon une culture, du moins une civilisation, et une civilisation infiniment riche des dépouilles culturelles dont elle s'est parée. Cependant, sous cette figure de l'*ordre*, l'Occident a été et est encore d'une certaine façon « *national-étatique* ».

Cette figure de l'ordre national-étatique est une figure extrêmement forte. La structuration des sociétés occidentales en États-nations constitue la base fondamentale de l'identité sociale des individus membres, au moins au niveau imaginaire. Les sociétés occidentales sont d'abord des sociétés *politiques*. Le politique y est la forme privilégiée de la sociabilité. La citoyenneté moderne est une forme bien abstraite du lien social par rapport aux formes traditionnelles (familiale, clanique, tribale...) qui reposent sur une connaissance réelle des autres membres du corps politique et un véritable face à face. Elle possède en revanche une force, due à sa prégnance dans l'imaginaire, qui en fait une instance qu'on considère comme quasi indestructible parce qu'elle est constitutive de l'ordre *naturel* des sociétés modernes. Certes, ces croyances sont elles-mêmes bien historiques, et appartiennent en propre à l'Occident. En détruisant le lien social, la mégamachine détruit cet ordre sur lequel elle repose. Pour le comprendre, il est nécessaire d'entrer un peu plus en détail dans l'histoire de cet ordre, de voir sa nature antinomique et comment se développe sa crise.

Jusqu'à l'aube de la *modernité*, l'Occident reste dans un grand flou en ce qui concerne l'organisation de la société. L'âge des Lumières a désigné sous le nom de gothique cette période du « sombre moyen-âge » qui dure une dizaine de siècles « obscurs ». Elle présente pourtant une grande unité culturelle pour l'Europe, avec la chrétienté, la langue latine des clercs et la double figure de la papauté et de l'Empire. Le politique *stricto sensu* n'est pas le principe explicite de l'identification sociale ; celle-ci repose sur des bases concrètes infiniment plus riches et plus complexes, comme les cultures populaires, et sur l'imaginaire unificateur de la religion. Toutefois, en redécouvrant ou réactivant la pensée philosophique et politique de l'Antiquité, les humanistes offrent aux bureaucraties royales, et aux bourgeoisies montantes qui les appuient, les instruments symboliques d'un ordre qui sera *proprement* l'ordre politique, et d'ailleurs le seul principe de l'ordre social moderne, celui de l'État-nation.

Cet ordre national-étatique sera dans le même temps, et du même mouvement, un ordre *international-étatique*. L'État-nation est le sujet du droit international, il est souverain. Nulle puissance légitime au-dessus, nulle au-dessous. Les sociétés qui n'ont pas adopté la forme national-étatique n'ont pas d'existence juridique, elles sont à découvrir, à conquérir et à civiliser. Même les grands empires de l'aire non occidentale (Chine, Empire Ottoman, Empire Perse...) ne sont pas vraiment, jusqu'à leur *modernisation*, reconnus comme membres à part entière du club des nations civilisées. L'ensemble des sujets souverains qui dominent la planète forme une *société des nations*, ou association contractuelle des États membres.

S'il faut plusieurs siècles pour passer du concert européen, déjà manifeste au traité de Westphalie (1648), à l'organisation des Nations unies, les bases du système sont parfaitement présentes et claires dès l'origine. On les trouve exposées chez Hugo Grotius (1583-1645), Samuel Pufendorf (1632-1694) et sans doute

déjà chez Francisco Vitoria (1480-1546) et Francisco Suarez (1548-1617).

Tout cela est bien connu ; ce qui est moins clair, c'est le lien entre cet ordre national-étatique, dont on sent qu'il est profondément occidental, et la mégamachine techno-économique. Si la nature de la liaison reste encore à questionner, celle-ci prend une forme tout à fait repérable et fondamentale avec ce qu'on pourrait appeler la nationalité économique.

Dès l'émergence de l'État-nation, il a été manifeste que celui-ci avait quelque chose à voir avec l'économie, c'est-à-dire l'organisation marchande des échanges et de la production sous une forme capitaliste. Les mercantilistes furent en même temps les premiers théoriciens d'une économie politique naissante et les *supporters* de l'État moderne. Toutefois, il s'agissait de préconiser des politiques économiques *nationalistes* fondées sur le protectionnisme et le pacte colonial et non de développer une véritable analyse de la *consistance* économique de l'État-nation. Tant et si bien qu'avec les libéraux, les économistes en viennent à nier la pertinence de l'État-nation. Rappelons le mot fameux de Turgot : « Quiconque n'oublie pas qu'il y a des États politiques séparés les uns des autres et constitués diversement ne traitera jamais bien aucune question d'économie politique¹ ». C'est « l'État veilleur de nuit » brocardé par Gramsci. Même si par la force des choses, l'État-nation a imposé aux économistes sa réalité, le rapport entre le fonctionnement du lien social et les mécanismes économiques est resté en dehors du champ de réflexion des politologues et des économistes.

Le surgissement contemporain d'États-nations issus de la décolonisation sans consistance économique a fait prendre conscience de l'existence *contrario* d'un lien très fort entre l'État-nation, l'économie et le développement.

La « souveraineté économique » qui est l'une des aspirations affichées des États-nations est une idée purement métaphorique et sans contenu rigoureux. Le concept de la nationalité économique, en revanche, peut être construit de façon cohérente, mais il ne tire sa pertinence que d'une analyse historique ; la nationalité économique apparaît alors liée à la *croissance* et au *développement* économique.

La logique de l'État et du politique et celle du capital et du marché n'ont pas de raison de coïncider et ne coïncident pas normalement. Le civisme des agents économiques, qui est loin d'être négligeable, peut biaiser la logique du profit, comme les incitations et réglementations gouvernementales peuvent infléchir le jeu économique en faveur de « l'intérêt national ». Toutefois, la fusion et l'harmonie des deux intérêts ne sont pas « naturelles ».

Ce n'est que dans un contexte historique très particulier que les deux termes, nation et économie, peuvent cohabiter avec pertinence.

« Économiquement, la nation est un groupe d'entreprises et de ménages coordonnés et abrités par un centre qui détient le monopole de la puissance publique, c'est-à-dire l'État. Entre les parties constituantes s'établissent des relations particulières qui les rendent complémentaires. »

François Perroux, *Le capitalisme*, PUF, « coll. Que sais-je? », 1962, p. 125.

Les États-nations qui ont réussi entre le XVI^e et le XIX^e siècle ont été sans doute des ensembles d'agents économiques dynamiques, relativement interdépendants, *abrités* par l'État et bien d'autres circonstances (comme les difficultés de communication et les dotations naturelles). Toutefois, la consistance la plus rigoureuse du concept de la nationalité économique semble avoir été fournie par le spectacle qu'ont donné les principales économies occidentales entre 1950 et 1980.

1. Turgot, *œuvres complètes*, tome 2, éd. Daire, p. 500.

Là est vraiment né le « modèle » envié par le tiers-monde, celui des *économies nationales développées*. Ces États-nations respectables et respectés ont non seulement un territoire reconnu et une indépendance juridique, ils ont aussi une *économie nationale*. Celle-ci se caractérise par une interdépendance très forte entre les branches économiques situées sur le territoire national. Les interrelations complémentaires d'activités entre les agents économiques nationaux sont très denses. On peut même donner une illustration rigoureuse du degré *d'intégration* économique de l'État-nation grâce à un instrument statistique et économique mis au point pendant la même période par Wassili Leontieff: le *tableau des échanges interindustriels*. Plus la matrice des *inputs* nationaux est « noire » – autrement dit, plus les coefficients sont présents et élevés – plus l'économie nationale a de consistance; elle est *auto-centrée*. Plus la matrice des *inputs* nationaux est « blanche » – autrement dit vide –, plus l'économie sera *extravertie* selon la terminologie popularisée par Samir Amin. L'extraversion, signe rigoureux de la dépendance économique selon cet auteur, serait la caractéristique des économies sous-développées. Celles-ci subiraient en conséquence des « effets de domination » systématiques de la part des économies du Centre vers lesquelles elles sont tournées. L'existence d'un *tissu industriel* serait le critère de la nationalité économique, condition elle-même d'une indépendance politique réelle.

Ce modèle n'est donc pas seulement envié par les pays du Sud, il est aussi celui dont les citoyens du Nord ont plus ou moins la nostalgie. Prospérité économique, indépendance politique, rayonnement culturel semblent aller de pair avec la nationalité économique ainsi entendue.

L'aspiration au *développement* ressentie par tous les pays du Sud, au-delà ou à travers des revendications d'indépendance et de décolonisation économiques prolongeant les indépendances et les décolonisations juridiques et politiques, est celle d'accéder à la

« nationalité économique ». Cette aspiration constituait le fond du nouvel ordre économique international réclamé par ces pays en 1974... Elle a bien sûr totalement disparu des *agendas* du nouvel ordre mondial lancé par le Président Bush.

Le mécanisme économique qui engendre le *développement* s'inscrit dans ce cadre national-étatique. Les cercles *vertueux* de la croissance, c'est-à-dire le fait que celle-ci se perpétue d'elle-même, se produisent en son sein. Ceux-ci sont, en partie spontanés, en partie volontaires, suivant des proportions qui varient selon les écoles. Les libéraux mettent l'accent sur la « main invisible » et la mécanique naturelle de la concurrence sur le marché intérieur en relation avec le libre-échange à l'extérieur. L'équilibre instantané se prolonge en une croissance optimale par le plein emploi des facteurs. Les interventionnistes insistent sur l'impulsion de l'État et l'existence d'un mode de régulation. Historiquement, le mode de régulation keynéso-fordiste s'est trouvé lié avec l'ère du développement. Un contrat social tacite ou négocié au gré des accords tripartites (État, patronat, syndicats) assure la croissance harmonieuse par transformation des gains de productivité en hausse des revenus justifiant les investissements pour une production de masse, dans une « société salariale ». Les hauts salaires, complétés par la redistribution sociale, entretiennent une demande de masse qui justifie une production en grande série destinée à une consommation de masse. Les salaires élevés et l'organisation du travail à la chaîne constituent le volet fordiste (de Henry Ford), le soutien à la conjoncture par une politique budgétaire active et l'État providence constituent le volet keynésien (de John Maynard Keynes). C'est l'âge d'or de la société de consommation.

« Le fordisme en son apogée, marque en somme la limite de l'autocentrage possible du capitalisme développé. »

Alain Lipietz, *Mirages et miracles, problèmes de l'industrialisation dans le tiers-monde*, La Découverte, Paris, 1986, p. 43.

La nationalité économique se comprend dans le contexte d'un développement qui ne peut être que national.

L'ouverture des économies, à laquelle a abouti la dynamique même de la croissance, marque la fin d'une ère : l'ère des nationalités économiques. C'est la fin de l'État-nation comme entité souveraine et comme principe d'animation de la vie économique au profit de la mondialisation.

« Les peuples et les patries qui aspirent à la liberté tremblent en découvrant que l'État souverain est devenu, pour un grand nombre, une recette impraticable », écrivait, en 1958, François Perroux dans *La Coexistence pacifique*. Ce qui était alors vrai de petits pays, de pays neufs ou de pays nouvellement indépendants, l'est aujourd'hui pour tous les pays de la planète. Aucune économie nationale ne peut se penser tranquillement close en ses frontières. Et là, sans doute, réside une des causes de la crise du fordisme et de la perte d'efficacité des recettes keynésiennes ; rien n'assure plus qu'un surcroît de pouvoir d'achat dans un pays entraînera dans ce pays une augmentation de la demande susceptible d'y stimuler les activités.

Internationalisation, multinationalisation, mondialisation des nations et du monde : il n'est pas de problème national ou local qui ne doive être pensé dans sa dimension mondiale. »

Michel Beaud, « Interdépendances », *Le Monde*, 17 février 1987.

S'il est réaliste de prétendre que l'heure de la fin de la société des nations n'a pas encore sonné, on ne peut que constater l'existence d'une crise majeure et décisive de l'ordre national-étatique. À côté de l'émergence d'une nouvelle mondialisation économique, on assiste à une véritable « déterritorialisation » sociétale et à une « transculturation » plus ou moins liées à la transnationalisation des firmes. La mégamachine techno-économique continue de tourner dans un cadre de plus en plus mondial.

Le phénomène en jeu est à la fois très simple dans ses causes au moins abstraites et très complexe dans ses effets concrets. Le capital, qui reste le fondement de la dynamique économique

mondiale, est en effet transnational dans son essence. Le marché mondial, dont les embryons sont pleinement attestés dès le XII^e siècle, finit en quelque sorte par « rejoindre son concept ». Après huit siècles, il réussit enfin à effacer les inscriptions territoriales des structures productives. Non seulement le capital est devenu ou redevenu international dans la circulation des marchandises et dans ses assises financières, mais les processus de production et le procès de travail se fractionnent et se redistribuent sur la planète tout entière.

Si l'impact de la puissance des firmes transnationales sur le jeu de la puissance et le destin des nations est l'objet d'interprétations divergentes et peut prêter à discussion, les signes de cette puissance sont concordants et généralement admis dans leur moyenne et leur tendance. Dans la décennie 1970-1980, les 866 premières firmes multinationales contrôlaient déjà 76 % de la production manufacturière mondiale¹. Or, en 1996, plus de 90 % des 3 700 firmes transnationales et de leurs quelques 206 000 filiales appartiennent au Nord.

Avec la transnationalisation des firmes, la dynamique du capital et, plus généralement, le mouvement de l'économie et de la société moderne tendent à détruire le sens de la nationalité économique. Le PNB par tête n'a jamais eu une grande signification, mais dans un espace économique intégré et interdépendant, sa croissance traduisait une élévation de la *richesse* marchande engendrée et appropriée de façon relativement homogène par la nation à l'intérieur des frontières. Dans l'économie mondiale en gestation, et déjà dans l'État commercial ouvert, on peut toujours procéder à des enregistrements de flux et à leur évaluation statistique, mais ces chiffres deviennent de plus en plus surréalistes. Les flux mondiaux internes aux grands

1. Selon les travaux du CEREM, Centre d'études et de recherche sur les entreprises multinationales de l'Université de Paris X-Nanterre.

conglomérats industrialo-financiers sont supérieurs aux exportations marchandes classiques.

La *déterritorialisation* de l'économie ne se limite pas à la croissance des firmes multinationales. Quelles que soient les contradictions qui agitent la nouvelle division internationale du travail, les délocalisations et autres redéploiements industriels obéissent de moins en moins à des stratégies nationales : la mondialisation des enjeux économiques s'impose. À côté du mouvement des seuls investissements étrangers directs et des investissements en portefeuille, il y a les *joint-ventures* (entreprises conjointes), les ventes d'usines clé en main, les achats de brevets, les contrats de licence, d'accords de partage de la production, de sous-traitance internationale. Tout cela conspire à la transnationalisation du système productif et financier. D'autres phénomènes, comme la « fin des paysans » et la mondialisation des télécommunications, contribuent aussi à la rupture des liens entre l'économie et la souche territoriale.

Le drame des jeunes nations du Sud fournit le témoignage permanent de l'impuissance des États. La disposition de la Charte des droits et des devoirs économiques des États, adoptée en 1974 par l'O.N.U. qui stipule que « les multinationales ne doivent pas intervenir dans les affaires intérieures des pays où elles travaillent », témoigne d'une grande naïveté. En dehors des interventions flagrantes et choquantes comme celle d'ITT au Chili, le fait que le PIB de la plupart des pays du Sud est beaucoup plus faible que la surface financière des firmes les rend fragiles.

« Quelle est la différence entre la Tanzanie et Goldman Sachs ? L'un est un pays africain qui gagne 2,2 milliards de dollars par an et les partage entre ses 25 millions d'habitants. L'autre est une banque d'investissements qui gagne 2,6 milliards de dollars et en distribue l'essentiel à 161 personnes. »

The Guardian, Londres, le 10 décembre 1993.

La désintégration du tissu industriel détruit la solidarité nationale et accroît l'écart entre la moyenne statistique et la dispersion réelle des niveaux et des modes de vie. Les inégalités s'accroissent à tous les échelons. Dans chaque pays comme à l'échelle mondiale, les écarts se creusent entre les plus pauvres et les plus riches et atteignent des proportions inouïes. La régulation, remplacée provisoirement par une politique industrielle à la recherche de ses principes, tend à perdre toute consistance. La crise de l'État-providence et le démantèlement des systèmes de protection sociale tournent à la crise de l'État tout court. La dépolitisation des citoyens, le remplacement des institutions politiques par des organes administratifs achèvent de vider l'État-nation de sa substance.

La déterritorialisation économique et sociétale fait moins apparaître un nouvel ordre international, ou même un ordre mondial, qu'un désordre ou un chaos. Ce désordre il est déjà là, dans beaucoup de pays semi-industrialisés. Un ministre brésilien a dit de la région de Sao Paulo : « C'est une Suisse entourée de vingt Biafra ». Cela tend à devenir vrai à l'échelle de la planète. Là où il y a une firme, une implantation industrielle, commerciale, un centre de recherche, que ce soit à Singapour, dans la Silicon Valley, au Katanga, vont régner une relative prospérité, une société de consommation, voire un substitut régional de l'État-providence. Là où il n'y a jamais rien eu, là où entreprises et bureaux ont fermé leurs portes, au Nord comme au Sud, naissent ou persistent misère et pauvreté sans garantie sociale d'aucune sorte et sans solidarité. Dans ce monde *en peau de léopard*, le politique s'estompe, l'administration, la bureaucratie se renforcent, les appareils de police s'autonomisent pour gérer des contraintes dépersonnalisées. Les États-nations, même les plus grands et les plus forts, ne décident plus que d'exécuter, comme naguère les sous-préfets de province, avec une omni-puissance dérisoire, des décrets pris ailleurs et nulle part. Ils gèrent les contraintes. La violence, l'insécurité, le

terrorisme s'installent aux portes des riches, à Sao Paulo, à Bogota, à Caracas, à Lima, à Mexico; les îlots de prospérité s'enferment dans des bunkers, où l'on ne pénètre qu'avec des codes électroniques toujours plus sophistiqués. Milices privées, gangs et racketteurs de toutes sortes règlent leurs comptes sous le regard impuissant ou complice de ce que l'on appelle encore pouvoirs publics et forces de l'ordre. Vision de science-fiction? Cela est déjà une réalité pour une part importante de l'Amérique latine où l'existence et le maintien du lien social ont toujours été problématiques. La perte des repères et des supports des institutions sociales dans un monde déstructuré par la machine techno-économique nous fait glisser plus ou moins rapidement sur cette pente. La crise de l'ordre national-étatique est bien le signe d'une véritable crise de civilisation.

4- *L'implosion des États mimétiques.*

La menace d'implosion des États du Sud n'épargne ni l'Asie, ni l'Océanie, ni l'Amérique latine, mais le cas de l'Afrique est le plus frappant. La faillite de l'Afrique officielle annoncée dès les indépendances par les observateurs les plus perspicaces, est tout à la fois économique et politique. La faillite économique est inscrite dans les chiffres. Ils parlent d'eux-mêmes. La production agricole est globalement faible, sa croissance est lente, voire négative certaines années, et en tout cas inférieure au rythme de l'accroissement démographique qui est de l'ordre de 3 % l'an. Cette agriculture est de plus menacée par les catastrophes naturelles, elles-mêmes aggravées par l'insouciance, l'incurie ou la rapacité des hommes. Les déboisements abusifs, l'utilisation inconsidérée d'engrais chimiques et de pesticides, le recours à une irrigation inappropriée, l'introduction sans précaution de cultures de rente épuisant les sols (comme l'arachide) renforcent les méfaits de la sécheresse, participent à la désertification ou à la dégradation des

terres arables, à l'assèchement ou à l'empoisonnement des nappes phréatiques. La production industrielle ne se porte guère mieux. La plupart des économies africaines sont *sinistrées*. Beaucoup d'entreprises modernes ont dû fermer leur porte faute de débouchés. Les entreprises publiques, grevées par la gabegie et la corruption, alourdies d'un personnel pléthorique et peu productif, ayant épuisé tout autre voie de recours, sont condamnées au démantèlement et à la privatisation sauvage par les plans d'ajustement structurels imposés par le Fonds monétaire international. Ouvriers et employés *déflatés* et *conjuncturés* se comptent par centaines de milliers. L'échec des modèles de développement est général. Il y a belle lurette que les tentatives de planification socialiste des années soixante, de la Guinée de Sekou Touré et du Mali de Modibo Keita en passant par le Ghana de Kwamé Nkrumah ne sont plus que de mauvais souvenirs. Les expériences marxistes-léninistes plus récentes, et d'ailleurs moins rigides, du Congo de Marien Ngouabi, du Bénin de Mathieu Kérékou ou du Burkina Faso de Thomas Sankara se sont décomposées ou reconverties dans l'incohérence, après des dépôts de bilans médiocres. Toutefois, le Nigeria ou la Côte d'Ivoire, présentées naguère comme des exemples (les vitrines de l'Afrique), en raison du succès de leurs politiques libérales, ont plongé à leur tour dans la crise d'endettement au gré de la chute des cours du pétrole ou du cacao qui avaient fait leur provisoire et factice prospérité.

La faillite politique de son côté est aussi impressionnante que le spectacle de la désolation économique. L'État moderne légué par le colonisateur avec son cortège d'institutions politiques, administratives, juridiques est une greffe qui sans être totalement rejetée est très loin d'avoir porté les fruits attendus. Enté sur une réalité sociale qui n'a pas grand-chose à voir avec la nation au sens occidental, l'État produit d'étranges rejetons. La nation que cet État avait mission de créer, à défaut d'avoir été engendré par elle, à partir d'un territoire arbitraire et d'une mosaïque de populations

hétérogènes, ne s'est pas trouvée au rendez-vous. La société civile qui, en Occident, tout à la fois s'oppose à l'empiétement abusif de l'État et nourrit son dynamisme et sa légitimité s'est d'autant moins développée que l'économie moderne n'a pas décollé. Les espoirs mis dans le développement comme force d'intégration et comme pourvoyeur de nouvelles identités culturelles ne se sont pas réalisés. La perte de crédibilité du discours *développementiste*, seule source de légitimité des hommes politiques modernistes, dévoile la nudité du pouvoir. La dégénérescence *nationalitaire* condamne l'État mimétique à la fois au terrorisme et à l'impuissance. Sans autres ressources ou presque que le contrôle des recettes extérieures, il fonctionne suivant une logique néo-patrimoniale de clientélisme et de corruption, comme l'ont bien montré les analyses des politologues¹.

« La part modeste, souvent insignifiante, que représente la fiscalité dans le financement des dépenses d'État au Sud, tend à démunir la société civile de moyens de pression et de contrôle sur celui-ci. L'État devient ainsi, dans la gestion des rapports avec l'extérieur, le principal pourvoyeur de ressources; celles-ci, acquises par le jeu de la négociation internationale, renforcent la dépendance des élites des États périphériques par rapport à celles des États du Nord, tout en les dotant d'un sur-pouvoir par rapport aux espaces sociaux qu'elles sont censées administrer. » D'autre part, « face à ces désertions de l'individu sans qualification politique, (du fait du tribalisme...) le professionnel du pouvoir dispose, en même temps, d'une forte potentialité d'appropriation des biens sociaux et des moyens de déplacer à son profit et avec d'autant plus d'aisance la frontière qui sépare l'espace public de l'espace privé. »

Bertrand Badie, *L'État importé*, op. cit., pp. 24-25.

1. Voir entre autres Bertrand Badie, *L'État importé. L'occidentalisation de l'ordre politique*, Fayard, 1992. Jean-François Bayart, *L'État en Afrique. La politique du ventre*, Paris, Fayard, 1984. Jean-François Médard, *États d'Afrique noire. Formations, mécanismes et crise*, Karthala, 1991.

Si l'État dans ses formes institutionnelles peut s'exporter, la société civile qui constitue la chair vivante de la nation moderne ne s'exporte pas. Celle-ci est faite de tout un ensemble subtil de contre-pouvoirs qui tout à la fois nourrissent les institutions et les limitent. Citons: les partis politiques, les syndicats, les associations de toute nature, y compris les entreprises, les églises et les sectes religieuses, la presse et surtout ce phénomène complexe et multiforme qu'on appelle l'opinion publique. Dans l'espace national moderne, ces forces participent d'un jeu pluraliste et démocratique, au moins formellement, à travers le recours aux élections libres et périodiques pour désigner les représentants. Cette société civile a réussi tout à la fois à acclimater provisoirement la logique corrosive du marché et de la concurrence économique acharnée, et à refréner les tendances despotiques de tout pouvoir et les penchants tyranniques de tout gouvernement. Ce miracle d'équilibre de la société moderne, qui a même permis de voir dans l'État une figure de la providence, résulte d'un compromis historique fragile entre l'individualisme et la solidarité, entre la tradition et la modernité. Il n'est ni reproductible, ni exportable, ni malheureusement durable (nous assistons impuissants à la fin du miracle...).

L'État introduit dans les pays du Sud, superposé à des structures sociales et politiques antérieures, est infiniment plus fragile et plus dangereux. Les conséquences de cette situation sont la tendance récurrente aux coups d'État militaires et à l'éclatement ou au morcellement du fait de la réactivation des particularismes et à l'exacerbation des frustrations identitaires.

« De mode d'expression des enjeux, l'affirmation identitaire devient ainsi elle-même un enjeu confisquant et marginalisant à son tour tous les autres thèmes du débat sociopolitique. »

Bertrand Badie, *L'État importé*, op. cit., p. 204.

Ce heurt de l'État et d'une logique communautaire est générateur d'une dangereuse dialectique ; suivant la belle formule de David Apter : « la violence devenant légitime et la légitimité violente¹ ». Aux antipodes de l'unité du sous-continent dont rêvaient les pères des indépendances, la marche vers la « microscopie » politique dont l'Afrique n'a d'ailleurs pas le monopole paraît irréversible². Cette décomposition politique contribue à marginaliser encore un peu plus l'Afrique qui semble condamnée à devenir un continent sous perfusion.

5 – La production massive d'exclusion et les trois quart-monde.

Finalement, l'échec de l'utopie moderne se résume d'un mot : l'exclusion. La faillite du développement et de la modernisation, la crise de l'ordre national-étatique, l'implosion des états mimétiques, tout cela aboutit à une production massive d'exclus. La machine techno-économique de la modernité fonctionne à l'exclusion pas seulement parce qu'elle repose sur une compétition généralisée mais surtout parce que l'enjeu n'est pas extensible. La concurrence économique et sociale qui stimule les énergies individuelles et collectives du système mondial est une véritable guerre. Comme toute guerre, elle a ses vainqueurs et ses vaincus. À la différence du jeu ou du sport, les battus n'ont aucun droit : ni considération, ni respect. Ils sont à la merci du vainqueur et ne peuvent qu'espérer dans sa pitié. La solidarité humaine qui pourrait laisser augurer d'une attitude généreuse des gagnants est doublement limitée. La lutte à mort favorise une dévalorisation de l'autre pouvant aller jusqu'à sa *déshumanisation*. On sait que pour les nazis, les sous-hommes étaient des poux à écraser. L'éco-

nomiste du XVIII^e siècle Thomas Robert Malthus, bien que passeur, n'est guère plus généreux pour ceux qui ne sont pas « invités au banquet de la nature ». Il est remarquable néanmoins que la solidarité humaine, largement exclue du marché mondial, trouve encore à se manifester à travers des milliers d'initiatives publiques ou privées. Seulement, le culte de la vie biologique canalise la générosité des bonnes âmes vers l'assistance de base plus que vers une véritable « remise en forme ». À la différence du jeu et du sport, le vaincu n'est pas invité à prendre sa revanche, il est *exclu*.

La pensée dominante qui exalte cette compétition acharnée prétend néanmoins que *tous peuvent gagner*. Si le « jeu » n'est pas à somme nulle, en théorie, les perdants peuvent encore être gagnants. Dans la guerre de l'humanité contre la nature, le butin serait toujours croissant. Le seul vaincu est la nature (en apparence tout au moins). Tous les participants en retirent des profits. Si l'enjeu de la partie mondiale était uniquement un « trésor », rien, sans doute, ne s'opposerait à ce que les « perdants » se retrouvent dans une situation matérielle absolue plus favorable qu'au départ. Les thuriféraires de l'ordre établi ne se font pas faute de nous le répéter, voire de nous le *prouver* par des statistiques objectives. Les pays les plus pauvres de l'Afrique ont plus de kilomètres de routes, de chemins de fer, de ports, d'usines de toutes sortes qu'avant la colonisation. L'espérance de vie des populations a augmenté et le nombre même des pauvres prouve qu'en dépit de tout, la production *aussi* a augmenté, puisque de plus en plus d'hommes survivent sur la planète. Le nombre d'écoles, d'hôpitaux, d'alphabétisés etc. a cru dans des proportions énormes. Tout cela est difficilement contestable, même si l'évolution récente d'une économie mondialisée s'est traduite pour beaucoup de pays du Sud, et en particulier d'Afrique, par une véritable décroissance. Et après ? Est-ce là l'enjeu réel de la compétition ? Seule la société moderne a propagé la *croissance* que la *vraie richesse* était

1. Cité par Badie, op. cit., p. 204.

2. L'expression est de Badie, op. cit., p. 245.

un stock d'objets. La plupart des centaines de milliers de cultures de l'humanité n'ont pas été intéressées par la création de nouveaux gadgets et de nouveaux besoins. Les derniers survivants des cultures non occidentales témoignent d'une grande indifférence pour beaucoup de nos marchandises, et surtout, d'une allergie plus grande à la logique de leur production. Ils ne s'y intéressent que lorsqu'ils peuvent les détourner et les faire entrer dans leurs *stratégies* d'un autre jeu social. Dans l'univers culturel, la quantité d'objets n'a pas *ipso facto* de signification. Les biens ne sont pas le Bien.

« Un nouvel ordre est en place. Par nature, il marginalise les faibles, les handicapés, ceux qui sont désarmés. Sont exclus un nombre croissant de pays du Tiers Monde, ainsi d'ailleurs qu'un quart monde en pleine expansion dans nos propres sociétés. Il en sera naturellement ainsi, aussi longtemps que le seul critère du progrès sera la croissance, que l'échelle des valeurs de notre société ne portera que sur la richesse et la prospérité matérielle. »

Claude Cheysson, « La paix des grands, l'espoir des pauvres », *Le Monde* du vendredi 24 février 1989.

La modernité intègre l'humanité entière dans son processus d'uniformisation planétaire. Le déracinement touche tout un chacun et l'imposition du modèle « culturel » des désirs et des besoins atteint tout le monde; mais après avoir invité de gré ou de force l'ensemble des humains à participer aux jeux olympiques de la vie sociale, la machine abandonne les perdants à leur sort. Certes, avec la mondialisation, il n'y a plus de Tiers Monde, car les Nouveaux Pays Industriels et les pays émergents semblent rejoindre le clan des élus, et le *second* monde a disparu avec la chute du mur de Berlin. En revanche, il y a des « *quart-mondes* ». Ce terme est utilisé pour désigner trois ensembles distincts d'exclus : les marginaux des pays riches, les minorités autochtones, les pays les moins avancés. Ensemble, ils font près des trois quart du monde.

Les clochards, les laissés pour compte, jamais totalement éliminés dans les pays riches, même aux plus forts moments de la prospérité, constituent un « quatrième monde » pour lequel fut créé des organismes « d'aide à toute détresse ». La croissance engendre des inadaptés. À la misère morale que développe le « stress » de la vie quotidienne dans la grande société s'adjoint une misère matérielle de plus en plus grande. On rencontre désormais ceux qu'on a pudiquement baptisé « les nouveaux pauvres ». Les nouvelles technologies et les délocalisations massives ont créé des chômeurs en fin de droit, y compris parmi les cadres. Surtout, le caractère de plus en plus transnational de la compétition technico-économique affaiblit les solidarités nationales. Les bénéficiaires du R.M.I. (Revenu minimum d'insertion) mesuré de plus en plus chichement, sont 800 000 en France en 1996. On assiste à un développement sans précédent d'une misère modernisée. Celle-ci engendre à son tour les phénomènes de la drogue, de la criminalité, de l'insécurité.

Le deuxième groupe d'exclus concerne les peuples autochtones, les Lapons du grand Nord de l'Europe, ou « Same », les Esquimaux du Canada, du Groenland et de l'Alaska ou « Inuit », les Amérindiens du Nord et du Sud, les Touaregs ou les Pygmés d'Afrique, les aborigènes d'Australie, de Mélanésie, etc. Il s'agit là d'un ensemble de cultures très minoritaires et souvent éclatées entre plusieurs États, composées d'irréductibles à la modernité ou de métis culturels plus ou moins rejetés par les sociétés nationales, même s'ils recherchent désespérément à s'intégrer. Ils représenteraient tout de même, selon les organismes spécialisés, environ 350 millions de personnes.

Ce sont les derniers « indiens » qui ont refusé d'être bons en refusant de mourir, et qui revendiquent désespérément leur droit à vivre selon leurs coutumes sur les terres de leurs ancêtres. La modernité est tout de même passée par là. La plupart de ces indigènes vivent en jeans et tee-shirt, écoutant les transistors japonais

quand ils n'appuient pas leurs revendications à la kalachnikov comme les Mohawks du Québec. Pourtant, ils persistent à refuser l'assimilation intégrale tandis que la grande société refuse de leur reconnaître le droit de ne pas dominer la nature et de n'en pas exploiter les richesses.

Le troisième groupe des exclus, de loin le plus important en nombre à l'heure actuelle, concerne les Pays les Moins Avancés (P.M.A.). Ce ne sont plus seulement des individus isolés ou des groupes ethniques qui sont ici laissés pour compte, ce sont des États-Nations tout entiers avec leur population. Devant la situation de déréliction de ces États, la communauté internationale baisse les bras. La crise d'endettement détruit toutes les illusions naïves qu'on avait encore dans les années soixante. Les banquiers étaient convaincus que ces pays pouvaient investir, exporter et rembourser. Ils croyaient sincèrement à l'idéologie de « tout le monde peut gagner ». Le Fonds Monétaire International en imposant des politiques d'ajustement structurel fondées sur la restauration de la capacité à exporter manifeste sa foi dans la croyance complémentaire *tout le monde peut exporter plus qu'il n'importe*. Désormais, on sait que ces pays-là n'ont rien d'intéressant à fournir. Ils ne peuvent pas exporter assez pour payer les seuls intérêts de leur dette. Plus personne ne pense sérieusement et n'ose dire que ces pays peuvent encore participer à la partie internationale de saute-mouton et rattraper les autres. Qui parierait sur le Bangladesh, sur l'Éthiopie ou sur le Burkina Faso? Quelle chance ont ces États d'entrer dans la course technologique, d'envoyer des satellites de télécommunication construits par eux, de reconstruire une industrie performante? Absolument aucune dans le contexte actuel. Et cela, qu'ils adoptent un modèle libéral, un modèle socialiste ou n'importe quelle stratégie concevable.

Les populations en pleine expansion démographique de ces pays sont touchées de plein fouet par la modernité. Elles aspirent

à prendre place au festin dont on veut les exclure. Malgré leur misère, elles peuvent acquérir des armes chimiques ou bactériologiques. Elles disposent de connaissances informatiques et biologiques suffisantes pour bricoler des engins de mort terrifiants. On trouve déjà sur les marchés plus ou moins clandestins des fusées sophistiquées et des mines antipersonnelles à des prix dérisoires. La construction ou l'obtention d'engins nucléaires n'est pas même à exclure. La fabrication de la mort et de l'insécurité est désormais infiniment plus facile que la performance transnationale. L'éclatement du semblant de société des nations et la dissolution du tissu social des pays riches font peser des menaces terrifiantes sur le fonctionnement du système. La mégamachine techno-économique ne peut continuer sa marche en avant sans un minimum d'ordre planétaire.

Les trois « quart-mondes », en dépit du fossé qui les séparent, présentent un certain nombre de traits communs. Ils sont tous des victimes du Progrès, dans une situation d'exil intérieur par rapport à la modernité planétaire. Sous-prolétaires d'Occident parqués dans des ghettos urbains, aborigènes des réserves ou déracinés des campagnes des P.M.A., ces exclus du grand banquet de la surconsommation, vivent leur exclusion en produisant des cultures de la pauvreté. Les rapports avec l'extérieur, avec les agents du pouvoir (policier, juge, instituteur, médecin) avec le monde officiel (technocrate, bureaucrate) sont limités au strict minimum. Cet extérieur est vécu comme hostile ou indifférent. Dans les pays riches, les pauvres sont vus comme des « sauvages ». Les services d'aide à la détresse doivent inventer le dialogue inter-culturel. Les « sauvages » indigènes du Canada, d'Australie, des USA ou les Lapons des pays nordiques sont d'ailleurs aussi les pauvres de ces pays. Les masses abandonnées de l'ancien tiers-monde sont en passe de constituer cette chose paradoxale et nouvelle : une société de marginaux. Il ne s'agit plus de petits groupes isolés au sein d'une société riche, mais de la constitution d'une *nouvelle* société.

Ces « quart-mondes » engendrés par la machine productiviste font peser en retour une lourde menace pour la perpétuation de son fonctionnement. Ils constituent aussi un milieu de fermentation culturelle et un laboratoire d'un avenir possible.

Chapitre 5

Quel espoir pour les « naufragés » ?

L'effondrement prévisible dans les convulsions et la douleur d'un ordre social engendré par l'Occident, est-il pour autant la fin de toute civilisation ? La disparition ou la décomposition de la mégamachine ne laisse-t-elle derrière elle qu'un vide total ?

À moins de s'achever en apocalypse dans un sanglant crépuscule des Dieux, ce pour lequel les puissances nucléaires ont construit les moyens matériels adéquats, et qu'on ne peut exclure, le chaos qui suit la décomposition brutale ou ralentie de l'ordre national-étatique laisse quelque chance à des *alternatives*. Là où la mégamachine n'a pas vraiment trouvé son site propre, dans la zone où l'occidentalisation a été la plus superficielle, où les résistances ont été les plus vives, où les limites ont été les plus sensibles, là aussi, se dessinent le plus nettement, sinon les contours d'un nouvel ordre et d'un monde nouveau, du moins des formes de recomposition partielle du lien social.

Si le développement *offshore* de la technopole transnationale ne peut perpétuer la fiction d'une société-monde, le Sud, y compris dans les recoins les plus marginalisés, a néanmoins connu, et continue de connaître une certaine intégration dans la *civilisation* mondiale, c'est-à-dire occidentale. Ce passage est irréversible. Quelle que soit la nostalgie de l'univers ancien, de ses équilibres et de sa richesse culturelle réels ou mythiques, le retour pur et simple au passé est impossible et impensable.

S'adressant aux étudiants de Papouasie-Nouvelle-Guinée, un juriste australien, Peter Sack, déclarait dans les années quatre-

vingt : « Tous les Occidentaux vous répètent inlassablement qu'il n'est pas souhaitable de revenir en arrière. En vertu du principe de l'enquête policière « Cui bono », (chercher à qui le crime profite) cette déclaration est suspecte. Certes, nous autres Australiens, nous n'avons pas du tout intérêt à ce que les Aborigènes rétablissent la situation antérieure. Cela signifierait que les Blancs devraient retourner en Angleterre... » La même question se pose avec acuité en Nouvelle-Calédonie – Les Kanaks sont beaucoup moins convaincus que les experts français (et que les Caldoches, bien sûr...) que ce retour n'est ni souhaitable ni possible. Toutefois, le souhaitable n'est pas forcément possible, il n'est pas sans arrière-pensées, également suspectes chez certains. Ouvrir le tribunal des responsabilités historiques entraînerait des bouleversements invraisemblables et amènerait à verser des indemnités colossales aux descendants de victimes qui n'auraient d'autre mérite que d'avoir survécu. Il n'en demeure pas moins que le reniement du passé et la liquidation de ce qu'il en reste sont infiniment moins nécessaires et souhaitables que les Blancs ne le proclament. Dans la plupart des cas, les peuples, les groupes humains, les membres plus ou moins individualisés désormais des sociétés détruites veulent vivre en assumant le double héritage de leur culture et de leur passage par le *maelström* de la modernité. Les cultures vouées au *solipsisme* culturel, c'est-à-dire entièrement repliées sur elles-mêmes, ont disparu, leurs membres sont morts. Ceux qui ont survécu sont prêts à affronter le défi. Ils n'acceptent pas sans réagir de se laisser lamener par les évolutions dites irréversibles parce que liées à des mécanismes techno-économiques.

Pourtant, à côté de l'échec de l'occidentalisation, lisible dans la déréliction d'une partie de plus en plus grande de l'humanité, il y a ces signes nombreux et concordants de résistance, de survivances et de permanences que nous avons rencontrés. Ces signes témoignent de la vitalité et de la créativité culturelle des

exclus de l'ordre mondial. Celles-ci se manifestent dans l'émergence de formes syncrétiques, de détournements, de contre-cultures. Ce ne sont pas là seulement oripeaux en tissu d'arlequin pour voiler la nudité et la pauvreté, mais le témoignage de la persistance de raisons de vivre et de conceptions du monde irréductibles à la métaphysique occidentale.

Au sein de la déréliction des bidonvilles, une extraordinaire vitalité se déploie. Il ne s'agit pas de se contenter d'une survie biologique pour constituer des troupeaux dociles et passifs à la disposition des firmes, esclaves mécaniques d'une consommation et d'une production délirantes. Il s'agit d'une *création*, de la reconstruction d'une société humaine par le détournement et la récupération des objets et des forces de la modernité à partir des valeurs culturelles et des liens résiduels des communautés traditionnelles. Une véritable synthèse se fait dans la vie quotidienne, à l'insu des penseurs et des théoriciens, entre les deux héritages. Cette fusion qui pourrait accoucher d'une authentique *post-modernité* se cherche à l'aveuglette dans les mailles de plus en plus relâchées de l'ordre mondial occidental en crise.

On peut reprendre la métaphore du rouleau compresseur, avec l'exemple de la grande pyramide de Mexico. La mégamachine rase tout ce qui dépasse du sol, mais elle enfonce les superstructures et laisse les fondations. Sous l'uniformisation planétaire, on peut retrouver les racines des cultures humiliées qui n'attendent que le moment favorable pour resurgir, parfois déformées et monstrueuses. Parce que l'universalisme des Lumières n'est que le particularisme de la « tribu occidentale », selon l'expression de Genovese, il laisse derrière lui bien des survivances, suscite bien des résistances, favorise des recompositions et engendre des formations bâtardes étranges ou dangereuses¹.

1. Rino Genovese, *La tribù occidentale. Per una nuova teoria critica*, Bollati Boringhieri, Torino, 1995.

Les réactions défensives face à l'échec du développement, les volontés d'affirmation identitaire, les résistances à l'homogénéisation universelle vont prendre des formes différentes plus ou moins agressives ou plus ou moins créatives et originales.

Arnold Toynbee distinguait naguère deux types de réaction à l'impérialisme culturel : l'*hérodianisme* et le *zélotisme*, soit le mimétisme caricatural et le renfermement désespéré¹. Toutes deux d'ailleurs sont pour lui vouées à l'échec. Il faut ajouter une troisième forme plus optimiste, celle d'une véritable innovation historique. Même si, en pratique, ces formes se mélangent et s'interpénètrent, on doit discerner trois grands types de réaction : le projet fondamentaliste qui s'apparente au *zélotisme*, l'affirmation nationaliste, plus proche de l'*hérodianisme* et la construction d'un néo-clanisme original.

1 – Le projet fondamentaliste et la montée des mouvements identitaires.

Dans les sociétés déstructurées par l'industrialisation, l'individualisme et la modernité, on voit apparaître une forme régressive d'affirmation de l'identité perdue. Le fondamentalisme islamique, saisi dans son ensemble, est l'illustration actuelle la plus typique de la percée des mouvements *identitaires*. La montée en puissance spectaculaire de ce courant ne doit pas cacher d'autres phénomènes du même type, comme l'extrémisme brahmanique en Inde, ou les revendications régionalistes dans les vieux pays d'Europe. Tous ces phénomènes sont suscités par l'échec de la modernisation et résultent des frustrations engendrées par cet échec. Les masses arabes touchées à l'heure actuelle par les frères musulmans ou les mouvements chi'ites, étaient nassériennes ou baasistes il y a vingt ans, c'est-à-dire qu'elles mettaient alors leurs espoirs dans

le modernisme et croyaient en une synthèse possible de l'héritage arabe et de la modernité. Leur fanatisme actuel permet de mesurer l'ampleur de leur déception. Certes, ce courant est porteur de nombreuses ambiguïtés. Il se nourrit des formidables survivances religieuses et culturelles sans lesquelles il n'aurait jamais vu le jour. Il trouve dans la nostalgie d'un passé historique glorieux, en partie mythique, une force de résistance et d'expansion. Il constitue une tentative ambiguë de concilier l'industrialisation et la technique avec le Coran (*une modernisation sans la modernité*).

Les sociétés concernées n'ont jamais fait de la religion leur seul principe d'identification sociale. Il ne s'agit donc pas d'un retour à un vécu religieux traditionnel, ni à une forme de société antérieure, même si la nostalgie d'un âge d'or de l'Islam ou d'une pureté originelle des temps du prophète et de ses compagnons nourrit l'imaginaire des masses. Au grand dam des intégristes, les croyances populaires de la société rurale sont pétries de rituels et de pratiques locales étrangères au Coran et de survivances antislamiques qualifiées de *superstitions*. Le Maraboutisme, si vivant en Afrique noire et les divers soufismes en sont une illustration. Les sociétés traditionnelles des pays d'Islam se caractérisaient par un enchevêtrement complexe de communautés et de particularismes. L'identité culturelle était de ce fait plurielle et ouverte. La *oumma*, ou assemblée des croyants, n'avait été qu'un repère unificateur imaginaire pour les musulmans disséminés dans des collectivités enchevêtrées, formées d'un réseau très complexe de liens historiques. La *charià* n'avait jamais été la loi civile unique et applicable à tous. Les intégristes ont raison en un certain sens de dénoncer l'âge d'or des grands empires arabes comme une époque de corruption, d'impiété et d'hérésie. La grande période de la Perse, celle des poètes chantant l'amour et le vin, celle des miniatures raffinées et des palais des Mille et Une Nuits, était aux antipodes du puritanisme imposé par les ayatollah. Les fanatiques détruisent aujourd'hui au Yémen ou ailleurs des œuvres d'art sans

1. Voir Franco Cassano, *Il pensiero meridiano*, Sagittari Laterza, 1996, pp. 70-71.

prix du XI^e siècle produites dans les périodes de tolérance de l'Islam au temps de sa première splendeur : tombeaux de marabout, objets et lieux de cultes populaires.

« Tous phénomènes bien modernes ! Même l'islam dont ils (les intégristes algériens) se réclament, fut-il antimoderniste, n'est plus l'Islam traditionnel. C'est un islam importé par des coopérants venus du proche-orient, mâtiné de militantisme nationaliste, d'idées totalitaires, de méthodes activistes empruntées aux guerres révolutionnaires de naguère et à la guérilla afghane, un islam ébloui par le succès tactique de la révolution khomeiniste. »

Camille Tarot, *La violence et la mémoire. Un témoignage sur la crise algérienne*, Demosthène-CRI, Caen, 1996, p. 29.

Paradoxalement, la déculturation engendrée par l'Occident (industrialisation, urbanisation, nationalitarisme) offre les conditions inespérées d'un renouveau religieux. L'individualisme, déchaîné comme jamais, donne sens au projet de recomposition du corps social sur la seule base du lien religieux abstrait en effaçant toute autre inscription territoriale. La religion devient la base d'un projet de reconstruction de la communauté. Elle se voit attribuer le rôle d'assumer la totalité du lien social. Les mouvements islamiques intégristes touchent avant tout les villes et les bidonvilles dans les pays où la tradition a le plus souffert des projets industrialistes, l'Iran de la révolution blanche, l'Égypte post-nassérienne, l'Algérie « socialiste ». La religion, qui canalise les frustrations des exclus de la modernité et des déçus des projets modernistes du nassérisme, du Baas ou du socialisme arabe, est une croyance abstraite, rigoureuse, universaliste. L'universalisme occidental se trouve ainsi confronté à un universalisme tout aussi fort et réactionnel. Il ne s'agit pas cependant d'une voie véritablement différente ; l'anti-occidentalisme de ce courant est plus affiché que profond. Le fonctionnement théocratique de l'État est plus une perversion de la modernité qu'un projet radicalement

différent. Il implique, certes, un rejet de la métaphysique matérialiste de l'Occident mais il a besoin de garder la base matérielle et en particulier la technique. Ces mouvements anti-occidentaux s'accommodent le plus souvent de la technique et de l'économie de marché (la modernisation sans le modernisme). Sans être totalement vide, le contenu spécifique de ce qu'on appelle l'économie islamique reste très limité : les banques islamiques et un volontarisme éthique assez flou. Elle n'exclut même pas un libéralisme quasi-total. La menace d'une dérive totalitaire de ces mouvements démagogiques et théocratiques n'est pas négligeable. Ce formidable *détournement* n'en exerce pas moins une fonction corrosive sur l'occidentalisation et peut déboucher sur d'étonnants mouvements, y compris des formes très inquiétantes du point de vue des valeurs de l'universalisme occidental.

Cependant, le monde islamique n'a pas le monopole de ces phénomènes. On les retrouve sous leur forme strictement religieuses avec l'hindouisme radical, l'intégrisme chrétien, en particulier dans certaines sectes au Nord comme au Sud. Tous les fondamentalismes islamiques, mais aussi leurs équivalents hindouistes et, dans une certaine mesure, les intégrismes chrétiens, s'inscrivent dans cette direction d'un *néo-populisme* religieux porteur de projets de société imprécis. Le discours est égalitaire et reprend *ad nauseam* le thème de la dénonciation de la « corruption » des dirigeants. L'utilisation politique de la religion est manifeste.

En outre, le fondamentalisme va se loger dans l'ethnie fétichisée, enfantant un véritable intégrisme civil. Là où l'appareil d'État porteur du projet moderniste apparaît comme étranger aux populations locales, les réactions face à l'échec du développement et à l'uniformisation planétaire prennent la forme de revendications « nationalistes » plus traditionnelles. Le particularisme ethnique, linguistique, historique, bref culturel, constitue la base du projet d'autonomie. Les revendications des Kurdes, des Tamouls,

mais aussi celles des Berbères d'Algérie, des Baltes, des Basques d'Espagne voire des Corses, sont de ce type.

La fin de l'impérialisme soviétique donne naissance à un formidable réveil des nationalités qui rappelle autant la période 1848-1919 que celle de la décolonisation. On assiste à un retour en force apparent de l'État-nation. La fascination imaginaire du modèle est toujours aussi forte alors même que les vieux États-nations connaissent une crise décisive de la citoyenneté et une désaffectation politique. Seulement, le contexte est profondément différent : Tchéchènes, Bosniaques, Ingouches ou Sarahouis sont pris dans les mailles d'un système mondialisé.

À défaut d'autres formes d'organisation politique, l'État-nation apparaît comme le seul mode d'expression de l'existence au regard des autres et de soi-même. Il n'empêche que ce nationalisme se restreint aux dimensions de communautés homogènes, ou soi-disant telles. Il canalise provisoirement tout à la fois les aspirations identitaires et communautaires. Le mythe mobilisateur de la nation, toutefois, est en l'espèce aussi illusoire que celui de la religion. L'identité qui s'affirme dans la revendication n'a guère plus de contenu que le souvenir de sa disparition. Souvent même, la violence des conflits avec les voisins extérieurs ou les populations allogènes (juifs, gitans, minorités diverses) est à la mesure de l'indifférenciation croissante entre les individus. L'uniformisation planétaire favorise le déchaînement des « crises mimétiques ». Plus on se ressemble, plus on se sent menacé dans son identité et plus l'existence de l'autre, si proche, devient insupportable¹. L'ex-empire soviétique est un fantastique terrain d'expérience des phénomènes de ce type, comme l'avaient été et comme le sont toujours, mais à des degrés moindres, les ex-empires ottoman et austro-hongrois. C'est le triomphe de l'ethnicisme avec son corollaire

1. Voir en particulier René Girard, *Des choses cachées depuis la fondation du monde*, Paris, Grasset, 1978, p. 463.

sinistre, la purification. La Yougoslavie est l'exemple clinique de ce processus qui ronge aussi l'Afrique noire sous le nom plus exotique de « tribalisme ». Le Rwanda, la Somalie, le Liberia sont les illustrations les plus récentes du phénomène, mais on chercherait en vain un seul pays du sous-continent où les tensions, souvent nourries par les processus dits de démocratisation, ne menacent pas de dégénérer en conflits ethniques ouverts.

« Étendue à l'Afrique Noire, une démocratie de type Rwanda aboutit à un charnier, car chaque ethnie pour jouir de la sécurité et de l'épanouissement légitime voudrait former un État indépendant. »

Édouard Gasarabwe, *Le geste Rwanda*, Union générale d'éditions, 1978, p. 309.

2 - La fuite imaginaire : les cultes syncrétiques et les nouveaux prophètes.

Dans le domaine de l'imaginaire, l'innovation majeure est constituée par les cultes dits syncrétiques et les mouvements prophétiques qui mêlent des éléments modernistes, chrétiens ou islamiques aux valeurs ancestrales. Ces croyances, kimbanguisme et kitawala, dans le bassin du Congo, cultes vaudou sur les côtes du Bénin, à Haïti, à Cuba, au Brésil, harrisme, secte papa-novo en Côte d'Ivoire, etc., sont des croyances vivantes en pleine expansion. Elles atteignent toutes les couches de la population, en particulier les déracinés des bidonvilles et des banlieues. À Lagos, le premier syndicat de prophètes vivants vient de se constituer... Ces religions, quand elles ne donnent pas lieu aux dérives intégristes, fabriquent du sens à la situation nouvelle et conflictuelle que vivent les néo-urbains et maîtrisent les tensions psychiques que les cultes blancs et l'animisme traditionnel ne peuvent plus contrôler. Elles font contrepoids à la montée en puissance de

la sorcellerie qui ronge ces sociétés. Dans le contexte d'une modernité en crise, les innombrables déconvenues de la vie quotidienne sont volontiers attribuées à la malveillance des proches ou des rivaux. L'ombre du sorcier est omniprésente, l'angoisse de l'envoûtement quasi-obsessionnelle. Les nouvelles religions représentent des armes très efficaces contre ces dangers en même temps qu'une forme d'affirmation identitaire au sein de communautés nouvelles. Le cas des Layennes chez les Lebous de Yoff au Sénégal, comme celui de l'umbanda au Brésil, peuvent illustrer cette reconquête de la dignité. Les Layennes sont une confrérie musulmane fondée par le prophète Seydinou Limamou Laye (corruption africaine d'Allah) dans la banlieue de Dakar au début du siècle.

« À cette époque, en fait, les Sénégalais, et tous les Africains en tant que tels, et tout particulièrement les Wolof et les Lébou étaient convaincus de l'infériorité de la race noire... Limamou montra le contraire et prouva que la race noire valait autant sinon plus que n'importe quelle autre et que Dieu, qui avait créé les hommes de couleurs différentes, n'avait pas privilégié certaines races plus que d'autres. »

Michael Singleton, *Seydina Mouhamoudou Limamou Laye (1845-1909). The black Madhi, Centre for the study of Islam and Christian-Muslim relations*, Selly Oak colleges, Birmingham, p. 8.

Ces croyances permettent aux déshérités de trouver un sens à leur situation et de ne plus se percevoir seulement en négatif par rapport à *l'autre* (en l'occurrence, l'occidental).

Le vaudou, sous sa forme brésilienne, le candomblé (l'une des sources de l'umbanda avec le spiritisme), témoigne en outre de la survivance de mythes africains après plusieurs siècles d'une *déculturation* sous la forme la plus brutale du déracinement et de l'esclavage, aggravés par la persécution du clergé catholique. Les prêtres et prêtresses du culte nagô, babalaos et yawalorisos, ont inventé des ruses subtiles pour tromper leurs persécuteurs. Ils assi-

milient certains saints chrétiens à leurs divinités africaines et perpétuaient les rites et le culte noirs sous l'apparence d'une dévotion blanche. Sainte Barbara cache Iansan et sainte Iphigénie, Oximare. La Vierge était identifiée à Yemanja, la déesse des mers et des rivières. Saint Jérôme à Olodumare, saint Sébastien à l'Orisca Olorun, le Christ lui-même étant l'Orisca-Roi, Orisanla ou Oxala. À l'inverse, le kimbanguisme congolais investit le culte chrétien et l'organisation ecclésiale des valeurs noires. Il combine l'ascétisme chrétien et l'efficacité de l'organisation militaire salutiste, à l'initiation traditionnelle. Il poursuit son ascension au Zaïre et au Congo; de nouvelles églises sont construites, les adeptes se multiplient. Sur la base de ces croyances et de ces représentations nouvelles et modernes par rapport aux systèmes anciens, les identités culturelles se réaffirment au-delà des espaces ethniques, y compris, voire surtout, dans les zones urbanisées.

La synthèse imaginaire opérée par les « prophètes » fait sens. Au milieu des faux prophètes, des démagogues qui exploitent les frustrations des naufragés de l'occidentalisation pour s'assurer pouvoir ou richesse, il y a des tentatives intéressantes de penser l'ensemble de la situation créée par l'irruption de la modernité dans la société traditionnelle en des termes originaux se référant aux lignes de force de la métaphysique traditionnelle. Le prophétisme se propage partout dans le Sud. Le triomphe planétaire de la science n'a pas exclu, même au centre, toute religiosité. On assiste à un renouveau de la spiritualité sous ses formes traditionnelles ou non. De nouveaux cultes surgissent qui tentent de donner sens à la tension née de la perte des repères et de la montée des frustrations.

Le rejet du christianisme sur l'île de Tanna (Vanuatu) et la résurrection de la coutume par les John Frum constituent un autre témoignage intéressant.

« La coutume de Tanna représente bien plus qu'un modèle formalisé de la société traditionnelle, elle risque un jour d'apparaître

paradoxalement comme la préfiguration d'un modèle soudainement *neuf*. »

Joël Bonnemaïson, *La dernière île*, Arlea-Orstom, 1986, p. 370.

Dans toute la Mélanésie, la *kastom* (déformation de l'anglais *custom*: coutume en bislama ou Pidgin) c'est « l'alternative » à l'Occident. « Les Blancs ont l'argent, nous avons la coutume » disent les indigènes. Il s'agit de deux systèmes de valeurs, de deux modes de représentation différents. Dans la *Kastom* repensée par les prophètes, la modernité qui fascine est conjurée comme un mirage dangereux. En ressuscitant la coutume, le mouvement John Frum a redonné vie à une certaine image du monde et à l'univers des pierres sacrées et des jardins enchantés. La coutume est liée aux fondements mêmes de ce qui donne sens à la vie, à la terre, aux racines. La coutume des Blancs, l'argent, ne touche que la surface des choses. Dans certains moments d'exaltation collective, les sectateurs ont même brûlé leurs billets de banque...

Le discours de John Frum, selon le mythe, révèle bien l'effort de remise en place des choses et le réenchantement du monde.

« Les Blancs ont le pouvoir de la connaissance. Les Noirs ont le pouvoir de la vie. La connaissance sans la vie ce n'est rien. Les Blancs possèdent le crayon et le livre, vous possédez les pierres et les plantes. Le crayon et le livre permettent de faire des avions, des sous-marins, mais les pierres et les plantes permettent aux nourritures de fructifier, aux cochons de bien grandir et de revenir, lorsqu'ils se perdent, au soleil de se lever, aux nuages chargés de pluie d'arriver sur l'île, de remplir les sources, et les creeks, au tonnerre de gronder, à la marée de monter et de descendre, aux tortues de venir jusqu'à l'île. »

Joël Bonnemaïson, op. cit. p. 291.

On trouve de telles pensées partout où les hommes sont restés proches de la nature, en Afrique dans les villages, en Amazonie, chez les Inuit du grand nord américain.

3 – L'invention sociale: les réseaux néo-claniques et la redécouverte du don.

À côté des dérives identitaires plus ou moins terroristes et du prophétisme urbain ou rural, il existe une forme complémentaire plus souterraine de renaissance du sentiment communautaire. On la trouve de la façon la plus forte, là où l'exclusion par rapport à la mégamachine techno-économique transnationale est la plus totale, là où les bénéfices sociaux, politiques et économiques de la modernité-monde sont quasiment inexistantes. L'Afrique noire est la terre d'élection de ces marginaux, mais on les rencontre aussi en Océanie et dans certaines zones d'Amérique latine (surtout chez les Amérindiens). Ces exclus de la modernité-monde sont condamnés pour survivre à résister au rouleau compresseur de l'uniformisation. Les masses qui s'agglutinent à la périphérie des villes du tiers-monde n'ont pour « richesse » que la solidarité et l'entraide. Le renforcement des liens traditionnels et la constitution de nouveaux réseaux sont la réponse à la faillite du mimétisme économique, technologique et politique. Il ne s'agit pas seulement d'entretenir une nostalgie compensatrice, mais de produire la vie dans toutes ses dimensions. Un tissu social nouveau se crée ainsi dans la *déréliction* des *bidonvilles* et des quartiers populaires.

L'urbanisation elle-même, sous la forme dégradée et anarchique que nous avons vue, qui devrait normalement aboutir à la déshumanisation totale dans un enfer insalubre de tôle et de carton, est le lieu de maturation de véritables contre-cultures. Dans les *poblaciones* de Santiago du Chili comme dans les *favelas* de Rio, tout comme dans les cités d'Abidjan ou les bidonvilles de Casablanca et du Caire, un tissu social se reconstitue. Les solidarités se mettent en place, s'inventant de nouvelles bases de légitimation.

En Afrique noire, on assiste à l'invention de structures qu'on peut appeler « néo-claniques ». Les nouveaux citadins s'organisent dans des réseaux d'entraide qui reproduisent partiellement les formes ancestrales, mais répondent à une situation nouvelle. Chez les Sérères et les Wolof du Sénégal, les réseaux urbains (tontines, associations sportives, théâtrales, de voisinage, d'organisation pour le pèlerinage à La Mecque ou *dahira*, etc.) sont calqués sur le système lignager, avec des « aînés sociaux ». Chaque individu participe à plusieurs de ces réseaux (de cinq à dix en moyenne). Cette auto-organisation permet la prise en charge des mille et un problèmes de la vie quotidienne dans un bidonville ou une cité populaire, depuis l'enlèvement des ordures ménagères, le fonctionnement des égouts jusqu'à l'ensevelissement des morts en passant par les branchements clandestins d'eau et d'électricité, l'animation festive et culturelle. On supplée à la carence des pouvoirs publics, et on trouve des solutions, parfois géniales, que ceux-ci seraient bien incapables de mettre en œuvre. Les chiffonniers gagnent de l'argent en traitant les ordures, alors que les pouvoirs publics ou les usines d'incinération en perdent. En adoptant et adaptant le système des chiffonniers, la ville du Caire a pu créer trois usines de traitement avec tri manuel et compostage qui couvrent leurs frais de fonctionnement, grâce à la vente de compost et des granules de plastique, alors que le recours, un moment envisagé, à des usines étrangères aurait encore aggravé l'endettement du pays.

Cette convivialité en marche ne doit rien aux animateurs extérieurs, ni aux experts des ONG. Elle constitue la base vivante d'une création économique *informelle*.

Au Cameroun, les tontines sont particulièrement développées, et jouent un rôle comparable et complémentaire à ces réseaux et associations. Dans ces « sociétés d'amis » qui collectent l'épargne des membres pour la redistribuer à tour de rôle, la logique du don avec sa triple obligation de donner, de recevoir et de rendre apparaît plus manifeste. Même sous les formes les plus modernes, il

s'agit toujours plus de capitaliser des relations que d'accumuler des ressources financières. L'argent est autant un prétexte pour l'entraide et la rencontre que l'inverse. Le lien social lui-même est pensé sous la forme d'une tontine. Dans sa version primitive, celle-ci serait une mise en commun du travail, des denrées agricoles et du stockage, et remonterait aux origines de l'humanité! Beaucoup de tontiniers rêvent de résoudre les problèmes politiques du pays en organisant une tontine aux dimensions de la nation.

« Si tous les Camerounais voulaient se donner la main, la cagnotte serait magnifique! Toutefois, il faut dire qu'à raison d'une séance par jour, le cycle devrait durer... presque 21 903 ans. Nous en retiendrons tout de même la vision d'un idéal de société, celle d'une nation-tontine. »

Henry Alain, Tchente Guy-Honoré et Philippe Guillaume-Dieumegard, *Tontines et Banques au Cameroun*, Karthala, 1991, p. 108.

Le tiers-monde, malgré l'occidentalisation, est loin d'avoir atteint le stade de l'individualisme des sociétés industrialisées du Nord. Lorsqu'on demande à quelqu'un en Afrique noire (et dans bien d'autres régions du monde) combien de personnes font partie de sa famille, la réponse tourne autour de trois cents. Aux fêtes de famille, ce chiffre est souvent dépassé alors que tous n'ont pu venir. Dans les zones urbaines, où les grandes familles sont forcément éclatées, des microorganisations se mettent en place sur la base d'une mémoire populaire et d'identités culturelles. Elles prennent en charge la vie quotidienne par des stratégies ingénieuses de survie. Cela ne concerne pas seulement la production et la vente, mais aussi l'autoconstruction, les coopératives d'achat, la cuisine en commun, l'organisation des loisirs et les activités récréatives (y compris le théâtre populaire).

Dans les pays latino-américains, l'éthique solidaire s'est manifestée dans de nombreuses formes de micro-organisations autogérées: organisations économiques populaires du Chili,

communautés ecclésiales de base au Brésil, organisations de quartier, mouvements de jeunes et de femmes, associations indigènes, groupes écologiques, etc.

Sans doute, les formes les plus étonnantes de cette synthèse de la modernité inaccessible et de la tradition perdue se rencontrent-elles dans ces bidonvilles et les banlieues où les exclus s'inventent une nouvelle culture avec son imaginaire (le prophétisme), sa structure sociale (les relations néo-claniques), son « économie » (l'informel). Toutefois, les campagnes ne restent pas complètement à l'écart du mouvement. À Tanna, on a déjà croisé une « informalité » rurale, c'est-à-dire une tentative de réorganisation sociale, un îlot dans le continent agraire de la planète des naufragés. Les campagnes ne restent pas toutes repliées sur leur tradition et la routine. À côté de l'exemple héroïque des Lobis, évoqués précédemment, enfermés dans leur mode de penser et de vivre ancestral et volontairement coupés du monde extérieur par rejet de la voie du Blanc, à côté de l'échec des Iks, il y a une « Afrique en marche¹ ».

Le choix des Lobis n'est pas exceptionnel ; le refus du changement venu de l'extérieur et ce repliement dans les valeurs internes, érigées en certitude, se rencontrent un peu partout dans le monde extérieur à l'Occident. Il est sans doute stérile pour les sociétés concernées, mais il n'est pas sans grandeur. Il a peut-être une portée pour l'avenir qui doit nous préserver de la tentation de le condamner et d'intervenir pour « le faire évoluer ». Les formes passées sont-elles jamais dépassées ? Ce rôle de *conservatoire* qu'assument çà et là les sociétés *bloquées* mérite un immense respect même si nous ne comprenons pas toujours.

Toutefois, l'Afrique des villages n'est pas limitée à ces formes radicales. Derrière la façade misérabiliste de l'Afrique famélique

1. Selon le titre de l'ouvrage de Pierre Pradervand, *Une Afrique en marche. La révolution silencieuse des paysans africains*, Plon, Paris, 1989.

que l'on met en scène dans les médias, il y a des mouvements villageois d'une étonnante vitalité. Ceux-ci font la synthèse quotidienne de la tradition en crise sinon perdue et d'une modernité bâtarde. Ici aussi, la solidarité et l'organisation néo-clanique sont à la base de ce dynamisme : résurgence d'associations ayant des sources traditionnelles comme les *Kombi-naam* du Burkina Faso, les *nimbe* des Shonas du Zimbabwe, les *mywethya* des Kamba du Kenya, les *tons* des Bambara du Mali, les *M'botay* des Oualofs du Sénégal ou associations nouvelles comme les six S (Se Servir de la Saison Sèche dans la Savane et au Sahel). Lorsqu'il n'est pas excessivement opprimé, le paysan africain est capable d'adaptation et d'innovation. L'adoption réussie du manioc au XVII^e et XVIII^e siècle qui a bouleversé l'agriculture et l'alimentation en est un exemple. Sur des sols comparables avec une pluviométrie identique, certaines populations comme les Kirdés du Nord Cameroun font vivre décentement une population 40 fois plus nombreuse que les habitants du Togo (au Burkina), sans recourir au modèle agro-industriel. Les exemples de ce genre ne sont pas rares.

« Nous voulons recréer la solidarité africaine sur de nouvelles bases », déclare Tanganuiwa Kusema, vice-président de l'association nationale des fermiers du Zimbabwe. « Nous voulons réunir les gens afin qu'ils puissent trouver leurs propres solutions à leurs problèmes. Si nous nous mettons ensemble, nous pouvons trouver des solutions à tous nos problèmes. »

Pierre Pradervand, *Une Afrique en marche*, op cit., p. 133.

L'important est bien cette réappropriation des problèmes. Le Sud a été dépossédé de la gestion de son destin et de ses crises. Lorsque le paysan africain est laissé en charge de son sort, il fait preuve, comme l'artisan du bidonville, de créativité et réussit des miracles. L'autopromotion paysanne est d'ores et déjà une réalité. Certes, même à ce niveau, l'occidentalisation insidieuse des ONG peut aboutir à certaines déviations. Le moralisme des humanistes

ne peut s'empêcher de condamner les dépenses d'excitants (noix de cola, bière de mil, et plus encore tabac et alcool étrangers) comme un gaspillage d'une épargne potentielle, de réprouver les fêtes où viennent s'anéantir les surplus, ce qui était souvent la principale raison d'être des associations paysannes comme les kombi-naam, de préconiser une éthique du travail, et bien sûr un fonctionnement « démocratique » des organisations indigènes. Cette tutelle généreuse, mais teintée d'un incorrigible ethnocentrisme, est dangereuse car elle nie la capacité de prise en charge et les valeurs locales, et comme elle est appuyée sur l'argent, il est presque impossible de la rejeter frontalement. Or, il y a toujours des petits malins qui savent comment il faut simuler pour répondre au désir du généreux donateur. Les courtiers et entremetteurs du développement, plus ou moins honnêtes, sont légions. La fabrication d'O.N.G africaines fictives destinées à capter les fonds de la charité occidentale en présentant des façades séduisantes, est devenue une industrie pour certains diplômés chômeurs talentueux...

La synthèse qui s'opère dans ces mouvements introduit des éléments nouveaux. Les nouvelles associations n'ont plus nécessairement une base tribale ; des personnes d'ethnies et de religion différentes peuvent s'y intégrer. Au sein d'un groupe burkinabe, des musulmans ont même soutenu un projet d'élevage de porcs¹ ! Le rôle autoritaire du chef et le pouvoir des anciens ne sont plus ce qu'ils étaient. Le plus important, peut-être, est la prise ou reprise de la parole par les femmes qui sont, en Afrique Noire, des acteurs économiques essentiels. L'une des causes des échecs des politiques d'encadrement de la paysannerie tient au fait que les encadreurs étaient des hommes alors que la culture véritable de la terre était

faite par des femmes. Or les femmes sont traditionnellement actives dans l'agriculture, mais elles ne le sont pas moins dans d'autres entreprises économiques *modernes*. Que l'on pense aux nana-Benz, ces commerçantes du golfe du Bénin qui tiennent les circuits de distribution de nombreux produits ou aux dolotières du Burkina, ces fabriquant et distributrices de bière de mil, le développement de réseaux de femmes ou la participation de femmes à des réseaux mixtes, y compris dans les pays musulmans, est un phénomène essentiel sans doute pour l'avenir. On peut y voir un retour de la « société civile », qui en Afrique Noire accordait une large place aux femmes, après le passage des formes coloniales et postcoloniales d'un pouvoir officiel masculin en partie étranger aux mœurs locales.

4 – L'ingéniosité techno-économique : la nébuleuse de l'informel.

L'échec de l'industrialisation et la faillite des économies officielles, très largement publiques et fondées sur le mimétisme, laissent place à l'émergence d'une économie *informelle* proliférante. Structurée sur la base d'une organisation sociale relativement nouvelle, obéissant à une logique différente de celle de la grande économie capitaliste, le *secteur* informel assure la survie, et souvent bien plus, sur la base d'un *bricolage* ; l'ingéniosité se combine à l'astuce pour résoudre les problèmes concrets auxquels sont confrontées les villes du tiers-monde.

Au niveau techno-économique, la production, la répartition et la consommation sont presque intégralement *enchâssées* dans cette *socialité* nouvelle. Le bricolage et la débrouille peuvent aller jusqu'à une *endogénèse technologique*, c'est-à-dire une création technique locale, qui laisse rêveur le « développeur ». Ici, on est ingénieux sans être ingénieur, entreprenant sans être entrepreneur, industriels sans être industriel. Irréductible dans ses logiques, ses

1. Pierre-Joseph Laurent, *Le don comme ruse. Anthropologie de la coopération au développement chez les Mossi du Burkina Faso : la fédération Wend-Yam*, Université catholique de Louvain, avril 1996.

comportements et ses formes d'organisation au capitalisme traditionnel et à la société technicienne, la *nébuleuse* informelle fait preuve d'une efficacité remarquable pour recycler les déchets de la modernité et relever les défis de la situation d'exclusion.

Cette possibilité d'émergence d'un tissu économique autonome repose très largement sur l'existence d'un « modèle de consommation » différent. Les limites auxquelles se heurtent la standardisation et l'uniformisation à l'échelle mondiale se manifestent aussi dans les manières de consommer. Les couches populaires du Sud ne s'habillent pas comme les Blancs, elles portent d'autres coiffures, n'utilisent pas les mêmes objets, n'habitent pas de la même façon, ne vivent pas leurs loisirs de manière identique, ne mangent pas les mêmes aliments, et cela, même dans les grandes métropoles d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. Un modèle alimentaire urbain en Afrique se met en place, différent du modèle traditionnel, mais sur la base de produits locaux (*attieké* à Abidjan, *akassa* au Bénin, etc.¹). Il en est de même au Brésil et au Mexique, à Bangkok et à Calcutta.

La grande industrie occidentale n'a pas cherché ou n'a pas pu s'emparer de ces créneaux. Le Mc Donald, la pizzeria, le café-crème-pain-beurre sont certes présents dans les capitales, mais n'ont pas monopolisé l'espace alimentaire. Les villes du tiers-monde ne sont pas seulement des mirages pour des paysanneries ruinées, surpeuplées et délaissées, ce sont aussi des miracles. Contre toute attente, en dépit des statistiques, on y vit.

Il a fallu attendre les années soixante-dix pour que les économistes découvrent que les condamnés à mort du tiers-monde avaient résolu, *contre toutes les théories*, le problème de leur sur-

vie. Exclue du monde des vivants par les statistiques officielles, les clochards urbains qui continuaient à s'entasser autour des villes du Sud, sans ressources connues et avouables, étaient condamnés à disparaître. Mendiants ou bricoleurs, ces parasites n'avaient d'autres perspectives que le développement économique. En attendant, leur seule chance de ne pas *crever* était de retourner bien sagement dans leur campagne d'origine et d'y travailler la terre de façon un peu plus efficace. Pouvoirs publics locaux et experts étrangers, libéraux ou radicaux, ne voyaient d'avenir que dans l'élimination de cette verrue sur le visage lisse du développement canonique. Il s'agissait, en effet, d'une sphère de survie de petites activités artisanales à la technologie archaïque, vivant en parasite sur le corps sain de la société en développement et en voie de modernisation. Les petits métiers illégaux devaient disparaître pour favoriser l'économie moderne, officielle et rationnelle, bref l'occidentalisation intégrale. Les migrants devaient être refoulés dans les zones rurales. On a tenté parfois de supprimer cette frange imprécise de petits métiers proliférant en marge de l'économie moderne en créant artificiellement un secteur étatique concurrent financé à grands frais sur les deniers publics, ou en subventionnant des entreprises privées modernes, le plus souvent étrangères. Dans la plupart des cas, des mesures répressives ont été utilisées contre ces ennemis du progrès. Comme les faits, dit-on, sont têtus, et comme 50 à 80 % des individus valides des zones urbaines du tiers-monde faisaient leur vie dans ce monde marginal, sans demander aux pouvoirs publics autre chose que de vouloir bien les laisser vivre en paix et se débrouiller à leur guise, force fut de reconnaître le phénomène. Il devenait indécent d'assimiler ce *secteur* à une frange résiduelle et même à un phénomène transitoire. Cette reconnaissance ne fut évidemment pas celle d'un laboratoire d'une société post-moderne, mais d'abord uniquement d'un emploi *informel*. Les économistes, puis les pouvoirs publics locaux ont alors découvert

1. L'*attieke* est une sorte de couscous à base de farine de manioc, l'*akassa* une boule de pâte à base de farine de maïs. Et on pourrait ajouter le *tiéboudienne* (riz au poisson) du Sénégal, et les mille et une spécialités culinaires locales: le *foufou*, le *gari*, la *chikwangue*, le *dolo*, le *sodabi*, etc.

l'importance des revenus et de la production de tout un secteur jusque-là ignoré. La mode et les médias ont fini par s'emparer de l'affaire. Il fut de moins en moins question de supprimer et de réprimer ces « informels » mais au contraire de les aider. Baptisé *secteur non structuré* par les experts du B.I.T., ce monde de la débrouille devint même avec la bénédiction de la Banque mondiale, un « développement spontané », une « industrialisation rampante », une « véritable économie de marché » (un capitalisme populaire avec des « entrepreneurs à mains nus ») à encourager et normaliser, bref, une *autre* voie de développement. Alors que, dans le même temps, les expériences de développement endogènes s'enlisaient dans l'incohérence et l'inefficacité bureaucratiques, les humanistes des ONG et les bons docteurs du FMI furent bien aises de trouver cette cour des miracles pour porter leurs espoirs.

Sans épiloguer ici sur les contradictions contenues dans cette entreprise de récupération, il est important de montrer la méconnaissance profonde du phénomène dont témoigne la démarche de son appréhension « économiste ». Tous les noms par lesquels cette réalité a été désignée ainsi que les définitions qui en ont été donné révèlent une incapacité à cerner sa logique propre. Informel, non structuré, parallèle, marginal, non officiel, souterrain, occulte, etc., ce « secteur » arbitrairement réduit à son aspect économique est saisi en négatif par référence à une *norme* : structurée, officielle, organisée. L'économie formelle est visible et lisible ; cette économie-là, l'informelle, toute vivante et importante qu'elle soit, est atypique et inquiétante. On comprend qu'à défaut de la sanctionner, il importe de la domestiquer en triant le *récupérable* de l'*irrécupérable*, et en normalisant le premier ensemble. Les distinctions entre une partie *involutionnelle* et une partie *évolutive*, une partie productive et une partie parasitaire, visent cet objectif.

Ce qui frappe dans toutes les définitions données par les experts, c'est l'absence de « genre propre » du *secteur* informel. On

ne cerne que la différence spécifique. Le secteur est choisi comme économique, sa logique est donc supposée être celle de l'économie. De ce fait, il est évidemment atypique par rapport aux *formes* normales du genre. Il est réduit à l'ensemble des différences avec l'image normale, sans aucune logique intrinsèque. Tout se joue dans le découpage du social et de l'économie et dans l'élimination du social. Cette approche différentielle ne permet qu'une saisie statistique sans grande signification. En réalité cette « économie » populaire, dont les petits vendeurs à la sauvette et les artisans non déclarés ne sont que la partie la plus visible et lisible, n'est pas plus une « économie » que l'activité des mères de famille qui s'efforcent de joindre les deux bouts pour nourrir et élever leur nichée. Elle s'apparente d'ailleurs beaucoup à cette activité domestique aussi vieille que l'humanité d'autoproduction, d'autoconsommation au sein d'un groupe familial élargi. On peut parler avec Ivan Illich d'une sphère vernaculaire caractérisée par une intensification remarquable des échanges de prestations de travail, de denrées, d'argent suivant la logique de réciprocité. L'informel fait déjà la preuve que la solidarité est une forme de la richesse authentique. Mettre sa pauvreté en commun dans l'espoir d'obtenir l'abondance n'est pas irréaliste. Le fonctionnement social des réseaux néo-claniques produit l'équivalent de nouveaux services et même de biens matériels. L'économie de la réciprocité avec ses obligations complexes n'est pas seulement un mode de circulation de biens existants produits en dehors des réseaux, elle est productrice sans s'en rendre compte et sans le savoir, tant le réenchaînement de l'économie dans le social efface la trace de sa présence. Ces prêts et ces emprunts au sein de *tontines*, ou de façon moins organisée, sont l'équivalent des produits bancaires dans d'autres lieux. La préparation collective des repas, les services de réparation, d'entretien, d'installation que l'on se rend *naturellement*, valent construction de logement, entreprises de plomberie et de peinture. Cela touche aussi la fabrication de

chaussures, le travail des métaux, la menuiserie, la confection, ou encore l'éducation et la santé. L'organisation communautaire des exclus entraîne une « production » de biens collectifs, de la voirie aux activités culturelles (théâtre et fête) qui n'apparaît jamais comme telle, car elle est immergée dans la socialité. Les pauvres sont beaucoup plus *riches* qu'on ne le dit, et qu'ils ne le croient eux mêmes. L'incroyable joie de vivre qui frappe beaucoup d'observateurs des banlieues africaines trompe moins que les déprimantes évaluations objectives des appareils statistiques qui ne concernent que la part occidentalisée de la richesse et de la pauvreté.

L'économie dite informelle entretient ainsi une double relation d'identité et de différence avec l'économie formelle. L'identité consiste en ce qu'elle donne naissance à la production de biens et de services comparables à ceux du secteur « normal », satisfaisant en apparence les *besoins normaux*, homologués, créant des *emplois* similaires et engendrant des *revenus* de niveau souvent voisin. Toutefois, cette identité est un *leurre* auquel se laissent volontiers prendre les économistes. L'économie informelle n'est pas une activité salariale au sens strict. Elle n'obéit pas à la logique de la société salariale, même si elle rémunère occasionnellement une main-d'œuvre. Outre que celle-ci est souvent familiale, tribale et toujours atypique, l'activité n'obéit pas vraiment à tout ce que le travail présuppose en Occident (éthique du devoir, mission rédemptrice, etc.). Enfin, le but de la production informelle n'est pas l'accumulation illimitée, la production pour la production. L'épargne, quand elle existe, n'est pas destinée à l'investissement pour la reproduction élargie. Le secteur ne se développe pas par concentration des unités mais par leur multiplication. Les ressources servent largement à la satisfaction de besoins culturels : dépenses festives, solidarité du groupe. La richesse, si elle existe, sert aux stratégies patrimoniales et non à l'accumulation.

Les activités productrices dans un tel contexte, même si elles utilisent des technologies parfois sophistiquées, et le savoir scien-

tifique disponible, sont immédiatement incluses dans une socialité autre. La débrouillardise, la créativité ne prennent pas la forme de l'entreprise capitaliste. L'atelier, le garage palmier (sans autre immobilisation que l'ombre d'un arbre) ou la ferblanterie de récupération se plient au contraire à une dynamique sociale originale.

Certes, il n'est pas exclu qu'une partie de l'artisanat de production puisse mener sinon à « l'industrialisation de plein exercice » (suivant l'expression de Pierre Judet), du moins à la sous-traitance internationale. Cela se produit ici ou là, dans les pays les plus touchés par l'occidentalisation et la mondialisation, en particulier dans le Sud-est asiatique. Les économistes, et tout particulièrement les experts du FMI, voient là un destin heureux pour l'économie informelle, alors qu'il s'agit d'une déviation et d'une perversion tragique. La sous-traitance permet une monétarisation et des exportations qui améliorent les statistiques, mais au prix d'une exploitation sauvage et d'un asservissement inacceptable, et donc d'une dégradation des conditions de vie réelles. Heureusement, cette issue n'est pas tentée, car elle n'est pas tentante, là où l'insertion dans l'économie mondiale est faible. Elle ne concerne, de toute façon, que la partie la plus *économique* de cet *informel*. La manifestation extrême de la crise est ainsi dans le même temps une amorce de solution.

L'émergence de l'économie et de la socialité informelles est d'autant plus significative qu'elles s'articulent aux résistances, survivances et permanences face à l'occidentalisation. Alors que la crise de l'ordre national-étatique compromet le tissu sociétal des pays industriels et constitue une menace grave pour l'existence même du lien social, elle ne peut que libérer les forces vitales et les solidarités actives brimées par le carcan du nationalitarisme et l'ordre artificiel de l'État mimétique. Alors que la machine technoéconomique risque de tomber en panne faute de substrat social, les énergies créatrices des sociétés du Sud détournées et niées par le rejet de la machine peuvent se trouver décuplées.

La crise de l'ordre « occidental » est la condition d'épanouissement éventuel de nouveaux mondes, d'une nouvelle civilisation, d'une ère nouvelle. Ces résistances à la tentation de l'Occident sont une source d'espoir. Elles laissent anticiper que la mort de l'Occident ne sera pas nécessairement la fin du monde...

Ainsi, sans bruit et sans fureur, ces sociétés *informelles* ou vernaculaires sont-elles peut-être en train de réinventer la communauté et de se donner une identité plurielle. La synthèse imaginaire des prophètes face à la crise du sens, la construction de réseaux néo-claniques face à la décomposition du lien social, l'*économie* vernaculaire face à l'échec du développement sont trois réponses aux défis de la mondialisation. Fortement articulées entre elles, ces trois réponses constituent une intégration réactionnelle à une socialité ouverte, hors de l'ordre national-étatique. On dit souvent que l'Afrique n'a pas encore fait entendre sa voix dans l'aventure humaine. La voie ainsi esquissée est peut-être son apport précieux au concert universel.

Conclusion

L'Occident a vécu ces deux ou trois derniers siècles dans un état d'équilibre étonnant entre deux menaces, celle du despotisme de l'État et celle de la décomposition du lien social par le marché. L'État-nation moderne qui s'est épanoui entre le XVI^e et le XIX^e siècle est en lui-même une forme d'organisation de la tutelle des classes dominantes sur la société. Il est oppressif dans sa nature, toujours susceptible de glisser vers la tyrannie d'un parti, la dictature d'un individu, ou de dégénérer en un système totalitaire quand le corps politique entre dans une crise identitaire. Le marché, de son côté, contient les ferments les plus forts de dissolution du lien social. La recherche effrénée du profit, la concurrence acharnée des agents, le culte généralisé de la performance et de l'efficacité sapent les bases même du vouloir vivre ensemble et de la solidarité élémentaire de toute collectivité.

Toutefois, grâce à des luttes séculaires et titanesques, l'État national était devenu un monstre presque sympathique. La démocratisation relative des procédures de sélection du personnel politique par des élections périodiques et l'avènement d'un parlementarisme pluraliste réalisaient une domestication incontestable de l'oppression. L'émergence de syndicats puissants et organisés, d'associations nombreuses, d'une opinion publique forte, mobilisée par une presse formellement libre, bref toute la vitalité de la société civile constituaient un ensemble de contre-pouvoirs redoutables et redoutés. Beaucoup pensaient même avoir définitivement éradiqué les ferments négatifs des deux forces dangereuses en

changeant leur nature : le marché était régulé par l'État et le fécondait, et l'État était régulé par la société civile. On disait même, dans les années de l'après guerre, que le vrai pouvoir en Angleterre était détenu par les trade-unions ! Ici et là régnaient la social-démocratie et partout, l'État-providence, l'État du *Welfare*. Qu'il y ait eu là une grande naïveté et une volonté de se faire illusion est incontestable, mais les acquis n'en étaient pas moins acquis.

La génération des « trente glorieuses » (1945-1975) s'est ainsi endormie en croyant qu'elle était en route vers le paradis et un beau matin, elle s'est réveillée en enfer... Le paradis (quelque peu artificiel...), c'était la société de consommation avec la production de masse, les hausses continues de salaires, les compléments sociaux, les retraites confortables assurées. C'était le plein emploi pour tous et l'accès à la voiture individuelle, aux équipements électroménagers, et à la société du spectacle télévisuelle.

En s'endormant ainsi sur ses lauriers, cette génération s'était quelque peu aveuglée sur la portée de ses succès. Elle oubliait de quel prix ceux-ci avaient été achetés. Ce prix était double : la domination et la soumission du reste du monde par l'Occident, le pillage inconsidéré de la nature et le saccage de l'environnement. Elle avait considérablement sous-estimé la puissance et la prégnance de la mégamachine techno-économique qui continuait silencieusement son travail d'uniformisation planétaire avec toutes les conséquences désastreuses ou inquiétantes que cela devait entraîner. L'Occident ne pouvait manquer d'être un beau jour rattrapé par ses démons...

Le déchaînement de la technoscience fait peser sur la survie écologique de la planète et sur l'humanité elle-même des dangers désormais bien connus. Ceux-ci sont largement amplifiés par la nouvelle mondialisation, c'est-à-dire en fait *l'économicisation* du monde. Dans sa marche en avant vers la conquête planétaire, le marché, lui, ne s'est pas endormi. En se mondialisant, il a sapé les bases de cet « État-providence » des trente glorieuses. Il n'a

certes pas détruit l'État comme machine oppressive à son service (et de plus en plus), mais il a détruit l'État comme nation de citoyens, et l'État comme système social de contre-pouvoirs.

Il appartient aux nouvelles générations de résister aux « nouveaux maîtres du monde ». En face de la mégamachine anonyme et sans visage, mais dont les représentants s'appellent le G7, le Club de Paris, le complexe FMI/Banque mondiale/O.M.C, la chambre de commerce internationale, le forum de Davos, etc., il est urgent de construire des contre-pouvoirs, d'imposer des régulations, de trouver des compromis. Et d'abord, au niveau européen. L'Europe, même construite ou gérée par des gouvernements socialistes, depuis le traité de Rome, a toujours été une construction libérale, voire ultralibérale, dominée par la logique économique et désormais par celle des marchés financiers. De ce fait, elle est pilotée par les Banques centrales (et tout particulièrement la Bundesbank), les lobbies des firmes transnationales et les technocrates de Bruxelles. Il n'y aura d'Europe sociale et citoyenne que si les forces vives et des mouvements puissants l'imposent. Cette résistance est aussi la condition pour limiter les ravages de l'uniformisation planétaire et de l'Occidentalisation du monde.

Glossaire.

ACCULTURATION: Acquisition d'une nouvelle culture, suite à la rencontre de deux peuples, sans véritable traumatisme pour ceux qui adoptent la culture nouvelle. Voir Déculturation, Métissage culturel.

AMÉRICANISATION: Désigne le fait que le mode de vie américain (*american way of life*) avec les produits consommés, les formes de comportement, les valeurs éthiques, etc., s'étendrait progressivement à toute la planète. Voir Globalisation, Mondialisation.

AUTOCOLONISATION: Processus selon lequel un pays formellement indépendant continue à se gouverner lui-même comme s'il était encore sous la tutelle d'un colonisateur.

AUTODYNAMISME: Propriété attribuée à l'économie de marché et au capitalisme de se développer sous l'effet de ses propres forces sans impulsions extérieures.

AUTOPHAGE: qui se dévore lui-même. Voir Culturophage.

AUTOREALISATRICE (PROPHÉTIE): Phénomène qui se produit du seul fait qu'il est annoncé. Se produit dans la spéculation et les domaines sensibles aux facteurs psychologiques. Le cas de dévaluation de la monnaie rendue inévitable du fait des attaques des financiers qui croient à une dévaluation prochaine est un exemple classique.

CLOCHARDISATION: Processus de transformation des membres d'une société traditionnelle en clochards, c'est-à-dire en individus déracinés et sans moyens d'existence, sous l'effet du choc de la modernité (industrialisation, urbanisation).

CULTURAL (culture culturelle par opposition à culture culturelle).

CULTURICIDE: qui tue la culture. Voir Ethnocide.

CULTUROPHAGE: qui dévore la culture. Voir Autophage, Culturicide.

DÉCIVILISATION: Processus de destruction de la civilisation antérieure engendré par les politiques de développement économique dans les pays du Sud. Voir Déculturation.

DÉCOLLAGE: Traduction du terme anglo-saxon *take-off*, mis à la mode par la théorie de Rostow. Désigne le moment où un pays, après une longue préparation amorce une croissance vigoureuse et assure son développement, par analogie avec le *décollage* d'un avion.

DÉCULTURATION: Forme de déracinement. Pour une population ou un individu, perte de l'identité culturelle et des racines donnant sens à l'existence. L'impérialisme culturel entraîne plus une destruction de la culture, que l'acquisition d'une nouvelle culture. Voir Acculturation.

DÉLOCALISATION: Concerne principalement les firmes qui ferment totalement ou partiellement leurs usines ou leur bureaux dans les pays du Nord et s'implantent dans les pays à main d'œuvre qualifiée et bon marché, en particulier dans le Sud-Est Asiatique.

DÉRÉLICTION: Terme provenant de la théologie chrétienne pour désigner la situation de déchéance de l'homme pêcheur et abandonné par la grâce. Exprime bien la situation de misère absolue, non seulement matérielle mais surtout morale.

DÉRIVÉS (PRODUITS): concerne un instrument financier d'invention récente émis par les Banques et les instituts spécialisés pour tenter d'éliminer les risques boursiers ou de change. Consiste en un mélange complexe de différentes formes existantes d'interventions sur les marchés de titres et de devises, principalement à terme.

DÉTERRITORIALISATION (*off shore*), sociétale: Rupture au moins partielle des attaches avec un territoire. L'agriculture « hors sol » qui se pratique sans terre en une illustration à la lettre. Concerne plus généralement les firmes qui se délocalisent pour s'installer dans les zones franches, c'est-à-dire sans réglementation sociale ou fiscale. À la limite le processus de rupture des liens historiques et culturels peut toucher la société toute entière. Voir Délocalisation.

DÉVELOPPEMENTISME: Culte naïf et irraisonné du développement économique pour lui-même.

DUMPING: Vente à perte ou en dessous du prix *normal* pratiquée pour éliminer un concurrent ou *forcer* les exportations.

ÉCONOMICISATION: Absorption dans la sphère économique ou marchande de phénomènes qui n'en faisaient pas partie traditionnellement (la vie privée, la culture etc.) Voir Globalisation, Marchandisation, Mondialisation.

ENDOGENÈSE TECHNOLOGIQUE: Création technique due à la seule ingéniosité des artisans locaux. Se rencontre en particulier dans le secteur informel des pays du Sud.

ETHNOCIDE, ETHNOCIDAIRE: qui détruit les ethnies et tout particulièrement les sociétés dites primitives dans identité culturelle. Il s'agit d'un génocide culturel.

ETHNICISME: néologisme synonyme de tribalisme, mais plus neutre et plus général. Désigne les formes récurrentes d'intolérance de groupes ethniques dont la forme extrême est la *purification*.

ETHNOINDUSTRIALISATION: Nom donné parfois à l'artisanat informel. Industrialisation qui serait conformes aux valeurs propres à une population donnée (ethnie) et qui respecterait ces valeurs.

EUROCENTRISME: Vision du monde à partir des préjugés et des intérêts de l'Europe ou des Européens, et plus généralement des Occidentaux. Cette vision peut même être partagée par les élites colonisées. Voir Occidentalocentrisme.

EXTRAVERSION: Caractéristique des économies et des sociétés sous-développées tournées vers l'extérieur et dépendant de lui. Voir Mimétisme.

FOLKLORISATION (de la culture): Transformation de la culture en objet de tourisme ou folklore au détriment de sa vitalité.

GLOBALISATION: Terme d'origine anglo-saxonne pour désigner la forme actuelle de mondialisation qui touche, dans sa globalité, toute la planète et tous les aspects de la vie. Voir Planétarisation, Mondialisation.

GREFFE TECHNOLOGIQUE: introduction d'une technique, en général sophistiquée, dans un milieu technique différent. Voir Technologie appropriée.

HOLISME/HOLISTE: Le holisme (du grec *olè*, tout) désigne le contraire de l'individualisme. Le tout est supérieur et antérieur à l'ensemble des parties. Une société holiste est une communauté où chaque membre possède une place et un statut, à l'opposé d'une association par contrat d'atomes individuels.

HYPERDÉVELOPPÉ: Voir Surdéveloppement.

IMPÉRIALISME/IMPERIUM (ÉCONOMIQUE, CULTUREL, POLITIQUE, COLONIAL, NEO-COLONIAL): *L'imperium*, mot latin passé dans le vocabulaire des sciences politiques pour désigner la domination, celle-ci peut-être militaire, politique, économique ou culturel. L'impérialisme désigne ce système de domination ouverte (impérialisme colonial) ou insidieuse (impérialisme néo-colonial), de droit ou de fait, d'un État sur d'autres États.

MARABOUTISME: Forme de pratique en Islam caractérisé par l'existence des marabouts, guides spirituels dotés d'un grand prestige et auxquels les populations attribuent en général de grands pouvoirs. Voir Soufisme.

MARCHANDISATION: Processus de transformation en marchandise. Concerne bien sûr les produits de consommation courante, mais désormais, les services y compris les loisirs, et même les organes vivants et tout ce qui fait l'objet d'un désir humain. L'extension illimitée de l'empire du marché constitue une *omnimarchandisation* du monde. Voir Économicisation, Globalisation, Mondialisation.

MAXIMINE (loi du): Il semble bien que la société moderne obéisse à une loi qu'on peut appeler la « maximine » (maximum-minimum). Celle-ci consiste à maximiser les effets (productions, jouissances...) et à minimiser les efforts (coûts, peines...). Seulement le bénéfice retité est réinvesti pour produire toujours plus.

MEGAMACHINE techno-économique: mot à mot « grande machine ». Désigne l'organisation des hommes dans laquelle ceux-ci sont transformés en rouage comme dans une machine. L'armée, la bureaucratie sont des exemples de mégamachines simples. Avec la mondialisation, le monde entier tend à devenir une mégamachine dominée par la technique et l'économie, une mégamachine-univers.

MÉTISSAGE (culturel): phénomène de fusion et de fécondation réciproque de plusieurs (deux en général) cultures. Voir Acculturation, Déculturation.

MIMÉTISME/MIMESIS (technologique, politique, États mimétiques): Du Grec *mimesis*, imitation, processus qui consiste à calquer les modes, les procédés, les façons de faire des sociétés étrangères, généralement dominantes. L'imitation peut porter aussi bien sur la technique (voir Greffe technologique), les formes politiques et les institutions, et bien sûr les modes de consommation. Le mimétisme est un des plus forts facteurs de l'uniformation planétaire.

MONDIALISATION (économique, technique, culturelle): Transformation des problèmes et des phénomènes locaux, régionaux ou nationaux en problèmes et phénomènes mondiaux. Voir Globalisation.

NATIONALITARISME, DÉGÉNÉRESCENCE NATIONALITAIRE: Ce néologisme, dû au sociologue égyptien A. Abdel-Malek, désigne la forme artificielle et importée de l'État du tiers-monde qui le plus souvent précède l'existence d'une véritable nation et qu'il tente de construire.

NOMINALISME: Philosophie selon laquelle les idées générales, concepts (universaux) n'ont pas d'existence réelle mais sont seulement des façons commodes de parler, ainsi de la beauté, de la liberté mais aussi de la société ou de l'humanité.

OCCIDENTALOCENTRISME: vision du monde déterminée par les valeurs, les intérêts et les préjugés de l'Occident et des Occidentaux. Elle est désormais partagée plus ou moins par toute la planète. Voir Eurocentrisme.

PLANÉTARISATION: Processus qui s'étend à toute la planète. C'est en particulier le cas du marché. Voir Economicisation, Globalisation, Marchandisation, Mondialisation.

POST-MODERNITÉ (L'informel comme...): à la lettre, qui vient après la modernité. Désigne l'organisation sociale à construire pour dépasser les contradictions et les impasses de la société actuelle. L'autoorganisation des exclus du Sud en constitue peut-être un embryon.

QUART-MONDE: Terme utilisé à l'origine pour désigner les marginaux et les exclus des pays riches, puis étendu parfois pour parler des minorités autochtones et peuples indigènes, et enfin des pays les moins avancés (les pauvres du tiers-monde). Ensemble, les trois « quart-monde » représentent les trois quart du monde.

RACCOURCI TECHNOLOGIQUE: Politique consistant à passer directement de techniques archaïques aux techniques les plus modernes sans passer par les étapes intermédiaires. Voir Greffe technologique.

SOLIPSISME CULTUREL: Tendace présente dans beaucoup de sociétés à considérer sa culture comme la seule véritablement humaine, les étrangers étant des « barbares », c'est une forme d'ethnocentrisme ou de repli et renfermement sur soi. Voir Eurocentrisme, Occidentocentrisme.

SOUFISME: courant mystique au sein de l'Islam, dont le maraboutisme constitue l'une des manifestations. Voir Maraboutisme.

SURDÉVELOPPEMENT: contraire de sous-développement, désigne un développement excessif tant par comparaison aux moins développés que par rapport aux besoins essentiels et aux limites des écosystèmes. Voir Hyperdéveloppés.

SYNCHRETISME, CULTE SYNCHRETIQUE: Juxtaposition d'éléments divers qui ne parviennent pas à une véritable fusion. Les cultes synchrétiques incorporent des éléments chrétiens ou islamiques à l'animisme traditionnel.

TECHNOCOSME: univers de la technique. Nous vivons dans un technocosme, c'est-à-dire dans un monde dominé par la technique.

TECHNOLOGIE APPROPRIÉE: technique adaptée tant aux besoins de la population, de son niveau de connaissances et de richesses que de son environnement. Voir Raccourci technologique.

TECHNOLOGIE AUTOCTHONE: technique née localement et insérée dans la culture de la population concernée, généralement bien adaptée à l'environnement. Voir Technologie appropriée.

TECHNOPOLE (transnationale): mot à mot cité de la technique. Désigne une ville organisée par et pour la technique. Comme cette dernière tend à devenir transnationale, le monde tend à vivre comme une seule ville mondiale technicisée.

TONTINE: Système de caisse d'épargne rotative dont il existe en Afrique une infinie variété. Dans son principe, les « tontiniers » font des versements périodiques, la cagnotte étant attribuée à tour de rôle, par tirage au sort ou par vente aux enchères à l'un des participants. Le nom vient du banquier napolitain Lorenzo Tonti qui en 1653 proposa au Cardinal Mazarin, un type d'emprunt fondé sur ce principe.

TRANSNATIONALISATION: Processus de détachement des liens particuliers de toute nature (historiques, juridiques, culturels, affectifs) qui soudent une entité à un territoire. C'est ce qui se passe avec les entreprises transnationales. Voir Déterritorialisation.

TRANSCULTURATION: Néologisme désignant le fait que la culture devient mondiale, donc « transnationale ». Voir Transnationalisation.

UTILITARISME: Système de morale fondé sur l'utilité ou l'intérêt personnel. Chaque sujet est supposé connaître ses intérêts, pouvoir les mesurer et les comparer et agir de façon à les satisfaire au mieux. Dans sa version économique libérale, l'utilitarisme postule que la recherche par chacun de son intérêt égoïste entraîne le plus grand bonheur pour le plus grand nombre.

VERNACULAIRE (ÉCONOMIE): économie populaire regroupant l'artisanat informel et l'économie domestique.

Bibliographie raisonnée

Introduction.

Hortoïs (Gilbert), *Le signe et la technique. La philosophie à l'épreuve de la technique*, Paris, Aubier, 1984.

Latouche Serge: *La mégamachine. Raison techno scientifique, raison économique et mythe du progrès*, Éditions La Découverte, 1995, Traduction italienne (Bollati Boringhieri, Turin 1995).

La Planète des Naufragés. Essai sur l'Après-Développement, Éditions La Découverte, 1991. Traduction italienne (Bollati Boringhieri, Turin 1993).

L'Occidentalisation du Monde. Essai sur la signification, la portée et les limites de l'uniformisation planétaire, La Découverte, coll. Agalma, 1989. Traduction italienne (Bollati Boringhieri, Turin 1991).

« Multimédia et communication à usage humain », *Dossier pour un débat* n° 56, Fondation pour le progrès de l'homme, 1996.

Chapitre un

Aron (Raymond), *Le spectateur engagé*, Julliard, Paris, 1981.

Benitez (Andrés), *Chile al ataque, Zig-Zag*, Santiago de Chile, 1991.

Bonnort (Gerard), *La vie c'est autre chose*, Belfond, Paris, 1976.

Constant (Benjamin), *De l'esprit de conquête*, (1813) Librairie de Medecis, Paris, 1947.

Durkheim (Émile) *De la division du travail social* (2^e éd.), Alcan, Paris, 1902.

France (Anatole), *Sur la pierre blanche*, Nelson-Calmann-Levy, Paris 1905.

Levi-Strauss (Claude), *La Pensée sauvage*, Plon, Paris, 1962.

Libération du 27. 2. 96. Aux pays des langues disparues.

Magnard (Franck) et Tenzer (Nicolas), *La crise africaine. Quelle politique de coopération pour la France?* PUF, coll. Politique d'aujourd'hui, Paris, 1988.

Mattelard (Armand), *Multinationales et systèmes de communication*, Anthropos, Paris, 1976.

Meunier J. et Savarin A -M., *Massacre en Amazonie*, J'ai lu, Paris, 1970.

Mignot-Lefèbvre (Yvonne) et Lefèbvre (Michel), *Les patrimoines du futur*, Paris, L'Harmattan, 1995.

« Multimédia et communication à usage humain », *Dossier pour un débat* 56, Fondation pour le progrès de l'homme, 1996.

Nietzsche (Friedrich) *Le Crépuscule des idoles* (Introduction). Garnier-Flammarion. Paris, 1965.

Pascal (Blaise), *Pensées*, n° 770, édition Laffont, 1992.

Steel (Ronald), *The New York Times*, repris dans *Courrier International*, n° 300 du 1 au 21 août 1996.

Tocqueville (Alexis de) *De la démocratie en Amérique* (1840), Gallimard, 1968.

Towa (Marcien), *Essai sur la problématique philosophique dans l'Afrique actuelle*, éd. Clé, Yaoundé, 1971.

Chapitre deux

Aron (Raymond), *Le spectateur engagé* (entretiens), Julliard, 1981, Paris.

Braudel (Fernand), *L'identité de la France*, tome 2, Arthaud-Flammation, 1986.

Bureau (René). *Le Pêril blanc. Propos d'un ethnologue sur l'Occident*, L'Harmattan, Paris, 1972.

Castoriadis (Cornelius), *De l'utilité de la connaissance*, Cahiers Vilfredo Pareto, Revue européenne des sciences sociales, n° 79, 1958.

Clastres (Pierre), *Recherches d'anthropologie politique*, Le Seuil, Paris, 1950.

Dumont (Louis), *Essais sur l'individualisme. Une perspective anthropologique sur l'idéologie moderne*, Seuil, Paris, 1983.

Dupuy (Jean-Pierre) et Robert (Jean), *La Trahison de l'opulence*, P.U.F, Paris, 1976.

Galtung (Johan), *Le développement dans la perspective des besoins fondamentaux*, dans « Il faut manger pour vivre » in Cahiers de l'IUED, n° 11, Paris. 1980, PUF.

Llosa (Mario Vargas), *L'homme qui parle*, Gallimard-Folio, 1992.

Magdoff (Harry), *L'Impérialisme de l'époque coloniale à nos jours*, Maspero, Paris, 1979.

Maurel (Christian), *L'Exotisme colonial*, Robert Laffont, Paris. 1985

Nisbet (Robert), *Social Change and History*, Aspects of Western Theory of Development, New York, Oxford University Press, 1969.

Rolland (Romain), *Correspondances à E. Bloch*. « coll.. Lettres », Payot, Lausanne, 1984.

Weber (Eugen), *La Fin des terroirs, La modernisation de la France rurale 1870-1914*, Fayard, Paris, 1983.

Chapitre trois

Aktar (Cengiz), *L'Occidentalisation de la Turquie. Essai critique*, L'Harmattan, Paris, 1985.

Badie (Bertrand), *L'État importé, L'occidentalisation de l'ordre politique*, Fayard, 1992.

Beji (Helé), *Désenchantement national. Essai sur la décolonisation*, Maspero, Paris, 1982.

Castoriadis (Cornelius), *De l'utilité de la connaissance*, op. cit.

Fottorino (Éric), Guillemain (Christophe), Orsenna (Erik), *Besoin d'Afrique*, Fayard, 1992.

Massiah (Gustave) et Tribillon (Jean-François), *Villes en développement*. coll. Cahiers libres, La Découverte, Paris. 1988.

Satie (J. L.), *The Economic Journal*, vol LXX, 1960.

Chapitre quatre.

Badie (Bertrand), *L'État importé. L'occidentalisation de l'ordre politique*, Fayard, 1992.

Bayart (Jean-François), *L'État en Afrique. La politique du ventre*, Paris, Fayard, 1984.

Beaud (Michel), Interdépendances, *Le Monde*, 17 février 1987.

Bureau (René), *Le pêril blanc. Propos d'un ethnologue sur l'Occident*, L'Harmattan, Paris, 1972.

Castoriadis (Cornélius), Le délabrement de l'Occident, in *La montée de l'insignifiance. Les carrefours du labyrinthe IV*, Paris, 1996.

CEREM Centre d'études et de recherches sur les entreprises multinationales de l'Université de Paris-X-Nanterre. Travaux de recherches.

Cheysson (Claude), « La paix des grands, l'espoir des pauvres ». *Le Monde* du vendredi 24 février 1989.

Guardian (The), Londres, le 10 décembre 1993.

Highsmith (Patricia), *Au Nabuti. Bienvenue à une délégation des Nations unies*. in *Catastrophes*, Calmann-Lévy, Paris, 1988.

Jacquemot (Pierre), *Économie et sociologie du tiers-monde*, L'Harmattan, Paris, 1981.

Jouvenel (Bertrand de), *Du pouvoir* (1^o éd. 1945), coll. « Pluriel », Hachette, 1972.

Lipietz (Alain), *Mirages et miracles, problèmes de l'industrialisation dans le tiers-monde*, La Découverte, Paris, 1986.

Médard (Jean-François), *États d'Afrique noire. Formations, mécanismes et crise*, Karthala, 1991.

Perroux (François), *Le capitalisme*, PUF, « coll. Que sais-je? » 1962.

Turgot (Jacques), *Œuvres complètes*, tome II, éd. Daire.

Ul Haq (Mahbud), (qui fut expert en planification au Pakistan), cité dans Jacquemot (Pierre).

Chapitre Cinq

- Bonnemaison (Joël), *La dernière île*, Arlea-Orstom, 1986.
 Cassano (Franco), *Il pensiero meridiano*, Sagittari Laterza, 1996.
 Gasarabwe (Édouard), *Le geste Rwanda*, Union générale d'éditions, 1978.
 Genovese (Rino), *La tribù occidentale. Per una nuova teoria critica*, Bollati Borin-ghieri, Torino, 1995.
 Girard (René), *Des choses cachées depuis la fondation du monde*, Paris, Grasset 1978.
 Henry (Alain), Tchente (Guy-Honoré) et Guillaume-Dieumegard (Philippe), *Tontines et Banques au Cameroun*, Karthala, 1991.
 Laurent (Pierre-Joseph), *Le don comme ruse. anthropologie de la coopération au développement chez les Mossi du Burkina Faso: la fédération Wend-Yam*, Université catholique de Louvain, avril 1996.
 Pradervand (Pierre), *Une Afrique en marche. La révolution silencieuse des paysans africains*, Plon, Paris, 1989.
 Singleton (Michael), *Seydina Mouhamoudou Limamou Laye (1845- 1909) The black Madhi*, Centre for the study of Islam and Christian-Muslim relations, Selly Oak colleges, Birmingham.
 Tarot (Camille), *La violence et la mémoire, Un témoignage sur la crise algérienne*, Demosthène-CRI, Caen, 1996.

2 Bibliographie générale.

- Aktar (Cengiz), *L'Occidentalisation de la Turquie. Essai critique*, L'Harmattan, Paris, 1985.
 Aron (Raymond), *Le spectateur engagé*, (entretiens), Julliard, 1981, Paris.
 Badie (Bertrand), *L'État importé. L'occidentalisation de l'ordre politique*, Fayard, 1992.
 Bayart (Jean-François), *L'État en Afrique. La politique du ventre*, Paris, Fayard, 1984.
 Beaud (Michel), Interdépendances, *Le Monde*, 17 février 1987.
 Beji (Helé), *Désenchantement national. Essai sur la décolonisation*, Maspero, Paris, 1982.
 Benitez (Andrés), *Chile al ataque, Zig-Zag*, Santiago de Chile, 1991.
 Bonnemaison (Joël), *La dernière île*, Arlea-Orstom, 1986.
 Bonnot (Gerard), *La vie c'est autre chose*, Belfond, Paris, 1976.
 Braudel (Fernand), *L'identité de la France*, tome 2, Arthaud-Flammation, 1986.

- Bureau (René), *Le Péril blanc. Propos d'un ethnologue sur l'Occident*, L'Harmat-tan, Paris, 1972.
 Cassano (Franco), *Il pensiero meridiano*, Sagittari Laterza, 1996.
 Castoriadis (Cornélius), *De l'utilité de la connaissance*, Cahiers Vilfredo Pareto, Revue européenne des sciences sociales, n° 79, 1958.
 Castoriadis (Cornélius), Le délabrement de l'Occident, in *La montée de l'insi-gnifiance. Les carrefours du labyrinthe IV*, Paris, 1996.
 CEREM Centre d'études et de recherches sur les entreprises multinationales de l'Université de Paris-X-Nanterre. Travaux de recherches.
 Cheysson (Claude), « La paix des grands, l'espoir des pauvres ». *Le Monde* du vendredi 24 février 1989.
 Clastres (Pierre), *Recherches d'anthropologie politique*, Le Seuil, Paris, 1950.
 Constant (Benjamin), *De l'esprit de conquête*, (1813) Librairie de Medicis, Paris, 1947.
 Dumont (Louis), *Essais sur l'individualisme. Une perspective anthropologique sur l'idéologie moderne*. Seuil, Paris. 1983.
 Dupuy (Jean-Pierre) et Robert (Jean), *La Trahison de l'opulence*. P.U.F, Paris, 1976.
 Durkheim (Émile) *De la division du travail social* (2^e éd.), Alcan, Paris. 1902.
 France (Anatole), *Sur la pierre blanche*, Nelson-Calmann-Levy, Paris 1905.
 Fottorino (Éric), Guillemain (Christophe), Orsenna (Erik), *Besoin d'Afrique*, Fayard, 1992.
 Galtung (Johan), *Le développement dans la perspective des besoins fondamentaux*, dans « Il faut manger pour vivre » in Cahiers de l'IUED, n° 11, Paris. 1980, PUF.
 Gasarabwe (Édouard), *Le geste Rwanda*, Union générale d'éditions, 1978.
 Genovese (Rino), *La tribù occidentale. Per una nuova teoria critica*, Bollati Borin-ghieri, Torino, 1995.
 Girard (René), *Des choses cachées depuis la fondation du monde*. Paris, Grasset 1978.
Guardian (The), Londres, le 10 décembre 1993.
 Highsmith (Patricia), *Au Nabuti. Bienvenue à une délégation des Nations unies*. in *Catastrophes*, Calmann-Lévy, Paris, 1988.
 Henry (Alain), Tchente (Guy-Honoré) et Guillaume-Dieumegard (Philippe), *Tontines et Banques au Cameroun*, Karthala, 1991.
 Hottois (Gilbert), *Le signe et la technique. La philosophie à l'épreuve de la tech-nique*, Paris, Aubier, 1984.
 Jacquemot (Pierre), *Économie et sociologie du tiers-monde*, L'Harmattan. Paris. 1981.
 Jouvenel (Bertrand de), *Du pouvoir* (1^e éd. 1945), coll. « Pluriel », Hachette, 1972.

Latouche Serge: *La mégamachine. Raison techno scientifique, raison économique et mythe du progrès*, Éditions La Découverte, 1995, Traduction italienne (Bollati Boringhieri, Turin 1995).

La Planète des Naufragés. Essai sur l'Après-Développement, Éditions La Découverte, 1991. Traduction italienne (Bollati Boringhieri, Turin 1993).

L'Occidentalisation du Monde. Essai sur la signification, la portée et les limites de l'uniformisation planétaire, La Découverte, coll. Agalma, 1989. Traduction italienne (Bollati Boringhieri, Turin 1991).

Laurent (Pierre-Joseph), *Le don comme ruse. anthropologie de la coopération au développement chez les Mossi du Burkina Faso: la fédération Wend-Yam*, Université catholique de Louvain, avril 1996.

Levi-Strauss (Claude), *La Pensée sauvage*, Plon, Paris, 1962.

Libération du 27. 2. 96. « Aux pays des langues disparues. »

Lipietz (Alain), *Mirages et miracles, problèmes de l'industrialisation dans le tiers-monde*, La Découverte, Paris, 1986.

LLosá (Mario Vargas), *L'homme qui parle*, Gallimard-Folio, 1992.

Magdoff (Harry), *L'Impérialisme de l'époque coloniale à nos jours*, Maspero, Paris, 1979.

Magnard (Franck) et Tenzer (Nicolas), *La crise africaine. Quelle politique de coopération pour la France?* PUF, coll. Politique d'aujourd'hui, Paris, 1988.

Massiah (Gustave) et Tribillon (Jean-François), *Villes en développement*. coll. Cahiers libres, La Découverte, Paris, 1988.

Mattelard (Armand), *Multinationales et systèmes de communication*, Anthropos, Paris, 1976.

Maurel (Christian), *L'Exotisme colonial*, Robert Laffont, Paris, 1985.

Médard (Jean-François), *États d'Afrique noire. Formations, mécanismes et crise*, Karthala, 1991.

Meunier J. et Savarin A -M., *Massacre en Amazonie*, J'ai lu, Paris, 1970.

Mignot-Lefebvre (Yvonne) et Lefebvre (Michel), *Les patrimoines du futur*, Paris, L'Harmattan, 1995.

« Multimédia et communication à usage humain », *Dossier pour un débat* n° 56, Fondation pour le progrès de l'homme, 1996.

Nietzsche (Friedrich) *Le Crépuscule des idoles* (Introduction). Garnier-Flammarion, Paris, 1965

Nisbet (Robert), *Social Change and History, Aspects of Western Theory of Development*, New York, Oxford University Press, 1969.

Pascal (Blaise), *Pensées*, n° 770, édition Laffont, 1992.

Perroux (François), *Le capitalisme*, PUF, « coll. Que sais-je? » 1962.

Pradervand (Pierre), *Une Afrique en marche. La révolution silencieuse des paysans africains*, Plon, Paris, 1989.

Steel (Ronald), *The New York Times*, repris dans *Courrier International*, n° 300 du 1^{er} au 21 août 1996.

Rolland (Romain), *Correspondances à E. Bloch*, « coll. Lettres », Payot, Lausanne, 1984. p. 15.

Satie (J. L.), *The Economic Journal*, vol LXX, 1960.

Singleton (Michael) *Seydina Mouhamoudou Limamou Laye (1845-1909). The black Madhi, Centre for the study of Islam and Christian-Muslim relations*, Selly Oak colleges, Birmingham.

Tarot (Camille), *La violence et la mémoire. Un témoignage sur la crise algérienne*, Demosthène-CRI, Caen, 1996.

Tocqueville (Alexis de) *De la démocratie en Amérique*, (1840) Gallimard, 1968.

Towa (Marcien), *Essai sur la problématique philosophique dans l'Afrique actuelle*, éd. Clé, Yaoundé, 1971.

Turgot (Jacques), *Œuvres complètes*, tome II, éd. Daire.

Ul Haq (Mahbud), (qui fut expert en planification au Pakistan), cité dans Jacquemot (Pierre).

Weber (Eugen), *La Fin des terroirs, La modernisation de la France rurale 1870-1914*, Fayard, Paris, 1983.

TABLE

<i>AVANT-PROPOS</i>	7
<i>INTRODUCTION</i>	9
1. L'UNIFORMISATION PLANÉTAIRE.	17
2. QU'EST CE QUE L'OCCIDENT	49
3. LE ROULEAU COMPRESSEUR OCCIDENTAL	97
4. LES ECHECS DE L'UTOPIE MODERNISTE	119
5. QUEL ESPOIR POUR LES « NAUFRAGÉS »?	157
<i>CONCLUSION</i>	183
<i>GLOSSAIRE</i>	187
<i>BIBLIOGRAPHIE</i>	195

COLLECTION SISYPHE :

Christopher Lasch
La Révolte des Élités
et la Trahison de la Démocratie
1996

Avishai Margalit
La Société Décence
1999

Christopher Lasch
La Culture du narcissisme
2000

Jean-Claude Michéa
Orwell, anarchiste tory
2000

Achevé d'imprimer
sur les presses de
l'Imprimerie France Quercy
113, rue André Breton
46001 CAHORS
d'après montages et gravure
numériques
(Computer To Plate)
Dépôt légal : Octobre 2000
Numéro d'impression : 02182